

Université Paris-Diderot

Béatrice Collignon

Dossier pour une

Habilitation à diriger des recherches



volume 1

Positionnement de recherche

discuté avec un jury composé de :

Christine Chivallon, Directrice de Recherche, UMR LAM (Bordeaux), rapporteur externe

Michèle Daveluy, Professeure, Département d'anthropologie, U. Laval (Québec)

Christian Grataloup, Professeur, U. Paris-Diderot – Paris 7, rapporteur interne

Madeleine Griselin, Directrice de Recherche, UMR ThEMA (Besançon)

Benoît Raoulx, MCF – HDR, U. de Caen Basse-Normandie.

Denis Retaillé, Professeur, U. Michel de Montaigne - Bordeaux III, rapporteur externe

Lena Sanders, Directrice de Recherche, UMR Géographie-cités (Paris).

Université Paris-Diderot

Béatrice Collignon

Dossier pour une
Habilitation à diriger des recherches

volume 1

Positionnement de recherche

Autres volumes composant le dossier :

- ✓ **volume 2 : CV – Parcours d'une enseignante-chercheure assorti d'une brochure sur un projet pédagogique, jointe en annexe**

- ✓ **volume 3 : Sélection de publications complété par 1 ouvrage, 1 CD-Rom et 1 coffret-DVD, joints en annexe**

Béatrice Collignon

UMR Géographie-Cités - 8504, Equipe EHGO (Epistémologie et histoire de la géographie)
UFR de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
bc@parisgeo.cnrs.fr

Photo de couverture : Uqpilik, près d'Ulukhaktok - avril 2006 ©B. Collignon

*à tous ceux qui, au fil des ans, m'ont demandé de présenter cette HDR,
en particulier les étudiants de Master - de Paris et de Bologne.*

Organisation du volume et préambule

Sur la base d'une mise en perspective de vingt ans de recherches et d'enseignement supérieur, deux activités fortement liées dans la pratique quotidienne de mon métier, ce volume présente mon positionnement de recherche, articulé autour de cinq moments :

- (a) L'éclairage de mes ancrages, soit un retour sur les raisons d'une entrée dans la géographie par les savoirs vernaculaires ;
- (b) L'exposition de mes cadres de référence, soit des croisements que j'opère, sur fond de constructivisme social, entre épistémologies féministes, critique postmoderniste et *postcolonial studies*, et géographie radicale ;
- (c) Un arrêt sur les questions de méthode, autour des enjeux des choix méthodologiques pour la construction du discours géographique et la définition même de la géographie ;
- (d) Une réflexion sur les écritures alternatives en géographie, à travers le récit de mes explorations audiovisuelles ;
- (e) Une ouverture enfin sur un nouvel horizon, soit la présentation d'un projet de recherche où je prévois de travailler le concept de mobilité à travers une étude des mobilités ordinaires des Inuit canadiens aujourd'hui.

Je conclurai par une proposition concernant la question de l'éthique, qui tend à s'imposer comme une valeur majeure dans nos sociétés contemporaines, pour montrer qu'il importe moins de pratiquer une géographie éthique qu'une éthique géographique.

Romrant résolument avec les canons du mémoire de recherche c'est ainsi en cinq mot-clés qui sont autant de chapitres que s'organise ce texte, qui s'ouvre au lecteur sans autre forme d'introduction que l'exposition de quelques repères quant à mes réseaux scientifiques et à l'Arctique inuit. On notera que j'ai choisi de ne pas consacrer un chapitre particulier à ce dernier, pourtant mon terrain de recherche privilégié. La raison en est que si je suis devenue au fil des ans une spécialiste reconnue de cette vaste région, je revendique de faire de la géographie générale et non pas régionale. Ce terrain est, certes, presque partout présent dans mon travail, comme en témoignent l'ensemble de mes activités scientifiques, et l'on verra qu'il traverse tout ce volume. Mais je le conçois d'abord comme la pierre angulaire d'une réflexion sur la géographie du monde et des sociétés qui le constituent, convaincue de la pertinence de la contribution, décalée, de la géographie inuit à nos débats de géographes.

On trouvera par ailleurs, en différents moments du volume 2, qui présente mon parcours d'enseignante-rechercheuse depuis l'obtention de mon premier diplôme, des points réflexifs concernant la façon dont j'ai progressivement construit ma pratique des différentes facettes de mon métier.



Les références à des textes figurant dans le volume de mes publications - identifié comme le vol. 3 par souci d'allègement - sont indiquées ici entre crochets à la suite de l'année de leur parution. Dans le cas de citations, la page de la revue ou de l'ouvrage original est suivie, entre crochets et après le numéro du texte, de celle à laquelle on la trouve dans le vol. 3.

Repères 1 - Identité scientifique

Comme tant d'autres collègues, mon activité de chercheure s'inscrit à l'intérieur de différents réseaux, de sorte que selon les cercles que je fréquente mon identité scientifique est perçue différemment, pour une bonne part car je la décline moi-même un peu différemment selon les contextes. Certains de mes lecteurs ayant sans doute leur propre perception de mon identité scientifique, il m'a semblé nécessaire d'en dire quelques mots afin qu'ils s'y repèrent mieux.

Du point de vue institutionnel, je suis d'abord chercheure à l'équipe EHGO – Epistémologie et histoire de la géographie – et ce depuis mon inscription en doctorat. L'équipe est aujourd'hui intégrée à l'UMR (Unité mixte de recherche) Géographie-cités, CNRS/Paris 1/Paris 7. Au-delà de la diversité des objets sur lesquels travaillent les membres de l'équipe, leur unité se fonde sur une approche critique des savoirs. La place centrale que l'équipe accorde à l'épistémologie de la discipline explique mon rattachement à celle-ci, bien que je ne m'inscrive pas dans la perspective historique dominante dans l'équipe. Les travaux approfondis sur les processus de construction des savoirs géographiques replacés dans leurs contextes spatiaux-temporels ont nourri ma propre réflexion sur les savoirs vernaculaires et sur les relations que le savoir scientifique entretient avec eux. La dimension épistémologique souvent présente dans mes publications est bien entendu la marque de mon appartenance à cette équipe, qui inscrit mes travaux dans d'autres sphères que les études inuit, ou arctiques.

Parallèlement j'affirme mon identité de chercheure "polaire", par mes activités de recherche bien entendu mais également, du point de vue institutionnel, par mon appartenance au GDR Mutations Polaires depuis sa création en 2007 et, auparavant et depuis 1997, au GDR Arctique qui l'avait précédé. Par ailleurs, c'est surtout par les études arctiques, plus précisément, inuit, que je pratique l'interdisciplinarité en direction des anthropologues. Ma longue fréquentation de ces derniers explique la conduite de recherches dont l'originalité réside dans le croisement d'une approche de géographe et de thématiques (ou même d'objets tels que la maison et plus récemment les lampes à huile de phoque des Inuit) plutôt travaillées par des anthropologues.

Par ailleurs, la fréquentation du monde universitaire nord-américain m'a sensibilisée dès les années 1990 aux nouvelles approches et thématiques développées par la géographie anglophone suite au "Cultural turn" du début de la décennie qui a ensuite accompagné la vague de la critique postmoderniste qui a touché l'ensemble des sciences sociales anglo-américaines. Je suis donc aussi perçue, non sans raison, comme proche de cette géographie humaine qui ne manque pas de détracteurs en France. C'est au sein du groupe de travail informel composé des auteurs de l'ouvrage *Géographies anglo-saxonnes – tendances contemporaines* (2001, Staszak et alii eds – voir aussi l'introduction à la partie 1 du volume 3 de ce dossier), dont l'*opus 2* s'annonce pour 2013 (Hancock dir.) que je trouve mes interlocuteurs privilégiés pour discuter des avancées constantes de cette géographie aujourd'hui multiforme.

Enfin, de nombreux collègues m'ont très tôt associée à la géographie culturelle, parce que mes travaux portaient sur un groupe culturel particulier, et bien identifié. Si je suis membre du Comité scientifique de la revue *Géographie et cultures*, je ne considère pas qu'il faille faire de cette géographie un champ autonome, mais bien plutôt travailler à la prise en compte de la dimension culturelle dans les recherches en géographie humaine, notamment sociale.

Repères 2 - Arctique inuit

S'il n'y a pas de chapitre consacré exclusivement à mes recherches arctiques dans ce volume, elles traversent, je l'ai dit, tout mon propos. Aussi m'a-t-il semblé utile d'équiper les lecteurs de quelques repères relatifs à l'arctique inuit avant qu'ils ne plongent dans la lecture de ce travail.

- *Repères cartographiques* : l'Arctique canadien, le territoire des Inuinnait et leurs cinq villages.



- *Repères terminologiques*

INUK – INUIT. Ethnonyme par lequel les Inuit (autrefois appelés Eskimo par les Européens qui tenaient ce nom des Amérindiens - voir Collignon 2006 [15, p. 5] pour plus de détails) se désignent eux-mêmes et qui signifie “les hommes par excellence”, par rapport à l’ensemble des êtres vivants et non pas par rapport au reste de l’humanité comme on l’a longtemps dit.

À l’origine, l’ethnonyme “inuit” n’avait cours que dans l’Arctique central canadien, d’autres formes étant employées dans les autres régions. En 1977, lors de la première Conférence Inuit Circumpolaire, les représentants de toutes les régions ont décidé de l’adopter comme l’ethnonyme commun les désignant tous, habitants de l’Arctique des rives du détroit de Béring à la côte orientale du Groenland qui ont en partage la même langue et la même culture.

Un Inuk, deux Innuk, trois ou plus Inuit. Dans ce texte, j’emploie le singulier et le pluriel mais, par souci de simplicité, le duel est assimilé au pluriel. La forme adjectivée, inuit, est invariable.

INUINNAQ – INUINNAIT. Forme régionale de l’ethnonyme Inuit utilisée dans l’Arctique central occidental du Canada, soit la région où je conduis mes recherches (voir carte ci-dessus). Dans ce texte, je l’emploie quand je me réfère spécifiquement à ces Inuit-là.

Un Inuinnaq, deux Inuinnak, trois ou plus Inuinnait. Comme pour Inuit, la forme duelle est assimilée au pluriel dans ce texte. La forme adjectivée, inuinnaït, est invariable.

INUKTITUT, INUINNAQTUN, LANGUE DES INUIT. La langue des Inuit, pour être unique (et d'une grande régularité grammaticale) du Groenland oriental aux rives du Déroit de Béring, n'en connaît pas moins des variations régionales, et parfois locales, notamment phonologiques et terminologiques. On a longtemps parlé de dialectes, mais le terme est désormais rejeté par les Inuit parce qu'il laisse entendre qu'il y aurait une forme "pure" et des déformations dialectales alors qu'ils ne considèrent pas les différences régionales dans une perspective hiérarchique. Aussi, lorsque j'insère des termes de la langue des Inuit dans ce volume, ce sont ceux employés en inuinnaqtun, la forme parlée par les Inuinnait avec lesquels je travaille. Lorsque le terme est très différent en inuktitut (forme parlée au Nunavut oriental et la plus diffusée au Canada), j'indique également cette seconde forme.

QALLUNAAQ – QALLUNAAT. Le terme, qui signifierait littéralement "ceux aux longs sourcils" (la traduction est aujourd'hui contestée par des spécialistes), est souvent traduit par "les Blancs". Traduction erronée car il s'agit d'un terme générique qui, dans la plupart des formes de la langue des Inuit, désigne tous les êtres humains qui ne sont ni inuit ni amérindiens, quelque soit leur phénotype. En outre, traduire par "les Blancs", c'est se placer du point de vue des désignés – jusqu'à une date récente en immense majorité des Européens originaires de Grande-Bretagne (et notamment d'Ecosse), de France et du Sud du Canada (Euro-Canadiens) – qui, dans une interprétation propre à une vision occidentale de l'altérité, perçoivent la différence à travers l'apparence des corps, et non du point de vue de ceux qui désignent, dont la perception de la différence entre êtres humains s'appuie sur d'autres critères.

Un Qallunaaq, deux Qallunaak, trois ou plus Qallunaat ; à nouveau, la forme duelle est assimilée au pluriel dans ce texte, et la forme adjectivée, qallunaat, est invariable.

TERRITOIRE. Entité administrative canadienne. Du point de vue administratif, le Canada compte 10 provinces et 3 territoires, tous trois situés dans la partie nord du pays : le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest (TNO) et le Yukon. Le Nunavut est donc à la fois un territoire administratif comme les deux autres, et une région où s'étendent les territoires, au sens plus culturel, de plusieurs groupes inuit vivant dans cet espace.

TERRE DES INUVIALUIT, NUNAVUT, NUNAVIK, NUNATSIAVUT : Régions correspondant aux zones pour lesquelles ont été signés des accords (négociés chacun séparément) de rétrocession de la propriété inuit sur des terres arctiques et de versement de compensations financières pour les terres perdues. Les terres et l'argent sont la propriété collective des Inuit de chacune des régions créées au moment des accords qui ont été négociés entre des représentants inuit des régions concernées et le Gouvernement Fédéral (et provincial le cas échéant).

ULUKHAKTUURMIUT. Habitants du village d'Ulukhaktuuq (orthographe officielle Ulukhaktok). Le village s'est d'abord appelé Holman Island (jusqu'à la fin des années 1980) puis Holman tout court (car le village n'est pas sur l'île d'Holman) jusqu'au 1^{er} avril 2006. Le respect de la chronologie voudrait que, selon la période dont je parle, j'utilise l'un ou l'autre de ces noms. Cependant, l'enjeu de ce volume étant tout autre, je m'autorise un petit anachronisme pour faciliter la lecture de ceux de mes collègues qui ne sont pas versés en études inuit et m'en tiens à Ulukhaktok.



Alex Aliknak, ca. 1972

ECLAIRAGE SUR LES ANCRAGES

Une entrée par les géographies vernaculaires



(Susie-Mary Tigiktok, Cambridge Bay, avril 2006 ©B. Collignon)

Mes travaux de recherche s'ancrent dans une approche qui place systématiquement en son centre les savoirs vernaculaires de l'espace géographique, soit l'espace tel qu'il est pensé et vécu, conçu et compris par les sociétés humaines et les individus qui constituent ces sociétés. Ce parti pris relève de la conviction que, si l'objet de la géographie est de comprendre le monde tel que les sociétés humaines et les processus physiques le façonnent conjointement depuis l'aube de l'humanité, alors les géographies des non-géographes doivent être sérieusement prises en considération en toutes circonstances.

Cette position, qui sous-tend une adhésion au constructivisme social, croise les géographies centrées sur l'acteur. Mais elle en diffère par l'insistance avec laquelle j'ai tenté de développer et promouvoir une réflexion sur la question du savoir lui-même. Je travaille ainsi depuis de nombreuses années dans une double perspective. D'une part, il s'agit de comprendre les savoirs vernaculaires pour eux-mêmes, en analysant leur composition tant pour ce qui relève du contenu que de l'organisation de ce contenu en un discours cohérent, c'est-à-dire considéré par

ceux qui le tiennent comme opératoire et légitime¹. D'autre part, il s'agit d'interroger, depuis ce pôle-là du savoir, le savoir scientifique produit par des géographes-chercheurs professionnels, dont le discours s'élabore à l'intérieur de normes précises que tout à la fois ils suivent – en continuité avec un héritage qui leur est transmis par la parole écrite et dite de leurs prédecesseurs mais aussi par les diverses institutions qui encadrent leur travail – et construisent par leurs activités de production et leurs responsabilités d'encadrement au sein de leur discipline².

Le but de cette démarche en miroir n'est rien moins que de trouver les moyens de dépasser la fracture épistémologique entre savoir scientifique et savoirs vernaculaires pour construire un savoir véritablement partagé, pouvant légitimement revendiquer de tendre vers l'universel. À mon sens, en effet, il ne saurait suffire de "provincialiser l'Europe"³ ou de "décoloniser la science". Le travail de déconstruction ne vaut que s'il s'accompagne de propositions pour de nouvelles constructions, comme je l'ai souvent souligné⁴.

Sans revenir plus que nécessaire sur les jalons déjà posés au fil de mes publications pour cerner ce que sont les savoirs vernaculaires, je souhaite les présenter brièvement ici d'un point de vue plus épistémologique

Vernaculaire – du besoin d'un concept pour mieux apprécier l'ordinaire

Le terme de "vernaculaire", sans être omniprésent sous la plume des géographes contemporains, est aujourd'hui bien installé dans leur vocabulaire si l'on considère qu'il n'est plus besoin d'assortir systématiquement son emploi d'une définition. On peut faire remonter cette adoption progressive à la seconde moitié des années 1990 environ, et elle doit je crois être comprise comme le signe du besoin grandissant de forger un concept pour mieux apprécier ce que l'on se contentait auparavant d'appeler "ordinaire", "populaire", "quotidien", "banal" ou encore, relevant des habitudes de "Monsieur ou Madame Tout-le-monde", dans une perspective essentiellement descriptive.

D'origine latine – *verna-* désigne l'esclave né dans la maison – vernaculaire renvoie à la sphère de l'entre soi, de l'intérieur, de l'endogène. C'est d'abord en linguistique que l'on a mobilisé le terme pour distinguer les langues vernaculaires, parlées uniquement par un groupe culturel ou une ethnie, des langues véhiculaires parlées par plusieurs groupes pour échanger entre eux. Ainsi, l'italien peut être qualifié de langue vernaculaire tandis que l'anglais est aujourd'hui la langue véhiculaire par excellence. Dans l'emploi que font les linguistes de la notion de vernaculaire, l'accent est donc mis sur la communication.

La notion est aussi mobilisée dans le monde de l'architecture, où le vernaculaire désigne des constructions exprimant des styles architecturaux non codifiés, non discursifs, transmis par apprentissages pratiques. L'igloo, la célèbre maison de neige des Inuit – que je ne connais que par images, récits et textes de tous types interposés – est un parfait exemple d'architecture

¹ Sur ce premier volet voir notamment les articles de la partie 2 du volume 3.

² Sur ce second volet voir notamment les articles 5 (2003), 7 (2005), 13 (2004), 31 (1997) et 35 (1993) du volume 3. Depuis 1992 les séminaires de l'équipe EHGO (Epistémologie et Histoire de la Géographie) de l'UMR Géographie-cités accompagnent ma réflexion en la matière.

³ Cf. Chakrabarty D., 2000, *Provincializing Europe – Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, PUP.

⁴ Voir notamment les textes 5 (2003), 6 (2004), 8 (2007) et 13 (2004) dans le volume 3.

vernaculaire. La ferme normande – comme celle où j'ai habité pendant 18 mois lorsque mon mari était en poste à Argentan (Orne) – en est un autre. Par opposition, l'architecture savante des architectes est discursive, codifiée et transmissible sur un mode théorique. L'accent est mis ici sur la formalisation (ou son absence) et sur les modes de transmission qui en découlent.

Au début des années 1980, l'américain John Brinckerhoff Jackson (1984) part de l'approche des architectes et l'élargit pour proposer une approche renouvelée des paysages, qui distingue "paysages vernaculaires" et "paysages politiques". Ces derniers portent la marque d'une volonté organisatrice d'un pouvoir de type étatique clairement identifiable, tandis que les premiers sont le reflet des modes d'habiter et de pratiquer le territoire de ceux qui y vivent⁵. Bien que ses réflexions soient notamment nourries de travaux de géographes (tant du côté de l'analyse spatiale que de la géographie culturelle) et qu'une traduction commentée de son ouvrage ait été publiée en 2003, les propositions de Jackson sont peu reprises par les géographes français, alors que les paysagistes s'en sont emparés. Les paysages vernaculaires, dit Jackson, sont marqués par une bien plus grande dynamique que les paysages politiques car ils sont en permanence modifiés par des habitants qui les transforment par petites touches, en réponse aux besoins et désirs du moment. Dans la perspective qui est la mienne, cette idée de mouvement, de transformation continue, de malléabilité est particulièrement intéressante. Commentant l'ouvrage de Jackson, Jean-Marc Besse insiste sur cet aspect :

"C'est l'incertitude qui domine [...] Mais, paradoxalement, c'est cette incertitude de l'espace vernaculaire qui serait peut-être la condition de son dynamisme et de son renouvellement. [...] Surtout, il faut souligner cet aspect d'espace intermédiaire [...] il est justement la zone de contacts et d'échanges entre d'une part l'établissement humain, et d'autre part le milieu naturel." (Besse 2004, p. 27-28)

Cette idée du vernaculaire comme un intermédiaire, un entre-deux et non pas un bout du spectre (le savant, ou le politique, étant à l'autre bout) est, elle aussi, à retenir⁶.

Depuis quelques années, le terme se diffuse dans d'autres domaines encore. On parle notamment aujourd'hui "d'images vernaculaires" ou de "photographies vernaculaires" pour désigner ces clichés ordinaires que l'on prend à tout instant pour fixer un moment, sans prétention esthétique le plus souvent. "Photographies sans vocation esthétique ou artistique et

⁵ On retrouve cette définition dans celle que donne la fondation américaine pour la promotion et la protection des paysages culturels à propos des paysages vernaculaires : "un paysage qui a évolué en fonction de son utilisation par ceux dont les activités ou l'implantation a dessiné ce paysage. Qu'il s'agisse des pratiques sociales ou culturelles d'un individu, d'une famille ou de toute une communauté, le paysage est le reflet des caractères physiques, biologiques et culturels de ces vies quotidiennes." ("a landscape that evolved through use by the people whose activities or occupancy shaped that landscape. Through social or cultural attitudes of an individual, family or a community, the landscape reflects the physical, biological, and cultural character of those everyday lives." traduction libre) - The Cultural Landscape Foundation, www.tclf.org

⁶ Si je m'arrête un peu plus longuement sur l'apport de Jackson pour la conceptualisation du vernaculaire c'est que, comme en témoignent mes publications relatives aux savoirs vernaculaires (voir partie 2 du volume 3), je n'avais pas mobilisé ce travail jusqu'à présent. Je n'avais pas repéré ce titre lorsque j'étais en thèse (alors que l'ouvrage était paru depuis déjà 7 ans quand je me lançai dans l'aventure) et ce n'est qu'en 2001 que je me le suis procuré. Mais ma réflexion était déjà construite et, pour la direction qu'elle avait prise alors, Jackson m'était peu utile – ou du moins est-ce ce que j'ai pensé à l'époque. Le reprenant aujourd'hui je perçois bien, au contraire, comment sa proposition peut être mobilisée pour étayer la construction que je tente de faire. Cette réévaluation de textes laissés d'abord de côté me semble l'un des éléments-clé de la construction de la réflexion de tout chercheur ; c'est pourquoi je n'hésite pas à en faire état ici.

à usage interne”⁷, telle est la définition qui semble s'imposer aujourd'hui parmi les chercheurs et photographes qui s'intéressent à la question. L'adoption du terme est justifiée par ceux qui la proposent par le besoin de créer une catégorie permettant de penser ensemble des objets à première vue hétéroclites (photos des albums de famille, images médicales, portraits de photomatons, etc.)

En géographie, le terme fait une entrée discrète et, comme souvent en matière d'innovation, dans le cadre de séminaires et tables rondes plutôt informelles. Pour ma part, c'est dans le cadre du séminaire de DEA de Philippe Pinchemel, à l'Université de Paris 1, que je l'ai entendu pour la première fois dans la bouche d'un géographe, au cours de l'année 1989-1990. Semblablement à la façon dont il fait sens pour les architectes depuis longtemps, les paysagistes ou les spécialistes des images plus récemment, il permet aux géographes de désigner une géographie qui n'est pas celle qu'ils produisent mais celle des “autres”, ou d'eux-mêmes quand ils oublient leur formation et leur profession (pour autant que cela soit possible) pour penser et agir comme des gens ordinaires aux prises, comme tout un chacun et au quotidien, avec le monde qui nous entoure.

Mais il s'agit de bien plus que simplement désigner. Cette géographie-là n'est plus seulement une série d'anecdotes que les chercheurs en géographie peuvent mobiliser pour illustrer un propos, divertir un instant l'auditoire ou les lecteurs ou encore, offrir dans une introduction une plaisante entrée en matière. C'est une géographie qui mérite que l'on s'y arrête et que l'on s'efforce de la comprendre, puisqu'elle émane de ces acteurs ordinaires dont on reconnaît désormais qu'il convient de les prendre au sérieux, car les gens ont de bonnes raisons d'agir comme ils le font et ne sont pas des “idiots géographiques”. Dans cet effort-là, le besoin de conceptualiser se fait sentir, pour sortir de la description et parvenir à la compréhension. Et si à l'origine des concepts on trouve bien souvent des mots ordinaires, en géographie mais pas seulement, tous les mots ne conviennent pas.

Or, je pose que les adjectifs tels que “ordinaire”, “populaire”, “quotidien”, “banal” ou “local” ou encore, le recours à l'image de “Monsieur ou Madame Tout-le-monde” ne peuvent convenir. Tous ces termes portent en eux des jugements de valeur qui dévalorisent ou du moins limitent la portée de ce dont il est question, ainsi de “local” et de “populaire”. “Vernaculaire” en revanche, de par sa qualité de mot rare, porte en lui ce saut qualitatif, ce changement de registre qui permet de se placer d'emblée au niveau de l'analyse. Il permet aussi de sortir des qualificatifs qui, déjà, restreignent la catégorie. Le vernaculaire s'inscrit dans le monde de l'entre-soi, ce qui ne signifie pas qu'il doive être nécessairement et exclusivement local. Renvoyant à l'idée de la maison, il est ancré dans le quotidien et la banalité de la vie ordinaire, ce qui ne signifie pas que son champ d'application soit cantonné à cet ordinaire. Il n'est pas formalisé, ce qui ne signifie pas qu'il ne concerne que les classes populaires. L'absence de formalisation fait qu'il n'est pas fixé mais, au contraire, se transforme rapidement, s'adaptant au gré des besoins et situations, de sorte qu'il n'est pas aussi routinier et conservateur que ce que les termes “ordinaire”, “banal” ou “quotidien” tendent à laisser penser. Il me semble que l'on tient bien là un mot dont on peut faire un concept, un mot permettant d'appréhender

⁷ Définition proposée, entre autres, par la sociologue Héloïse Schibler à l'occasion d'une conférence (<http://www.unige.ch/ses/socio/forum08/AnnonceSchibler.pdf>).

ensemble des pratiques et des discours qui relèvent du même domaine tout en étant très différents les uns des autres. C'est pourquoi je me suis efforcée depuis plus de quinze ans d'en promouvoir l'usage en géographie.

Savoir vernaculaire – à propos de ce qu'une telle formulation signifie

Aujourd'hui, l'expression “savoir vernaculaire” semble ne plus choquer personne. L'association des deux termes paraît admise. Pourtant, cette admission est relativement récente. Lorsque je commençai ma thèse sur le “savoir géographique des Inuit de l'Arctique occidental canadien”, en septembre 1990, l'idée était presque révolutionnaire. Je dois à Philippe Pinchemel de m'avoir soufflé le sujet. Je ne crois pas que j'aurais osé, à l'époque, employer le terme de “savoir” à propos de la géographie des Inuit. D'ailleurs, lorsque je présentais mon sujet je parlais plus volontiers de “géosophie”, d'une “sagesse du territoire” qui me semblait mieux convenir à propos d'une géographie inscrite dans des pratiques et des paroles et non pas dans des cartes et des livres.

Mon choix terminologique est une parfaite démonstration de la justesse de la remarque de l'anthropologue Julie Cruikshank qui, en 1984, notait à propos des recherches conduites auprès des autochtones du Nord canadien :

“Les termes mêmes que nous employons ('notre savoir, leurs valeurs') posent problème. Le terme de savoir renvoie à des absous, celui de valeurs à du relatif.”⁸

“Savoir” d'un côté, “valeurs” (ou sagesse) de l'autre : il ne s'agit pas seulement de hiérarchie entre deux modalités de mise en sens d'une situation, d'un phénomène ou d'un processus. Ces termes qui participent de deux registres différents expriment aussi un regard sur soi et sur l'autre conforme à une vision du monde inscrite dans ce que l'on a pu appeler le “paradigme colonial”⁹, où l'autre est pris dans un discours à la fois condescendant et nostalgique qui construit son exotisation¹⁰. Ce qui relève d'une vision du monde lorsqu'il s'agit d'un “autre” situé dans un “ailleurs” géographique relève d'une organisation hiérarchique de la société lorsque cet “autre” est situé “ici” mais en dehors du monde des savants et des experts qui, dans nos cultures occidentales, ont – ou du moins ont eu jusque très récemment – le monopole du savoir.

Or, il est frappant de voir à quel point le terme de “savoir”, ou “knowledge” dans le monde anglo-américain dans lequel se déploient une bonne part de mes recherches, a investi ces dernières années les appels à projets et les textes scientifiques consacrés aux “autres”, soit à ceux qui ne sont pas des chercheurs, des professionnels du savoir. Mais il est tout aussi frappant de constater que si l'on parle volontiers de “savoir” aujourd'hui pour désigner ce que l'on appelait il y a à peine deux décennies “savoir-faire”, “pratiques” ou, dans un autre registre, “valeurs”, “croyances” ou même “représentations”, rares sont les travaux qui s'attardent sur la signification profonde de cette révolution terminologique. De sorte que l'on a parfois l'impression d'avoir affaire à un simple *aggiornamento* du vocabulaire, qui tiendrait plus d'un effet de mode que d'un véritable changement de point de vue sur ce qui constitue le savoir et la façon dont on peut le

⁸ “The very language we use ('our knowledge, their values') is problematic. Knowledge implies certain absolutes; values suggest relativity” (Cruikshank 1984, p. 19) – traduction libre.

⁹ Voir, par exemple, Collignon 2007 [8].

¹⁰ Voir notamment les travaux de Jean-François Staszak à ce sujet, en particulier la mise au point qu'il propose dans son introduction au numéro 148 du *Globe*, consacré à cette question (Staszak 2008).

définir. Une position confortable pour les chercheurs, qui se plient ainsi en apparence à une demande sociale de reconnaissance – mais en apparence seulement. Ce problème, que j'exposais déjà en 2004¹¹, reste à mon sens d'actualité.

Pour comprendre l'enjeu, il n'est pas inutile de rappeler ce qu'est un “savoir” et, partant, ce que peuvent être les savoirs géographiques. Je reprendrai ici la définition que j'ai proposée dans diverses publications :

“Me fondant sur les définitions les plus courantes, j'appelle savoir ce qui donne sens à une situation ou à un événement, par la mobilisation d'une série d'unités d'informations possédées par celui qui met en œuvre ce savoir. Le savoir apparaît comme une mise en cohérence interne des unités d'informations et sa mise en acte est un mouvement. Dans cette perspective, connaissance et savoir sont pratiquement synonymes, si l'on considère l'acte de savoir et si l'on ne réduit pas la connaissance à un contenu.” (2000, p. 111 [12, p. 183])

Sur la base de cette définition générale, on peut préciser ce qu'il en est pour notre domaine d'expertise :

“Un savoir géographique peut se définir comme un ensemble de connaissances qui, mobilisées conjointement, fournissent à ceux qui le produisent une interprétation cohérente de l'œcumène ou d'une partie de celui-ci.” (1996, p. 9)¹².

Cette définition, si on l'accepte, signifie deux choses :

1. La fin de l'exclusivité du savant sur la connaissance. Les savoirs des professionnels de la production de savoir sont désormais compris comme une forme de savoir parmi d'autres ;
2. Que la validité d'un savoir se mesure à l'aune de son efficacité pour celui ou celle qui le mobilise – c'est-à-dire en interne et en contexte, et non pas dans l'absolu¹³. À propos du savoir scientifique, cela implique qu'ils ne sont ni meilleurs ni plus vrais que les autres, leur validité se mesurant, elle aussi, en interne, à l'aune de critères d'efficacité établis par les membres de la communauté savante concernée.
3. Si la première conséquence me semble peu problématique, et désormais largement acceptée y compris par les chercheurs qui y ont tout de même perdu leur domaine réservé, la seconde me semble en revanche mériter discussion.

Savoir scientifique, savoir vernaculaire : un même savoir ?

Accepter de mettre tous les types de savoirs sur le même plan, puisque chacun n'est appréciable qu'à l'intérieur de son propre système, pose à mon sens problème. D'une part, parce que si l'on va jusqu'au bout du raisonnement alors rien ne justifie plus le travail des chercheurs, leur utilité sociale étant remise en cause à partir du moment où ce qui la fondait – produire pour la société un savoir extériorisé sur elle-même et le monde dans lequel elle vit – n'est plus considéré

¹¹ “It's a long way to the Other. Geographers and geographic knowledge” (texte 13 dans le volume 3).

¹² On notera qu'au siècle dernier j'employais encore un masculin englobant, ce que je ne fais plus, ou de moins en moins, aujourd'hui.

¹³ C'est ainsi que, dans un exemple désormais célèbre parmi bien des générations d'étudiants en géographie, la “géographie du parking” de Jean-François Staszak (1997, p. 14-16) est une géographie valide, bien que fondée sur une représentation erronée de l'organisation dudit parking. On ne peut pourtant dire qu'elle est elle-même erronée, puisque *in fine* elle a permis à l'auteur de trouver une place pour se garer puis de rejoindre la rue (le texte ne dit pas s'il a réussi à retrouver son véhicule, mais on peut supposer que oui, puisqu'il n'en dit rien).

comme possible. D'autre part, et principalement, parce que c'est considérer que savoir scientifique et savoirs vernaculaires s'inscrivent sur le même plan et que rien ne les différencie fondamentalement. Or, je ne pense pas que ce soit le cas. Et si l'on accepte plus volontiers d'adopter l'expression "savoirs vernaculaires" que d'en discuter la pertinence c'est bien parce qu'il s'agit là d'une question délicate, compte tenu de la demande de reconnaissance de ces savoirs exprimée de plus en plus fréquemment par diverses composantes de la société civile. Un peu cyniquement, plutôt que de s'escrimer à en discuter les termes il est parfois plus simple pour les chercheurs d'adopter le vocabulaire prescrit tout en gardant leur quant-à-soit en ce qui concerne la pertinence de la nouvelle formulation.

Ma position à propos du rapport entre savoirs vernaculaires et savoir scientifique pourra surprendre, et même sembler contradictoire de la part de quelqu'un qui plaide depuis longtemps pour la reconnaissance de véritables savoirs géographiques dans le domaine du vernaculaire, et non pas seulement de certaines connaissances, de représentations ou d'imaginaires. Mais ce n'est qu'une impression. Défendre les uns ne signifie pas nier la spécificité de l'autre. M'inscrivant en faux contre les positions postmodernistes les plus radicales je maintiens que le savoir scientifique, pour être une forme de savoir parmi d'autres, et pour être profondément inscrit dans une culture particulière – la culture occidentale –, n'en est pas moins différent de tous les autres. J'ai proposé en 2000 une sorte de profil-type des savoirs géographiques vernaculaires, qui insiste sur les points de similarité et de distinction par rapport au savoir scientifique :

"Tout comme le savoir scientifique, ils s'affirment comme une construction intellectuelle et non pas seulement comme une *praxis* fondée sur l'expérience empirique. Ils s'élaborent par la mobilisation conjointe d'unités d'informations de types très divers issues de l'expérience, de raisonnements abstraits [...]¹⁴ et de réflexions d'ordre philosophique qui, ensemble, forment ces savoirs.

L'expérience joue un grand rôle dans la formation des savoirs vernaculaires comme dans celle du savoir scientifique mais les premiers, à la différence du second, ne reposent pas sur une démarche analytique et ne multiplient pas les expériences. Dans une logique expérimentale scientifique, il faudrait par exemple essayer tous les itinéraires et les analyser un à un pour trouver le meilleur suivant un ou plusieurs critères. Parce qu'ils ne sont pas analytiques, la validité des savoirs vernaculaires s'apprécie à l'aune de la cohérence de l'ensemble et de son opérationnalité, et non pas à l'exactitude de chacune des unités d'informations mobilisées.

Les savoirs géographiques vernaculaires sont un engagement de tous les sens, qui les fonde dans une expérience ontologique de l'espace et du milieu. Il en résulte qu'ils sont nécessairement subjectifs et contextualisés, de sorte qu'ils ne peuvent être que pluriels, car si l'on peut repérer des caractères communs à tout savoir géographique vernaculaire, les structures et les contenus sont toujours différents, comme les cultures dont ils sont l'expression. En revanche, il y a bien un seul savoir géographique scientifique, grâce notamment à l'objectivation qui le fonde et légitime sa prétention à une certaine universalité.

Enfin, les savoirs géographiques vernaculaires sont faiblement formalisés et ne tendent pas vers la théorisation, de sorte qu'ils sont difficilement communicables à un membre extérieur au groupe, ainsi que sur un mode abstrait. Le savoir géographique savant est, en

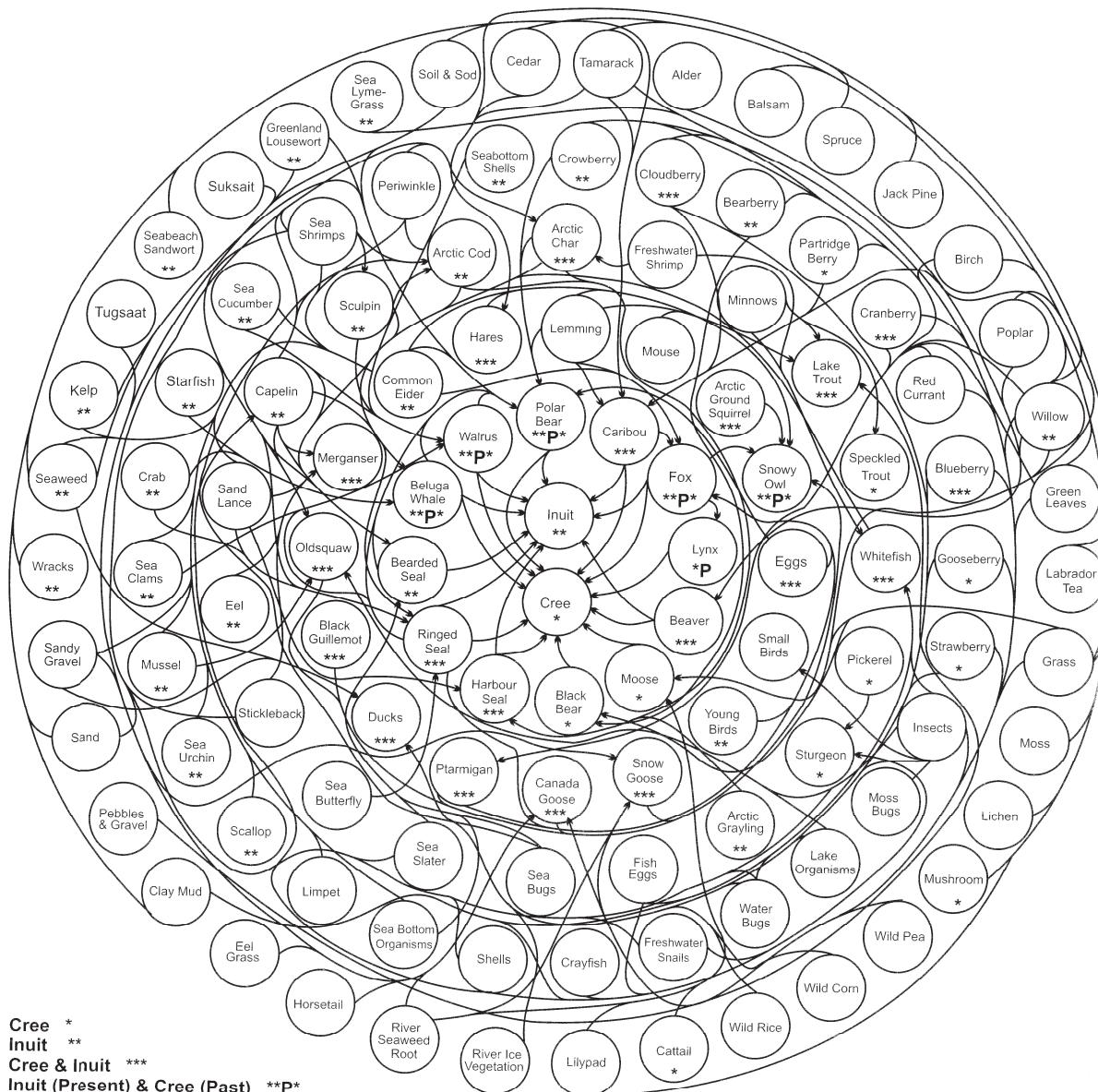
¹⁴ La coupure concerne l'énumération des champs dont relèvent ces raisonnements.

Ancrages

revanche, discursif, formalisé sur un mode théorique, soucieux d'objectivation et de sa communicabilité hors contexte.” (Collignon 2000, p. 118-119 [12, p. 190-191]

La figure ci-dessous représente la chaîne alimentaire à l'intérieur de la Baie d'Hudson telle que la conçoivent les Inuit de Sanikiluaq (îles Belcher - Baie d'Hudson, Nunavut). Elle offre je pense un bon exemple de la complexité des savoirs vernaculaires. On notera ici l'importance accordée aux relations.

Hudson Bay Food Web



Source: Hudson Bay Programme, *Traditional Ecological Knowledge of Environmental Changes in Hudson and James Bays, Part I*. (Ottawa: HBP, 1995), 26.

Source : McDonald *et alii*, 1997, p. 20.

Il faut s'arrêter ici sur ce qui fonde en premier lieu cette différence : l'opération d'objectivation. Il convient pour cela de replacer ce savoir dans son contexte culturel et dans sa généalogie. Comme l'expose très bien Franco Farinelli (2003, 2012) la science moderne, qui naît en Italie avec la Renaissance, est fille de la pensée grecque, transmise en particulier par le dernier grand géographe de la période antique, Ptolémée, par le biais des philosophes et géographes du monde arabo-musulman¹⁵. Cette pensée, et ceux qui la retravailleront à partir du *quattrocento*, que nous dit-elle ?

Fondamentalement, par le mythe de la caverne narré par Platon et sous les arcades de l'Hôpital des Innocents de Florence dessinées par Philippe Brunelleschi vers 1420, qu'il y a deux mondes : le monde sensible, auquel nous avons accès par nos sens, et en particulier par la vue, et le monde des idées, auquel nous avons accès par la pensée raisonnée. Que ce que nous voyons n'est pas nécessairement ce qui est, et que le monde des idées (ou des formes) est plus "vrai", bien que son accès ne soit pas immédiat. Sur cette dualité se construit le projet de connaissance de la modernité, qui pose qu'il faut s'extraire du monde pour le connaître, et le comprendre ; pour en devenir un "savant". Et c'est à cela que tient la spécificité du savoir scientifique¹⁶. À cette opération d'extraction, de désengagement du monde, à la construction d'un regard extérieur (dans une opération similaire à celle de construction de la perspective en dessin) à la chose dont on souhaite accéder à l'intelligence. La culture occidentale crée ainsi une catégorie particulière de savoir, et donc de savants, dont le développement exige qu'il opère une rupture avec le savoir vernaculaire, qui est un savoir du monde sensible.

C'est pourquoi lorsque la leader inuit Rosemary Kuptana¹⁷ déclare, à propos du savoir géographique des Inuit :

"C'est une tradition orale ; c'est un savoir **scientifique**. C'est **notre** savoir **scientifique**."¹⁸
elle trouve certes une formule politiquement efficace, mais elle commet à mon sens une erreur. Car le savoir inuit est, justement, ancré dans l'approche sensible, rivé à une contextualité revendiquée haut et fort par le discours inuit car hors de celle-ci, nous expliquent-ils patiemment, on ne peut précisément rien comprendre. Ou du moins, on ne peut saisir l'essentiel¹⁹. Il est d'ailleurs intéressant de noter comment, dans la plupart des cultures

¹⁵ Je saisis l'occasion pour mentionner le passionnant travail d'André Miquel sur la géographie humaine du monde musulman jusqu'au milieu du XI^e siècle (en 4 volumes, parus de 1973 à 1988). Je ne le cite pas par souci d'érudition (qui m'est assez étranger) mais parce que cette somme, étudiée pour un cours d'histoire de la géographie enseigné de 1994 à 1999, a marqué ma façon d'envisager les savoirs géographiques savants et le lien qu'ils entretiennent avec le contexte culturel dans lequel chacun d'eux se déploie.

¹⁶ Et c'est aussi ce qui fonde la différence entre le savoir scientifique et ce qu'il est convenu d'appeler, dans un terme plus englobant, les "savoirs savants". Ces derniers ont en partage avec le premier la quête d'un savoir "complet", souvent érudit, concernant une chose, un phénomène, une société. Ils sont élaborés par des individus qui dédient, si ce n'est tout du moins une partie importante de leur temps, à leur construction. Mais ils ne se fondent pas sur une rupture volontaire avec le savoir vernaculaire, ils en sont plutôt le prolongement. Ainsi, par exemple, les géographes du monde arabo-musulman, dont André Miquel dresse magistralement le portrait, sont-ils sans aucun doute des savants, mais ce ne sont pas des scientifiques.

¹⁷ Leader inuit au niveau circumpolaire, Rosemary Kuptana a été notamment présidente de l'association Inuit Tapiriit Kanatami, sise à Ottawa et qui représente tous les Inuit du Canada, de 1991 à 1996, une période particulièrement importante dans les relations entre les Inuit et le Gouvernement fédéral. Elle est née en 1954, sur la côte occidentale de l'île Victoria (soit dans la région dans laquelle j'ai conduit toutes mes recherches arctiques).

¹⁸ "It's oral tradition; it's **scientific** knowledge. It's **our scientific** knowledge." (IISD 2000, 30'31-39") - trad. libre.

¹⁹ C'est l'objet de tout le chapitre 5 de ma thèse (Collignon 1996 – chapitre 4 dans la version publiée en anglais, Collignon 2006 [15]). Dans le volume 3, voir aussi le texte 11 (1996).

europeennes, on conçoit les sentiments et la pensée comme physiquement séparés à l'intérieur du corps : au cœur les sentiments, à la tête la pensée. Pour les Inuit en revanche, une telle séparation n'a pas de sens : la tête est aussi le siège des sentiments, car l'on pense autant avec sa raison qu'avec ses émotions, qu'elles soient éprouvées dans la vie éveillée ou dans le sommeil. Tout cela relève d'*ihuma*²⁰, tandis que le cœur, *uumman*, est l'organe qui par son battement génère dans les corps la chaleur qui permet le mouvement, c'est-à-dire la vie. Alors que nous évoquions ces questions j'ai trouvé fort intéressante l'indication de ma collègue géographe Renée Pualani Louis à propos des Hawaïens, qui ne séparent pas plus raison et émotions que les Inuit mais situent, quant à eux, le siège de la pensée dans leurs tripes²¹.

La revendication de la légitimité des savoirs géographiques vernaculaires ne doit donc pas se confondre avec la remise en question de la spécificité du savoir scientifique. Il ne s'agit pas de les mettre en concurrence mais bien au contraire, de reconnaître l'intérêt de chacun et de réfléchir à ce que l'on pourrait construire en les prenant tous avec le sérieux qu'ils méritent.

Dépasser l'incommensurabilité des savoirs

Nous nous retrouvons donc, en matière de savoirs, avec deux types de distinction différents. D'une part, la reconnaissance de différentes formes de savoir, d'autre part la reconnaissance de deux catégories distinctes : les savoirs vernaculaires et les savoirs savants, et à l'intérieur de ces derniers le savoir scientifique occidental, qui est comme les autres le produit d'une culture particulière et a construit ses modalités de validation sur la base des valeurs de cette culture, mais qui revendique pourtant la capacité d'être hors d'elle, hors de toute culture, dans une position à la fois extérieure et dominante qui lui permettrait de construire une connaissance universelle, décontextualisée, sur les choses et le monde.

Me limitant prudemment à ma discipline, la géographie, autant je reconnais la spécificité du savoir scientifique, autant je ne lui reconnais pas cette qualité de discours universel. Ce qui ne signifie pas que l'on doive rendre les armes et, admettant les limites de chaque savoir et leur incommensurabilité, œuvrer chacun dans son domaine de compétences soit à enregistrer les savoirs des autres sur le monde (qu'il s'agisse de savoirs vernaculaires ou de savoirs savants) soit à produire un savoir scientifique sur celui-ci, formalisé reposant sur des mesures de tous types (y compris sur la base de données qualitatives) et de multiples vérifications, sans prétendre ni à son exclusivité ni même à sa supériorité, en matière de savoir à propos du monde. Cette co-présence, pour employer une expression à la mode, me paraît insuffisante, insatisfaisante.

Il me semble en effet que l'on doit être plus ambitieux que cela, et que c'est le rôle des chercheurs de créer ce mouvement. Si l'on ne veut pas renoncer à un savoir global, véritablement universel sur le monde, alors il faut se donner les moyens de le construire, en prenant au sérieux toutes les formes de savoirs, dans leur contenu mais aussi dans leurs méthodes. Accepter, par exemple, l'efficacité des expériences rêvées au même titre que les expériences vécues, dans les cultures où elles font sens. Ainsi, plutôt que de s'interroger pour

²⁰ *Isuma* en inuktitut. Michèle Therrien indique, à propos de ce concept : “*isuma*, que nous traduisons communément par « pensée », regroupe à la fois la conscience, la pensée réflexive, les affects et la mémoire” (2002, p. 131). Sur la pensée inuit relative au corps (et sa relation à l'espace géographique) voir notamment Michèle Therrien, *Le corps inuit*, 1987, ainsi que son article de 2005.

²¹ Renée Pualani Louis, communication personnelle, *Guovdageainnu* (Kautokeino) Norvège, septembre 2010.

savoir si la localisation de tel site sacré est valide, alors qu'elle a été indiquée en rêve à celui qui la cartographie²², comprendre que le lieu lui-même est inscrit dans une appréhension du monde qui ne sépare pas le matériel de l'idéal, le physique du symbolique, l'absolu du relatif, et que le lieu ne peut donc être ailleurs que là où l'on dit qu'il est sur la base d'informations reconnues comme fiables par ceux qui, ensemble, déterminent la localisation du site.

Cette acceptation n'est que le premier pas. Le second est celui d'une véritable prise en compte de ce que des savoirs vernaculaires disent à propos de la géographie du monde, qu'il s'agisse des lieux, des territoires, du milieu, ou de l'espace géographique. Mais que signifie prendre en compte ? En Amérique du Nord par exemple, et en particulier en Arctique inuit canadien, la pression est forte pour que les scientifiques intègrent le savoir vernaculaire des Inuit, *inuit qaujimajatuqangit*²³ comme le désignent les Inuit du Nunavut²⁴. Au minimum, cela consiste à leur demander leur avis sur un projet. Certains projets, cependant, sont vraiment mis sur pied ensemble, voire construits dès le départ en association. Du point de vue du savoir proprement dit, cela consiste d'une part à embaucher des Inuit pour participer aux missions de terrain, et d'autre part à conduire des entretiens pour recueillir leur savoir sur ce que l'on cherche (qu'il s'agisse du climat, de la faune et de la flore, d'archéologie ou d'organisation sociale). Mais le plus souvent, ce qui en est retenu dans les publications scientifiques, ce sont les informations, des éléments de connaissance, et non pas le savoir dans toute sa cohérence. On insère dans le savoir scientifique ce qui peut aisément l'être : des données. La hiérarchie demeure entre ceux qui savent "des choses" et ceux qui savent "tout court". Rares sont les travaux qui tiennent le pari jusqu'au bout et tiennent compte aussi des **conceptions** inuit concernant leur milieu ou leur histoire, leur territoire ou le monde dans son ensemble dans les conclusions proposées. À côté de ces recherches, les projets locaux ou régionaux conduits par des Inuit pour les Inuit (parfois en collaboration avec des chercheurs *qallunaat*²⁵) se multiplient, débouchant sur des publications de grande qualité. Cependant, à nouveau, manque le croisement des savoirs.

C'est à ce croisement qu'il faut maintenant travailler, à ce dépassement des limites à l'intérieur desquelles chacun des savoirs reste trop cantonné, dans une posture véritablement postcoloniale²⁶. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'expression "co-construction des savoirs", dans un effort pour établir de véritables échanges et transformer ainsi certains des concepts-clés de la géographie scientifique. Les travaux de Denis Rettaillé sur l'espace mobile (Rettaillé 2011, par exemple) où l'auteur, sur la base de ce qu'il a compris de la façon dont les Touaregs le conceptualisent, révise profondément la façon dont les géographes ont conceptualisé l'espace, sont un exemple convaincant de la possibilité de, et de l'intérêt à, emprunter ce chemin sur lequel je me suis moi aussi risquée.

²² Voir la récente publication d'Irène Hirt : "Mapping Dreams / Dreaming Maps: Bridging Indigenous and Western Geographical Knowledge", 2012 (article fondé sur son travail de doctorat, soutenu en 2008).

²³ Concept forgé par les Inuit à la fin des années 1990, afin d'asseoir la légitimité de leur propre savoir. Pour en rendre toute la subtilité, Michèle Therrien en propose la traduction suivante : "Le savoir inuit transmis oralement [encore pertinent dans un monde changeant]" (2006, p. 297).

²⁴ Voir les repères terminologiques aux premières pages de ce volume.

²⁵ C'est à dire des non-inuit et non-amérindiens, voir repères terminologiques aux premières pages de ce volume.

²⁶ Sur le sens à donner à ce "post" voir Collignon 2007 [8], et page 29 dans ce volume (chapitre 2).

Ancrages

Retenir du savoir scientifique la procédure analytique, le souci de formalisation et les apports indiscutables de l'extraction du contexte étudié. Mais apprendre des savoirs vernaculaires que le monde sensible est aussi source de savoir, que l'on sait avec sa raison certes, mais aussi avec ses émotions, que le monde n'est pas figé et qu'il convient pour le comprendre d'inscrire ce que l'on sait dans un mouvement qui parfois doit primer sur la formalisation, accepter le déséquilibre, l'incertitude. Et dans le moment même où l'on s'extract du monde pour mieux le connaître, se souvenir que tout savoir est toujours situé. C'est par cette voie d'équilibrisme, qui vaut bien la voie Jackson, qu'il faut selon moi passer.



CADRES DE REFERENCE

Composition en croisements



(Kevin Memogana, Mashuyak, juin 1996 ©B. Collignon)

Comme bien des géographes, et contrairement au modèle qui s'impose dans d'autres champs disciplinaires, notamment en sociologie, j'ai construit mes cadres de référence d'une façon plutôt pragmatique. Il ne s'est jamais agi pour moi d'adopter une théorie pour la travailler ensuite dans le cadre d'études de cas empiriques, ce qui rejoint mes choix méthodologiques en matière de formulation de questions de recherche (voir le premier point du chapitre suivant). Ma démarche est plutôt de m'intéresser aux théories dans un second temps, lorsqu'il s'agit de construire un cadre à l'intérieur duquel situer les premières analyses et, surtout, les approfondir et leur donner plus d'ampleur en les faisant entrer dans des débats plus larges et plus abstraits. Je ne me suis pas non plus placée d'emblée dans un courant que j'aurais cherché à consolider, même si une bonne part de mes recherches s'inscrivent assez nettement dans le champ de la

géographie culturelle dans sa dimension la plus ouverte¹, notamment en direction de la géographie sociale et de la géographie politique.

Cette façon de procéder est pour une part le fruit d'une certaine inclination intellectuelle mais aussi, pour une autre part, de la formation que j'ai reçue en géographie à l'Université de Paris 1. Dans la seconde moitié des années 1980 (j'ai passé ma licence en 1985-86, mon DEA en 1989-90), il était question de la fin de la crise de la géographie et de théories relatives à l'organisation de l'espace, mais la discipline telle qu'on l'enseignait restait très peu perméable aux théories développées en sociologie et en anthropologie. On attendait de nous des études empiriques et, à partir d'elles, des propositions théoriques mais à l'intérieur d'un monde auto-référentiel de géographes, français qui plus est, sauf peut-être en analyse spatiale². Dans les thèses de doctorat, le cadre théorique était loin d'avoir la place qu'il occupe aujourd'hui, *a fortiori* dans les mémoires de maîtrise et même dans les projets de thèse présentés en fin de DEA. De sorte que c'est en puisant dans le bagage acquis dans les cours de littérature, et de philosophie, de mes années de classe préparatoire que j'ai trouvé mes premiers repères, mes premiers outils. Et c'est ainsi que j'ai construit au fil de mes travaux un cadre *ad hoc* qui mobilise plusieurs théories et courants géographiques, dont les auteurs principaux ne se retrouveraient pas nécessairement dans ce bricolage et pourraient récuser les façons dont je les combine alors qu'ils peuvent se percevoir comme très différents, voir opposés.

Ce cadre composé de multiples croisements résulte d'un mode de lecture et d'un processus d'appropriation où les textes sont appréhendés moins pour ce qu'ils disent que pour ce qu'ils me disent, pour la façon dont ils entrent en résonance avec mes questionnements et éclairent mes données et/ou mes analyses. La composition du cadre s'est élaborée au fil des années. Le constructivisme social en est la toile de fond, les épistémologies féministes et les *postcolonial studies* s'y partagent le premier plan, tandis que la critique postmoderne et la géographie radicale étaient la construction tout en aménageant des lignes de fuite.

La tonalité générale de ce cadre est très anglo-américaine, et certains pourraient me le reprocher. Il faut y voir l'effet de mes réseaux scientifiques et de mon terrain arctique, qui m'a fait fréquenter très tôt les universitaires nord-américains et leurs publications. Il faut y voir aussi l'effet de ce qu'il faut bien appeler la pauvreté théorique de la géographie culturelle française, notamment dans les années 1990. Si l'analyse spatiale bien sûr, mais aussi la géographie sociale, s'étaient souciées de se construire un cadre théorique solide, ce n'était pas le cas de la géographie culturelle, avec laquelle je me sentais plus d'affinités. Il fallait donc aller chercher ailleurs, pour pouvoir construire ici.

On l'aura compris à la lecture du chapitre précédent, j'adhère pleinement au constructivisme épistémologique, à cette idée que le savoir, qu'il soit scientifique ou vernaculaire, se construit à l'intérieur d'un système qui est lui-même une construction inscrite dans un contexte culturel, politique, social et économique historiquement situé. C'est dans cette lignée que je place l'ensemble de mes travaux.

¹ Voir à ce sujet mon introduction à la 1^{re} partie du recueil de mes publications (volume 3, page 9).

² Sur cette fermeture de la géographie française sur elle-même voir les chapitres 6 et 8 (*Var. Aut*, 1997) dans *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science* (R. Knafo dir.).

De plus, c'est résolument dans une perspective de constructivisme social, dans la voie d'abord tracée par Berger et Luckmann (1966), que j'appréhende l'étude des sociétés humaines dans leur relation à ce qui les environne et les comprend tout à la fois. Et c'est aussi en me plaçant dans cette perspective que j'espère pouvoir apporter ma part de réponse à l'interrogation fondamentale qui traverse et motive toute la recherche en géographie : où se situe la géographie dans la construction des sociétés ? Quelle place occupe-t-elle, quel rôle joue-t-elle ? "Geography matters!" se sont exclamé, les premières, les géographes féministes britanniques³. Il s'agit bien de comprendre l'expérience d'"être humains sur la terre", pour reprendre l'expression d'Augustin Berque (1996).

La géographie radicale, penser les rapports de pouvoir et revendiquer les postures militantes

Avant de parler des courants plus théoriques, il me faut évoquer les apports de la géographie radicale à mon travail. Je ne suis pas une géographe radicale, mais j'ai sans aucun doute quelques affinités avec ce courant contestataire auquel ma prise en charge du chapitre qui lui est consacré dans l'ouvrage collectif traitant des tendances contemporaines de la géographie anglo-américaine (Collignon 2001 [3]) me vaut d'être parfois associée. Pourtant, c'est d'abord l'enseignante, et non pas la chercheure, qui a découvert cette géographie.

En juin 1997, alors que dans le cadre de l'application de la réforme dite Bayrou⁴ à la rentrée suivante nous préparions un nouveau cours d'épistémologie et histoire de la géographie pour nos étudiants de Maîtrise, il fut décidé qu'il faudrait traiter du marxisme en géographie, et convenu que je m'en chargerais. Ma collègue Thérèse Saint-Julien lança alors en souriant d'un air entendu : "on va leur faire lire *Antipode*". Je ne comprenais pas le sens de cet air entendu, mais je me précipitai à la bibliothèque pour consulter au plus vite cette revue au nom alléchant et dont, je l'avoue, je n'avais jusqu'alors jamais entendu parler.

Ce qui m'a d'emblée interpellée dans la géographie radicale, c'est son militantisme revendiqué. En France, jusque dans les années 1970-1980, les géographes marxistes, assez nombreux, avaient pris soin de séparer leurs engagements politiques de leurs publications de chercheurs, au nom de la neutralité (illusoire) du savoir scientifique. Si leurs engagements avaient des effets dans leurs stratégies institutionnelles, ils n'en avaient guère dans leurs recherches. La situation change à partir des années 1980 et l'élaboration de la géographie sociale comme nouveau champ dans la discipline, notamment dans le "Grand Ouest" français (de la Normandie à l'Aquitaine). Le marxisme est ouvertement mobilisé comme cadre d'analyse et, après la chute du mur de Berlin, reformulations et adaptations aboutissent à l'élaboration par les "néo-marxistes" d'une géographie dite "marxienne"⁵. Cependant, les chercheurs restent éloignés des personnes et situations qu'ils construisent en objets de recherche : il ne saurait être question de

³ Cf. Massey D et Allen J. (dir.), 1984, *Geography matters! A Reader*, Cambridge, Cambridge University Press.

⁴ Cette réforme instaurait notamment, outre la semestrialisation pour laquelle elle est restée célèbre, un enseignement plus conséquent en année de Maîtrise, où les traditionnels "séminaires" tenus par chaque professeur pour les étudiants qu'il dirigeait étaient remplacés par de véritables cours. Dans mon Université, à Paris 1, ces cours avaient été répartis en trois catégories : Epistémologie et histoire de la géographie, en tronc commun, d'une part, Méthodologie de la recherche, adaptée aux grands champs de la discipline d'autre part, Approfondissements thématiques enfin.

⁵ Voir par exemple les travaux de Guy Di Méo (1991, 2006, entre autres), l'un des chefs de file de ce courant.

s'engager à leurs côtés dans des luttes concrètes. L'engagement s'exprime uniquement au niveau des analyses. Ce n'est que plus tard, dans les années 2000, que l'on voit s'esquisser une descente dans l'arène de quelques géographes tels que Benoit Raoulx, dans le cadre de ses travaux avec les populations marginalisées, à Vancouver par exemple, ou Fabrice Ripoll, dans le cadre de sa thèse de doctorat sur les comités de chômeurs notamment⁶.

Les géographes radicaux, en revanche, inspirés par les "Expéditions géographiques" de William Bunge à Détroit⁷, mettaient en avant dès les premières années (au tournant des années 1970, soit avant même le tournant marxiste de ce courant, qui se produit entre 1972 et 1975), l'engagement militant auprès des opprimés, des dominés, tentant de satisfaire tant aux exigences de l'utilité scientifique qu'à celles de l'utilité sociale⁸; un souci qui n'est pas sans rapport avec une éthique de la responsabilité individuelle très marquée dans la culture états-unienne.

Cette posture était pour moi intéressante parce qu'elle ouvrait sur une autre façon d'envisager le travail du/de la chercheur(e). En effet, elle légitime, et même encourage, l'abandon de la position d'extériorité du/de la chercheur(e) par rapport à son objet de recherche, cette sécheresse d'un regard presque clinique considérée comme garante de la scientificité du propos. Elle permet de sortir de l'ambiguïté de la posture du chercheur sur le terrain, qui tout à la fois cherche la proximité avec "ses" enquêtés et s'interdit toute empathie avec eux. Par ailleurs, en faisant entrer le politique dans l'activité même de la recherche, elle ouvre l'analyse sur d'autres références, favorisant ainsi la sortie de la géographie de son univers auto-référentiel. Plus globalement, cet investissement personnel et non pas seulement intellectuel du/de la chercheur(e) avec son "objet" de recherche me semble avoir durablement dynamisé la discipline, en donnant une autre dimension aux programmes de recherche et aux débats. En cela, on peut dire que la géographie radicale, en autorisant l'engagement, a offert un discours libérateur aux géographes. À chacun de s'en saisir s'il/elle le souhaite, mais il importe que cette possibilité soit offerte⁹.

Parallèlement au militantisme, je retire bien sûr de la géographie radicale l'importance donnée aux rapports de pouvoir et à la "géographie de la domination"¹⁰, à toutes les échelles. Travaillant moi-même avec une minorité dominée, il est peu étonnant que cette approche retienne mon attention, qu'il s'agisse des Inuit dans le cadre de mes propres travaux, ou

⁶ Voir par exemple Raoulx 2009a et Morelle et Ripoll 2009.

⁷ Sur ces expéditions, voir Merrifield 1995 (traduction française in B. Collignon 2001 [3]).

⁸ C'est délibérément que j'écris cette phrase au passé, car depuis les années 1990 on constate que l'engagement est plus souvent théorique que pratique, même si les exemples ne manquent pas de participations actives aux luttes de tous ordres, surtout au niveau local et avec des ambitions désormais plus limitées.

⁹ Chaque année, la timidité de mes étudiants de Master en la matière, leur conviction qu'il faut absolument adopter une position neutre (en oubliant de critiquer la pertinence de la notion de neutralité) pour être scientifique, raffermit ma conviction de la nécessité de parler de la géographie radicale dans nos cursus de formation.

¹⁰ David Harvey, *Géographie de la domination* – ouvrage paru en 2008, constitué d'extraits traduits de *Spaces of capital : Towards a critical geography*, paru en 2001.

d'autres groupes sur lesquels je peux être conduite à diriger des recherches¹¹. Il ne s'agit pas d'en faire la problématique principale de mes recherches, mais une des entrées mobilisées lors de l'élaboration des questions de recherche qui méritent d'être posées. La géographie française tend volontiers à cantonner le politique au monde politique, qu'étudie logiquement ce qu'on appelle la géographie politique. Par voie de conséquence, on ne parle guère de politique dans le reste de la géographie. Les géographes radicaux, en revanche, introduisent partout le politique, qu'ils appréhendent surtout en termes de rapports de pouvoir. Cette approche est particulièrement intéressante en géographie culturelle, en raison des liens étroits entre le champ du culturel et celui du politique. C'est aussi par ce biais que l'on peut opérer des rapprochements entre la géographie culturelle et la géographie sociale, nettement séparées en France en raison des conditions d'émergence de l'une et de l'autre¹² alors qu'elles sont étroitement associées dans la géographie anglo-américaine.

Par ailleurs, cet intérêt marqué pour la dimension géographique du pouvoir a conduit les géographes radicaux, et en particulier David Harvey – figure phare de cette géographie – à poser très tôt la question de la dimension spatiale de la justice sociale¹³. Par la suite, la réflexion s'est tournée vers la notion de justice environnementale puis sur la notion même de justice spatiale, tout en se détachant progressivement de la géographie radicale¹⁴. Celle-ci y reste cependant une référence, en raison de l'antériorité de son intérêt pour la question. Intégrant moi-même peu à peu cette question dans ma réflexion sur les relations entre les enjeux sociaux et les enjeux spatiaux, je reconnais tout ce que la géographie contemporaine doit, dans ce domaine comme dans tant d'autres, à la géographie radicale.

La dimension radicale de mes travaux s'affirme finalement surtout dans le souci de conduire des recherches ouvertes sur les enjeux de société et à même de favoriser, ou de renforcer, l'appropriation des questions posées par les premiers concernés, nos partenaires dans la recherche, ceux que j'appelle les "cherchés" faute d'un meilleur terme¹⁵. Accompagner le processus d'*empowerment* – soit la réappropriation de leurs propres luttes par les dominés et l'acquisition du pouvoir d'agir par eux-mêmes – de ceux et celles sans lesquels rien ne serait possible, sans renoncer pour autant à participer au débat scientifique, y compris dans ses

¹¹ Cette référence à la géographie radicale apparaît en effet moins dans mes propres recherches, où elle n'est que rarement présente explicitement, que dans celles que j'ai pu diriger, à Paris et à Bologne.

¹² L'une, la géographie sociale, est marquée par son recours aux théoriciens marxistes et donc considérée comme "de gauche" tandis que l'autre, la géographie culturelle, est marquée par le conservatisme de certains de ses chefs de file et donc considérée comme "de droite" (voir Collignon 1998 [1] et 1999 [2]).

¹³ Voir de David Harvey *Social justice and the city* (1973) et son article de 1992 "Social justice, postmodernism and the city", traduction française in B. Collignon 2001 [3]).

¹⁴ La notion de justice spatiale constitue par ailleurs un point de rencontre entre géographes francophones et anglophones, moins en raison des travaux précoce d'Alain Reynaud (1981) et de Bernard Bret (2002, par exemple) sur la question que de la fédération de chercheurs qui a su s'organiser autour de la revue bilingue *Justice Spatiale | Spatial Justice* créée à l'issue d'un colloque tenu à l'Université Paris X-Nanterre en mars 2008 (<http://www.jssj.org/>)

¹⁵ J'ai recours à ce néologisme, construit par analogie avec "apprenant", autre néologisme, car comme celui-ci il permet de repenser la relation qui s'instaure entre les interlocuteurs, en situation pédagogique là, en situation de recherche. Ici. "Cherché(e)s" permet en outre de se placer dans une optique d'appréhension globale, là où "enquêté(e)s", plus précis, ne renvoie qu'aux formes les plus interactives de la recherche sur le terrain en sciences sociales.

questionnements propres, voilà comment je me positionne par rapport à la question de l'engagement et de la radicalité, et ce que cette géographie a apporté à mon projet de géographe.

La critique postmoderniste, déconstruire les grands récits

Si l'on m'associe parfois à la géographie radicale, on m'associe plus souvent à la géographie postmoderniste, bien que je ne me sois jamais réclamée de ce courant. Mais il est vrai que, d'une part, j'ai défendu sa prise en considération par une géographie française plus que frileuse, hostile même, à son égard¹⁶, et que, d'autre part, je me reconnaissais de grandes affinités avec lui. Je suis en fait entrée sans grande difficulté dans cette géographie très portée sur les discussions théoriques, alors que je ne le suis pas moi-même. C'est qu'en fait, les recherches empiriques conduites dans le cadre de mon doctorat m'avaient conduite à adopter des positions assez proches, mais sans disposer du support théorique que procure la critique postmoderniste. Ainsi, j'étais en somme intellectuellement prête pour rapidement comprendre et intégrer la critique postmoderniste. Une fois de plus, j'ai fonctionné un peu à l'envers par rapport aux canons de la construction scientifique : expérimentant d'abord, théorisant ensuite.

Postmoderne, postmodernité, postmodernisme, postmoderniste : autant de noms et adjectifs entre lesquels on a parfois un peu de mal à se repérer. Pour ma part, j'ai pris le parti de suivre la voie adoptée par Jean-François Staszak (2001). Systématisant la pratique dominante, il réserve l'emploi de "postmoderne" et de "postmodernité" à la désignation d'une époque, la nôtre, dont les caractéristiques porteraient plutôt, en toute logique, à parler d'hypermodernité, et utilise le "postmodernisme" et "postmoderniste" pour désigner le courant intellectuel critique qui a émergé dans les sciences sociales dans la deuxième moitié des années 1980.

Je ne reviendrai pas ici sur les conditions d'émergence de la critique postmoderniste dans le contexte universitaire nord-américain. Ce texte n'en est pas le lieu. De plus, François Cusset (2003) s'est fort bien acquitté de la tâche, de sorte qu'il est inutile de la répéter. Il me semble cependant nécessaire d'évoquer les conséquences en France de cette appropriation dans un autre contexte intellectuel des travaux de "nos" penseurs phares des années 1960-1970-1980. Celle-ci a en effet été perçue comme une sorte de vol, d'autant plus grave qu'il s'est accompagné de reformulations et de croisements considérés comme des erreurs d'interprétation et des amalgames abusifs. D'où, au mieux une certaine incompréhension, au pire un rejet, du postmodernisme dans les sciences sociales françaises. L'un des aspects intéressants, du point de vue de l'histoire des idées, est que cette construction théorique née du transfert de textes d'un univers culturel, intellectuel et institutionnel vers un autre, et d'une langue vers une autre avec toutes les difficultés de traduction que cela implique¹⁷, est un parfait exemple des effets de contextes et de la rugosité de l'espace géographique¹⁸, y compris à l'ère de la mondialisation -

¹⁶ Voir Collignon et Staszak, 2004 [6], ainsi que ma participation au débat sur le postmodernisme organisé par la revue *L'espace géographique* et retranscrit presque intégralement dans le numéro 1 de 2004 de cette revue.

¹⁷ Sur cette question des effets de traduction, voir le volume inédit du dossier de HDR de Claire Hancock (2011).

¹⁸ J'ai aussi évoqué cela dans la version anglaise de mon ouvrage sur le savoir géographique des Inuit (Collignon, 2006 [15], p. 262-263), car cela me semblait particulièrement utile dans un ouvrage destiné à être lu, d'une part, par mes collègues anglophones et, d'autre part, par des Inuit qui savent depuis longtemps que tout savoir est non seulement contextuel mais aussi contingent (voir le chapitre 4 du même ouvrage).

dont le pouvoir d'uniformisation des cultures et des idées n'est peut-être pas aussi fort que ce que d'aucuns peuvent dire, pour le regretter le plus souvent.

La critique postmoderniste c'est bien sûr, d'abord et avant tout, la proposition d'une nouvelle approche de la science et de la modernité, qu'il faudrait comprendre comme le "grand récit" (Lyotard, 1979) de la culture occidentale, et par voie de conséquence la remise en question de la revendication d'universalité du discours scientifique. Or, ceci fait écho à mon plaidoyer pour une reconnaissance de la validité des savoirs autres, et leur prise en considération. Alors que je m'employais à démontrer la légitimité de la qualification de "savoir" à propos de connaissances élaborées dans la sphère du vernaculaire, d'autres s'employaient à démontrer les limites du savoir scientifique, en particulier dans le domaine des sciences sociales, et l'importance de la "croyance" dans l'adhésion des Occidentaux au "grand récit" de la modernité, et de la science qui en découle. Il est donc peu étonnant que je sois aisément entrée dans la critique postmoderniste. De la position depuis laquelle je la considérais, elle se présentait comme le complément de mes propres travaux, qu'elle participait à légitimer. J'y trouvais donc un cadre théorique dans lequel placer mes analyses, ce qui jusque là m'avait fait défaut et amenée à limiter la portée de mes recherches aux études d'ethnogéographie puis de géographie culturelle.

Cette nouvelle perspective a notamment conduit à poser un regard critique sur les références de la pensée scientifique, regard qui a montré l'étroitesse culturelle de celle-ci. Les postmodernistes ont ainsi dénoncé un savoir uniquement fondé sur les textes "d'hommes blancs morts", ajoutant rapidement "hétérosexuels" à ce profil type¹⁹, et prôné la prise en compte de l'Autre et des discours Autres afin d'en finir avec cette hégémonie culturelle. On comprend que je me suis immédiatement sentie en terrain amical. On peut bien entendu reprocher aux postmodernistes de peiner à appliquer cette exigence à leurs propres constructions théoriques, qui pour avoir introduit de nouvelles références n'en sont pas pour autant sortis de l'hégémonie des hommes blancs, morts et français de préférence, l'hétérosexualité n'étant plus un prérequis. Et il faut bien reconnaître que cet appel à prendre l'Autre en considération s'est révélé, dans la pratique, surtout rhétorique, et parfois incantatoire²⁰.

Mais ces difficultés à ne pas retomber dans des ornières pourtant bien identifiées n'enlèvent rien à la pertinence de la critique et de ses propositions. Pour moi, dont la conviction de la nécessité de prendre l'Autre en considération si l'on veut pouvoir prétendre avec quelque argument à l'universalité du savoir que nous élaborons par une étude empirique s'est forgée dans la longue pratique d'un terrain étranger où j'ai pu mesurer la richesse des conceptions autres pour notre propre compréhension de la géographie de l'espace et des sociétés, les élaborations beaucoup plus théoriques des géographes postmodernes m'offrent un cadre de référence fort utile pour dépasser la spécificité du savoir géographique inuit et tenter une

¹⁹ "Dead straight white males"

²⁰ C'est ainsi qu'au Congrès annuel de l'AAG (Association of American Geographers) de 2001, qui rassembla près de 3 000 géographes à Honolulu, nous nous retrouvâmes à 15 dont une seule non autochtone (moi) dans la salle de bal où se déroulait la session - passionnante - sur les géographies autochtones du Pacifique tandis que nos collègues s'entassaient dans les autres sessions dont une bonne moitié était consacrée à l'Autre et la nécessité de faire entendre sa ou ses voix ("voices", un des mots-clés de la géographie postmoderniste). Cette expérience est à l'origine de mon article de 2004 "It's a long way to the Other" [texte 13 dans le volume de mes publications]. Pour une analyse plus approfondie de ce problème voir Dikeç 2010.

montée en généralité. Comme les Inuit, je suis plus portée à la démonstration par l'exemple et les comparaisons qu'à l'argumentation par le jeu abstrait de l'intertextualité, ce qui ne m'empêche en rien d'apprécier les apports réels de ce jeu auquel, pour ma part, je ne joue pas - ou bien peu.

Un autre aspect intéressant, à mon sens, de la critique que les postmodernistes formulent à propos de l'ambition universaliste du savoir scientifique est que cela conduit à accepter l'idée qu'il puisse y avoir plusieurs points de vue sur le même phénomène, tous légitimes et "vrais" dans leur propre régime de vérité. Si cela peut potentiellement conduire à des dérives fâcheuses, qu'autoriseraient l'idée que "tout se vaut", cela a surtout ouvert sur une autre conception du savoir, dégagée de ses ambitions hégémoniques. Il ne s'agit plus alors d'imposer un récit comme étant le vrai récit, mais, plus modestement, de contribuer par le regard proposé à une construction complexe admettant plusieurs points de vue sur la même chose. Personnellement, cette posture non exclusive me convient bien mieux pour trouver ma place à l'intérieur du débat scientifique. Il ne s'agit pas pour moi d'imposer mes choix théoriques, mes méthodes d'enquêtes, mes analyses et mes thèses comme les seuls qui vaillent, mais de convaincre de leur rigueur et de les faire entendre, à côté d'autres dont je ne doute pas de la pertinence²¹.

Du point de vue méthodologique, je suis également facilement entrée dans le postmodernisme, car l'idée de constructions discursives, et de la nécessité de les aborder par la déconstruction, m'était déjà familière. Non pas que les géographes français en aient été d'ardents praticiens au tournant des années 1990. En revanche, la pratique était courante dans la critique littéraire dès le début des années 1980, et c'est en particulier dans ce domaine que je suis redevable à mes professeurs de littérature de classe préparatoire. J'ai déconstruit le savoir géographique des Inuinnait, le découpant en morceaux analysés séparément, pour pouvoir le reconstruire afin de comprendre comment il fonctionnait, à la fois du point de vue pratique (son opérationnalité en situation) et du point de vue conceptuel. Dans le même temps, mon ami Jean-François Staszak s'acharnait à déconstruire le discours des Présocratiques à propos du climat et des météores²² : nous manquions de références chez les géographes, mais au moins pouvions-nous débattre passionnément de ces questions entre nous et nous encourager mutuellement. Aussi, lorsque nous avons découvert la géographie postmoderne anglo-américaine nous sommes-nous trouvés en terrain familier, du moins de ce point de vue-là. Ce qui était étonnant pour nous, c'était moins la pratique de la déconstruction que sa très grande diffusion chez nos collègues géographes.

Les recherches en sciences sociales qui se réfèrent à la critique postmoderniste se caractérisent aussi par une série de thématiques et de notions et concepts clés. Or, certains d'entre eux

²¹ Ainsi, discutant aimablement avec un collègue lors d'un colloque et constatant nos divergences d'analyse, nous tombâmes d'accord pour nous féliciter de pouvoir débattre de nos désaccords. Mais cette convergence dura peu car il ajouta très vite que ce serait "bien de discuter, comme cela, on pourra finalement décider qui a raison". Ce à quoi je lui répondis que non, justement, il ne s'agissait pas de cela car j'étais convaincue que nous avions tous les deux raison et que l'intérêt était de nous écouter et de prendre aussi en considération le point de vue de l'autre, en complément du nôtre et non pas à la place de celui-ci (Mayence, janvier 2010).

²² Staszak, 1993 et 1995.

entrent en résonance avec mes propres réflexions, en raison d'une certaine proximité avec les concepts clés autour desquels s'organise le savoir inuit. Je n'évoque ici que ceux-là.

Conséquence de cette sensibilité à la contextualité, les postmodernistes insistent sur la labilité des identités, qu'explique leur multiplicité construite dans un jeu complexe qui voit chacun de nous mobiliser diverses facettes de nous-mêmes, parfois contradictoires, en fonction des situations et des enjeux²³. Cette question résonne fortement avec mes travaux, autour de la façon dont les Inuit conçoivent l'identité des personnes et des lieux comme intrinsèquement labile bien sûr, mais aussi autour de mon approche critique de l'association souvent trop étroite en géographie entre identité et territoire²⁴, entre Autre et Ailleurs dans les discours politiques et la construction occidentale du monde²⁵, et l'essentialisation de l'identité qui en découle.

Cette approche de l'identité conduit les géographes postmodernistes à considérer la porosité des espaces et des lieux, à insister sur les zones de passage, les périphéries et les interfaces bien plus que sur les centres (que l'on parle de personnes, de groupes, de lieux ou de territoires) et à s'intéresser davantage aux processus qu'aux résultats. À nouveau, il y a là un point de rencontre avec le savoir géographique des Inuit, qui s'inscrit dans une appréhension dynamique de l'environnement dont il convient, pour le comprendre, de saisir les multiples réseaux et interactions bien plus que de tenter de définir l'essence même de chaque chose – ce qui est en outre impossible, puisque chaque chose, individus compris, n'existe que par les relations qui la lient à d'autres choses, dans un espace fondamentalement réticulaire.

Dernier point, le postmodernisme, en raison de sa critique des grands récits et de son insistance sur la contextualité, porte en lui un refus de la montée en généralité, à laquelle doit, normalement, tendre toute recherche scientifique. Les postmodernistes eux-mêmes ont bien des difficultés avec ce refus, eux dont les propos sont volontiers très théoriques et bien peu ancrés dans le monde concret des situations et des problèmes. Mais bien que je ne parvienne pas à résoudre cette contradiction, ce refus de principe m'intéresse car j'y retrouve le savoir des Inuit, qui est justement fondé sur l'idée que toute généralisation est insensée, au sens premier du terme. Elle n'a pas de sens, car on ne peut, on ne doit, jamais dissocier la chose, la personne, l'interaction, du contexte dans lequel on l'a appréhendée ou dans lequel on en a fait l'expérience. Et l'expérience est une chose profondément humaine, toujours inscrite dans un espace-temps particulier, qui ne peut donc jamais se reproduire à l'identique²⁶.

On pourrait en venir à conclure de ces propos que la géographie postmoderniste ne m'a rien appris d'essentiel que je ne savais déjà. Ce ne serait pas faux. En revanche, il serait erroné d'en conclure qu'elle ne me sert à rien, qu'elle est inutile et que l'on peut fort bien s'en passer. En effet, l'apport indiscutable de cette géographie, et de la critique postmoderniste plus

²³ Bien avant la vague postmoderniste en sciences sociales Erving Goffman (1959 – encore une référence à un homme blanc mort, hétérosexuel autant qu'on le sache : en sortirons-nous un jour ?) avait démontré que l'identité est fonction des interactions et que chacun joue de divers registres pour se mettre en scène en adéquation avec le moment. Depuis, on est allé beaucoup plus loin, notamment avec l'élaboration de la notion de performance (voir par exemple, en géographie, Mahtani 2002 - à paraître en version française dans Hancock *et alii* eds., 2013).

²⁴ Voir l'introduction à la partie 3 dans le volume 3 de ce dossier, page 221, et Hancock 2004.

²⁵ Voir par exemple Grataloup 2009, Staszak 2008.

²⁶ Sur l'importance accordée aux expériences dans la culture inuit, voir Therrien 1996.

généralement, est d'avoir créé un espace intellectuel à l'intérieur duquel ces approches peuvent être entendues, et prises au sérieux. On peut regretter qu'il ait fallu en passer, à nouveau, par des hommes blancs morts (on devrait s'enorgueillir qu'ils aient déployé leur pensée dans l'univers intellectuel français), mais cela ne délégitime en rien les résultats obtenus. En déstabilisant irrémédiablement le discours scientifique établi, elle a ouvert le champ des possibles en termes de conceptualisations et d'analyses.

Le reproche majeur que l'on peut faire à la critique postmoderniste, outre son hégémonie sur le monde universitaire anglo-américain pendant près de deux décennies, qui a progressivement amenuisé sa force subversive, est, sans aucun doute, sa difficulté à formuler des propositions constructives. On l'a ainsi accusée de camper avec délectation dans un champ de ruines. À déconstruire tous les discours, elle finit un peu dans une impasse, ne parvenant à proposer que des critiques de discours ou des discours localisés, sans ambition générale en raison de la déconstruction des grands récits qui est son fondement même. Soucieuse moi-même de déconstruire, mais pour reconstruire, j'ai donc heureusement trouvé ailleurs des propositions plus constructives : du côté des *postcolonial studies* d'une part, et des épistémologies féministes d'autre part.

Les *postcolonial studies*, sortir des oppositions binaires et construire “au-delà” d'elles

Je serai bien plus rapide sur les apports des *postcolonial studies* à l'élaboration de mon projet intellectuel en tant que géographe. Non pas qu'elles y soient moins importantes que la critique postmoderniste, bien au contraire, mais j'ai publié il y a cinq ans un article de synthèse à leur propos (Collignon 2007 [8]), auquel je n'ai somme toute pas grand-chose à ajouter²⁷.

J'y ai insisté sur la nécessité de ne pas confondre, comme les géographes français (mais aussi nos historiens) ont trop tendance à le faire, l'étude des régions anciennement colonisées du monde et aujourd'hui pouvant être considérées comme inscrites dans un contexte “postcolonial” et le postcolonial en tant que champ théorique. Ne pouvant comme pour le postmoderne et le postmodernisme jouer des multiples déclinaisons possibles autour d'un même terme, je me suis résolue à m'en tenir à l'expression en anglais pour désigner ce qui relève d'une approche et non d'un objet inscrit dans un contexte spatio-temporel spécifique.

En lien avec cette mise au point mais aussi parce que c'est là, à mon sens, que réside le centre du projet intellectuel des *postcolonial studies*, j'y ai insisté sur le sens à donner au préfixe “post”, qui renvoie bien moins à un après (comme on le comprend souvent en France) qu'à un au-delà, à un dépassement du paradigme colonial en tant que matrice dans laquelle s'élabore la conception occidentale du monde et des sociétés. Dans cet au-delà qui, dans les interstices du temps et de l'espace cherche à concilier des notions que l'on a l'habitude de penser à l'intérieur de schèmes reposant sur des oppositions binaires qui les construisent comme antagonistes (moderne/traditionnel, ici/là-bas, Orient/Occident, civilisation/barbarie, nature/culture, etc.), je trouve l'espace intellectuel dans lequel la construction d'un savoir prenant en considération tant le scientifique que le vernaculaire, sans chercher l'intégration de l'un dans l'autre mais en acceptant chacun d'eux, est possible.

²⁷ Voir aussi l'introduction de Claire Hancock (2001) au chapitre consacré à ce courant dans l'ouvrage collectif présentant les tendances contemporaines de la géographie anglophone au public français.

Outre les apports mentionnés dans ma note de 2007, l'un des aspects fort intéressants des *postcolonial studies* réside dans le projet de "provincialisation de l'Europe" (Chakrabarty 2000), c'est-à-dire d'en finir avec l'impérialisme intellectuel occidental, qui impose sur le reste du monde ses propres analyses. Je donnerai ici un exemple précis de ce que cela signifie. La lecture d'un livre tel que celui de Michel Onfray, philosophe français très médiatique, *Esthétique du Pôle Nord* (2002), ne peut que convaincre de la légitimité de ce projet révolutionnaire, tout en prouvant que l'on est encore loin du compte et qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir.

Dans cet ouvrage, en effet, l'auteur se livre à une analyse de l'Arctique inuit suite à son séjour de quelques semaines en Terre de Baffin au cours de l'été 2001, cadeau offert à son père qui, quelques trente ans plus tôt, lui avait confié que c'était là son plus grand rêve de voyage. Le sous-titre annonce déjà la couleur : *Stèles hyperboréennes*. Et voilà les Inuit, êtres humains vivants qui définissent la vie comme, d'abord, le fait d'être mû par une chaleur (celle du sang) qui permet le mouvement, transformés en pierres, géants éternellement rivés au sol, en un lieu a-temporel et même a-spatial car il s'agit d'une toundra arctique générique, sans coordonnées spécifiques. Géants certes, mais immobiles. Immobiles et muets, comme le sont les pierres, qui peuvent susciter émotions et interprétations, mais ne peuvent elles-mêmes exprimer une quelconque opinion sur elles-mêmes, ou quoi que ce soit d'autre. Michel Onfray s'en charge donc, et dresse une brillante analyse du Nunavut, digne d'un grand intellectuel français formé aux meilleures écoles, en trois parties et trois sous-parties²⁸, de son passé et surtout de son avenir, que l'auteur voit bien sombre pour les Inuit²⁹. Tout cela est magnifique, et ô combien séduisant. Tout cela est extrêmement dérangeant, désagréable, pour ne pas dire scandaleux. Car jamais il n'est question de ce que pensent les Inuit, jamais notre grand philosophe ne semble imaginer que leur point de vue puisse avoir une quelconque pertinence quand il s'agit de parler de leur territoire, de leur projet politique. L'auteur va même plus loin, en expliquant qu'ils se fourvoient dans leur optimisme, incapables qu'ils sont de voir plus loin, de lire les signes avant-coureurs d'une évolution sociale, économique et culturelle qui, irrémédiablement, les condamne. Cette projection est impossible à des stèles, monuments hiératiques, et heureusement que Michel Onfray est là pour le faire à leur place et alerter le monde entier de la catastrophe qui s'annonce. Il les prive ainsi à la fois de leur capacité à penser l'avenir, et de leur capacité à agir sur celui-ci. Il ignore superbement, par la même occasion, les apports du constructivisme social en matière de prophéties auto-réalisatrices. Le fait que les Inuit, eux, croient en la possibilité d'un avenir meilleur grâce à la création du Nunavut n'aurait-il aucun impact sur ce que deviendront effectivement ce territoire et ses habitants ?

Qu'en 2002 un intellectuel puisse en toute tranquillité écrire un tel livre et qu'un éditeur renommé (Grasset) puisse le publier, et qu'il reçoive ensuite d'élogieuses critiques (Jean Malaurie n'étant pas de reste) est pour le moins inquiétant. Et l'indignation qui saisit au moins quelques-uns d'entre nous doit être une source d'énergie pour œuvrer à la fin définitive de

²⁸ Le plan de l'ouvrage est un modèle d'équilibre : trois parties composées chacune de trois chapitres ; et l'écriture un modèle de rhétorique : chaque titre, des trois parties et des neufs chapitres, commence par "Le temps".

²⁹ Les titres des trois parties sont : 1. Le temps élémentaire : la rareté ; 2. Le temps vécu : l'immobilité ; 3. Le temps détruit : la disparition.

l'hégémonie du discours occidental sur le reste du monde, non pas pour qu'elle soit remplacée par un autre discours hégémonique formulé depuis une autre partie du monde, mais bien pour en finir avec cette structure binaire dominants/dominés et construire "au-delà" de celle-ci. L'entreprise, ambitieuse, est cependant loin d'être simple. Dans son essai *Can the Subaltern Speak ?* (1988 [2009]) devenu depuis une référence incontournable, Gayatri Spivak le démontre amplement, à travers son analyse de la complexité des rapports de pouvoir entre l'Occident et l'Orient et des liens entre sphère intellectuelle et sphère économique dans le monde occidental producteur du discours dominant sur le monde. Mais ce n'est sûrement pas une raison pour ne pas s'y employer.

Les épistémologies féministes ; repenser la position du/de la chercheur(e)

Si mes recherches sur la géographie des Inuit n'avaient intellectuellement préparée à entrer dans la critique postmoderne, il n'en va pas de même pour les épistémologies féministes. Elles ont davantage été pour moi une réelle découverte, et c'est directement par leur lecture que je suis entrée dans cette pensée critique, qui à ses débuts du moins n'était pas sans rapports avec le projet de la géographie radicale³⁰. On pourra par ailleurs s'étonner de les trouver en si bonne place dans mes cadres de référence, alors qu'aucune de mes publications ne s'y réfère explicitement.

Je me suis pourtant intéressée aux théories féministes dès 1998, après avoir entendu la britannique Linda McDowell (et quelques autres mais sa présentation m'avait particulièrement séduite) présenter ses derniers travaux au Congrès annuel de l'AAG (*Association of American Geographers*). J'ai depuis suivi autant que faire se peut le développement de ce champ très dynamique, dont l'influence sur la géographie humaine anglophone (et pas seulement anglo-américaine) n'a cessé de croître en ce début de XXI^e siècle. Pas plus que je ne l'ai fait pour les autres courants critiques évoqués précédemment je ne présenterai ici les épistémologies féministes dans leur ensemble. Christine Chivallon (2001) s'en est en effet parfaitement acquittée dans son introduction au chapitre dévolu aux "Feminist studies" dans l'ouvrage collectif consacré aux géographies anglophones³¹. Je me reconnaiss une grande affinité avec les théories féministes dans leur ensemble et avec leur projet général concernant le savoir scientifique. Mais je concentrerai mon propos sur deux points qui retiennent particulièrement mon attention, comme une prise de date pour un article à venir, qui approfondira la question.

Cependant, une petite mise au point me semble nécessaire tant la confusion entre les champs relatifs à l'étude des femmes, à l'étude du genre et les épistémologies féministes est répandue en France, du moins parmi les géographes – je manque d'information sur la façon dont les choses se passent dans les autres sciences humaines et sociales.

Cette confusion n'est pas très étonnante car les trois champs ont une origine commune : le féminisme politique, militant et contestataire comme bien des mouvements de l'époque, des

³⁰ A ce sujet, voir Collignon 2001 [3].

³¹ Lire aussi l'article de Liz Bondi et Mona Domosh (1992) dont la traduction française suit l'introduction de Christine Chivallon dans l'ouvrage de 2001. Plusieurs anthologies et manuels – en langue anglaise – permettent d'approcher à peu près tous les aspects de la géographie féministe. La liste serait beaucoup trop longue et je me limiterai à renvoyer les lecteurs intéressés à la revue *Gender, Place and Culture*, créée en 1994.

années 1970, qui se prolonge dans les décennies suivantes avec des moments plus actifs que d'autres. Rappelons que les féministes luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine public et privé, la reconnaissance de leurs droits, la fin de leur invisibilisation dans tous les domaines de la sphère publique (emploi, politique, production du savoir scientifique). Elles dénoncent les multiples violences, physiques, verbales et symboliques, faites aux femmes parce que femmes, l'instrumentalisation de leur corps à des fins sexuelles, commerciales, mais aussi politiques³². Les plus radicales sont convaincues que la condition du succès est une transformation profonde des sociétés masculinistes et patriarcales telles que notre société occidentale et quelques autres.

Les épistémologies féministes ou *feminist studies* émanent du féminisme politique avec lequel elles ont en partage l'engagement militant. Les chercheur(e)s qui développent ce regard critique, et subversif, sur le savoir produit par les sciences sociales adhèrent au même projet de transformation de la société. C'est dans cette optique qu'ils/elles se sont attaché(e)s, depuis les années 1980, à déconstruire le discours scientifique et les institutions à l'intérieur desquelles il s'élabore pour en démontrer, et dénoncer, le masculinisme³³. Mais il convient d'éviter les simplifications abusives. On peut sans contradiction militer en féministe sur le front politique mais ne pas souscrire aux épistémologies féministes, sauf si l'on adhère au projet de changement radical de la société. Ainsi, parmi les géographes françaises, un grand nombre se reconnaît proche des luttes féministes dans le champ politique et social, mais seule une petite minorité souscrit aux épistémologies féministes et à ce que cela implique dans la pratique de la recherche. On peut aussi, à l'inverse, être plus résolument engagée dans le féminisme "universitaire" que dans le féminisme politique, ce qui est mon cas.

Le féminisme, en interrogeant les structures inégalitaires de nos sociétés, a favorisé le développement des études consacrées aux femmes, dans tous les champs des sciences sociales. Contrairement aux épistémologies féministes, qui se sont d'abord développées dans le monde universitaire anglo-américain puis ont percolé – lentement – dans les sciences sociales françaises³⁴, l'étude des femmes, qui existe bien sûr aussi dans ce monde-là, a connu un développement endogène en France. L'histoire des femmes bénéficie d'un certain écho dans le grand public, tout comme les études de la sociologie du travail, qui ont mis en évidence la discrimination à l'encontre des femmes sur le marché de l'emploi et l'existence d'un "plafond de

³² Ainsi, les plus grandes manifestations anti-Berlusconi au cours de l'hiver 2011 ont été des manifestations de femmes dénonçant, outre son discours à leur endroit, le traitement dégradant qu'il leur réservait en promouvant à des postes politiques des femmes dont la seule légitimité tenait à la conformité de leurs corps et de leurs visages aux canons masculins contemporains de la beauté féminine, et à leur comportement tout aussi conforme et que l'on peut résumer par l'expression "sois belle et tais-toi". Sur cette instrumentalisation politique, voir aussi Claire Hancock (2011a notamment) à propos de la loi française d'octobre 2010 d'interdiction du port du voile intégral dans l'espace public.

³³ L'ajout, qui peut énerver certain(e)s lecteurs/lectrices, de (e) à la fin de mots tels que "chercheur" ou "cherché", et de /elle ou /celles après "il" ou "ceux" etc. participe de cette action de dénonciation de l'invisibilisation des femmes dans le champ scientifique comme dans tant d'autres. Afin de ne pas trop alourdir mes textes je dose ma pratique de ces ajouts, dont la non-systématisation renforce – peut-être – la force subversive en évitant que, l'habitude s'installant, ce rappel de la présence féminine ne finisse par être noyé dans la masse des mots et des lignes.

³⁴ Je dis "françaises" et non pas "francophone" car au Québec mais aussi en Suisse le dialogue avec les collègues anglophones est beaucoup plus constant de sorte qu'on n'y observe pas cette rupture si frappante lorsque l'on considère en revanche sciences sociales françaises et anglo-américaines (peut-être faudrait-il dire anglophone ?)

verre” qui bloque - ou limite fortement - leur accès aux plus hauts niveaux de responsabilités, dans les entreprises comme dans la fonction publique y compris à l'Université. De même, les travaux en sociologie de la famille, qui montrent que l'inégalité du partage des tâches dans la sphère domestique perdure d'une génération à l'autre, ne manquent pas d'intéresser au-delà du cercle des chercheurs - sans beaucoup d'effets concrets cependant, du moins jusqu'à présent. L'anthropologie, la psychologie, s'intéressent aussi aux femmes, ainsi que la philosophie mais ce n'est pas une science sociale. La géographie n'est pas en reste, qui a multiplié ces dernières années les études sur les inégalités spatiales, en lien notamment avec les questions relatives à la mobilité, à l'emploi et aux logiques d'implantations de certaines entreprises, aux loisirs, etc. Des courants aussi différents que l'analyse spatiale et la géographie sociale s'intéressent aux femmes, notamment dans une perspective de comparaison avec les hommes et souvent dans un souci de dénonciation des inégalités hommes/femmes³⁵.

Les études du genre, qui ont également un lien avec le féminisme politique mais aussi avec les épistémologies féministes, s'intéressent quant à elles non pas aux femmes comme un donné biologique mais au genre - féminin, masculin, mais aussi tous les entre-deux - en tant que construit social. La célèbre phrase de Simone de Beauvoir : “On ne naît pas femme, on le devient” (1948) offre un aperçu facile de la façon dont est appréhendée dans ces études la catégorie “femme”, même si la pensée de son auteur a été largement dépassée, et critiquée, par les études conduites depuis une trentaine d'années. Sous l'influence, notamment, des travaux de Foucault sur l'historicité des normes et de la notion de déviance, on s'intéresse en particulier au rapport à la norme dans la construction du genre ainsi qu'aux rapports sociaux de sexe : c'est-à-dire à la construction réciproque du masculin et du féminin, dans un rapport souvent de domination ou d'altérisation du féminin. L'accent mis dans les études du genre sur les processus de construction des catégories, et du côté de la géographie sur la construction spatiale de cette catégorie sociale, les rapproche des épistémologies féministes car elles ont en partage une approche constructiviste du social et du savoir. En géographie, la réflexion sur le rôle que joue, ou plutôt que l'on fait jouer, à l'espace pour altérer le féminin rapproche les études du genre des études consacrées à l'Ailleurs comme lieu de construction de l'Autre³⁶.

En simplifiant un peu, on peut dire que les études du genre se définissent principalement par leur objet, même si on tend aujourd'hui à faire du genre une “boîte à outils” critique pour appréhender toutes sortes de questions, tandis que les épistémologies féministes se définissent comme une approche, critique, du savoir scientifique, comme le terme “épistémologies” l'indique. Elles mobilisent bien sûr le genre comme catégorie d'analyse, ce n'est pas leur unique objet d'étude, et de moins en moins leur objet privilégié. La construction du genre comme objet de recherche est bien sûr née du mouvement féministe, mais il n'est nul besoin de s'inscrire dans le cadre théorique des épistémologies féministes contemporaines pour étudier les questions de genre - surtout en France. On peut travailler la géographie du genre en adoptant la posture féministe du rapport au savoir, mais on peut aussi opter pour une toute autre posture et même ignorer totalement les théories féministes relatives à la production du savoir.

³⁵ Ce type d'approche relève de ce que nos collègues anglophones appellent le “féminisme libéral”, qui s'intéresse aux femmes sans questionner la catégorie elle-même (voir Bondi et Domosh 1992 [2001] pour une critique de cette approche).

³⁶ Voir en particulier les travaux de Jean-François Staszak (2008b) sur l'exotisme et l'érotisme.

Pour finir, il convient peut-être de souligner que les épistémologies féministes ne sont pas une affaire de femmes, pas plus que les études de genre d'ailleurs. De même que bien des hommes participent aux luttes politiques des féministes, bien des chercheurs masculins reconnaissent la pertinence des épistémologies féministes et optent pour une pratique de la recherche en conséquence. Si je considère cette dernière mise au point utile c'est que je me souviens de ma surprise lorsque, ouvrant pour la première fois un livre de Stuart Aitken (consacré à la géographie des enfants) en 1999 ou 2000, je lus dans son introduction qu'il se revendiquait de la géographie féministe. C'est alors que je commençai à saisir la portée des épistémologies féministes dans toute leur ampleur.

Le point central que je retiens des épistémologies féministes est la notion de "savoirs situés"³⁷, qui permet tout à la fois de dépasser l'impasse de la posture postmoderniste insistant sur la contextualité de tout savoir et de concilier le renoncement à l'idée, illusoire, de construction d'un savoir extérieur au monde et partant "vrai" car complètement neutre et la poursuite de l'élaboration de savoirs (et non pas **d'un** savoir) sur ce monde. Il s'agit en effet, dans une exigence réflexive par rapport à soi-même en tant que personne et en tant que chercheur(e), (les deux étant de toute façon indissociables), de s'astreindre à toujours cerner et expliciter les biais avec lesquels on a conduit telle ou telle étude. Ces biais – inévitables – ne remettent pas en cause la rigueur du travail et la recevabilité de ses conclusions, mais ils en dessinent les limites. Si la discussion des biais dans un travail de recherche a toujours fait partie de la pratique scientifique, la nouveauté réside dans le fait de reconnaître que ces biais ne sont pas seulement extérieurs au/à la chercheur(e) mais que certains lui sont intrinsèquement liés.

Ainsi, lorsque je parle du savoir géographique des Inuinnait ou de leurs espaces domestiques, je me dois de rappeler d'abord qu'il s'agit du savoir tel que j'ai pu le comprendre, ou des espaces domestiques tels que j'ai pu les apprêhender, en tant que (jeune d'abord) femme française de la classe moyenne, géographe de formation, ayant lié de fortes amitiés avec quelques Inuinnait alors que j'étais encore adolescente et bien loin de me préoccuper de leur géographie et de leurs espaces intérieurs, mais appréciant fortement de prendre avec eux le bateau pour savourer sous la tente d'un campement estival la chaleur humaine et la viande bouillie de phoque ou de caribou³⁸. C'est notamment à l'occasion de la mise au point de la version anglaise de mon ouvrage issu de ma recherche de doctorat (Collignon 2006 [15]), destinée en priorité aux Inuinnait eux-mêmes, que j'ai à la fois ressenti l'impérieuse nécessité de cette réflexivité et mesuré à quel point elle enrichit nos analyses. À plusieurs moments dans ce texte, en effet, je m'arrête et commente les raisons qui m'amènent à poser telle ou telle question et la façon dont je la pose, explicitant ainsi où se situe mon point de vue, de quelle position je parle. L'exigence de se situer n'est donc pas une simple posture, un effet rhétorique, comme on pourrait parfois le croire à première vue lorsque l'on découvre ces sortes de "portrait (toujours partiel) de soi

³⁷ *Situated knowledge*, notion proposée d'abord par la chercheure états-unienne Donna Haraway dans un article de 1988 devenu une référence incontournable des théories féministes, mais aussi très fréquemment cité dans les études postmodernistes. Le géographe radical, néo-marxiste, Andy Merrifield s'appuie également largement sur cette notion dans son article de 1995 qui cherche à trouver une voie de conciliation entre la géographie radicale marquée par le marxisme et la critique postmoderniste.

³⁸ Voir volume 2, page 38-39.

même” au détour d'une phrase sous la plume d'un(e) collègue. Il faut tenter soi-même l'expérience pour en comprendre toute la portée.

Le second point qui pour ma propre pratique de la recherche en géographie est particulièrement important concerne la dénonciation de la position surplombante des chercheurs, et de ce que les géographes féministes ont dénoncé sous le qualificatif de “scopophilie” d'une géographie soi-disant neutre mais en fait masculiniste³⁹. On pourrait débattre longuement sur la pertinence de la qualification de “masculine” la jouissance de l'observation et l'association entre pouvoir, contrôle et vue surplombante. Ce serait en soi intéressant. Mais pour ce qui concerne ce texte-ci, cela n'aurait pas beaucoup de pertinence. En effet, ce qui importe véritablement, c'est que ce sont les épistémologies féministes qui ont débusqué et conceptualisé ces deux pratiques. Ayant suivi un parcours assez classique de formation à la géographie, je ne me suis d'abord pas posé de question quant à l'omniprésence du recours à la vue dans la recherche en géographie. Le/la géographe observe, et le/la géographe fait des cartes : c'est ce que l'on m'avait appris à faire, et cela me semblait ne poser aucun problème. C'est bien la lecture des géographes féministes qui m'a ouvert les yeux, si j'ose dire.

Cette critique conduit à s'interroger, d'une part sur l'absence des autres sens dans les méthodes d'enquête et dans l'écriture de la géographie scientifique, d'autre part sur la position choisie par le/la chercheur(e) par rapport à son objet. Une position distanciée, un recul que nécessite l'appréciation par le regard, lequel sert de médiateur entre le chercheur et son objet de recherche (le cherché) et permet l'opération d'objectivation si caractéristique de la posture scientifique, au point qu'elle est perçue comme absolument nécessaire car première garante de la “scientificité” de l'analyse proposée. En réponse, les géographes féministes proposent d'assumer au contraire la subjectivité du/de la chercheur(e), et de construire **avec** plutôt que de chercher par tous les moyens à l'annuler et, faute d'y réussir car c'est impossible, à la masquer. C'est ainsi qu'elles ont forcé le passage d'une prise en compte des émotions (des cherchés mais aussi des chercheurs) dans la pratique de la recherche et dans l'écriture scientifique, véritable révolution dans un monde où parler de soi et plus encore mobiliser le registre émotionnel, était un interdit si bien établi qu'il semblait indiscutable, un véritable tabou⁴⁰. Les géographes féministes, qu'il s'agisse de femmes ou d'hommes, assument aujourd'hui le recours à ce registre, et posent même qu'il est indispensable à une véritable compréhension des situations et des actions, quelles qu'elles soient, que l'on peut étudier en sciences sociales. Tissant son propos dans l'alternance de chapitres consacrés à ses enquêtes avec les femmes Philippines de

³⁹ “Par le terme de “scopophilie” (de “scope” : examiner, observer), les géographes désignent [...] une passion excessive pour l'observation puisée dans la position privilégiée de l'observateur et manifestant le désir de pouvoir de celui-ci” (Chivallon 2001, p. 291, note 1). Au sujet du lien entre cartographie et scopophilie voir la synthèse de Huffman, 1997.

⁴⁰ Le court article “On est prié de reprendre son cœur au vestiaire” (Michèle Petit, 1989), plutôt une note, en dit long sur la question et les frustrations que cet interdit indépassable pouvait susciter. Il ne semble malheureusement pas avoir rencontré beaucoup d'écho parmi les collègues, bien qu'il ait durablement marqué au moins l'une d'entre elles, Marie-Claire Robic, qui me le signala en 1999 au cours d'une conversation concernant l'engagement des chercheurs, si je me souviens bien, puis à nouveau à plusieurs reprises dans les années suivantes. Je lui suis redevable de cette référence, qui m'aurait autrement sans aucun doute échappé.

Vancouver et de chapitres théoriques sur la géographie féministe, Geraldine Pratt (2004) offre une contribution particulièrement convaincante quant à la richesse de l'invitation des émotions dans le discours scientifique⁴¹.

Autre conséquence du refus de la scopophilie, les géographes féministes ont adopté de nouvelles méthodes d'enquêtes sur le terrain, dans lesquelles la différence de statut entre les divers(es) participant(e)s tend à s'amenuiser voir à disparaître, ce que l'on pourrait traduire en langage géographique en disant que la distance se réduit, jusqu'à parfois être annulée. Toutes les parties prenantes d'un projet sont pensées comme des partenaires de recherche, et traitées comme telles. Cela peut se traduire par la mise en place de projets en collaboration, co-construits. Mais ce n'est pas le seul dispositif possible. On peut aussi élaborer "classiquement" un projet, c'est-à-dire sans en débattre d'abord avec ceux et celles qui seront "pris" dans le terrain construit pour ce projet pour le formuler ensemble, mais le mettre en œuvre dans un véritable esprit partenarial. Car dans la pratique, les cadres - qu'ils soient imposés ou non - cèdent vite le pas à l'esprit dans lequel on procède.

Les épistémologies féministes s'attachent ainsi à une double construction : une construction théorique, qui a été leur premier objectif et qui demeure un chantier essentiel, et une construction méthodologique, qui s'est imposée comme absolument nécessaire si l'on voulait éviter que les développements théoriques ne restent que des mots, et ne se réduisent vite à de simples formules incantatoires et des postures vides. C'est aussi cette exigence de cohérence entre positions théoriques et choix méthodologiques qui explique la place centrale que je donne aux épistémologies féministes dans la composition que j'élabore en croisant mes cadres de référence.

⁴¹ On trouvera de nombreux exemples de cette prise en compte des émotions dans les articles parus dans la revue *Gender, Place and Culture* et dans la revue *Emotion, Space and Society* créée en 2008 par la géographe féministe britannique Liz Bondi, Professeur de géographie sociale à l'Université d'Edinburgh.
<http://www.journals.elsevier.com/emotion-space-and-society/>

Cadres de référence

QUESTIONS DE METHODES

Descendre de l'échelle



(Isak sous le regard de Folke, extrait de *Kitchen stories* ©B. Hamer)

Le film *Kitchen Stories* (Bent Hamer, 2003) raconte l'histoire d'un membre de l'équipe de recherche suédoise *Home research* qui, en 1950, part avec dix collègues en Norvège étudier les faits et gestes d'hommes célibataires, en milieu rural, dans leur cuisine. Le projet, à la méthodologie impeccable, prévoit que chaque chercheur, juché sur une chaise haute rappelant celles des arbitres de tennis, observera son "sujet" de son lever à son coucher sans, surtout, ne jamais lui parler ou interagir de quelque manière avec lui. Tout doit être noté, mais rien ne doit être partagé – ni paroles, ni nourriture ou boisson, ni objet, ni même un sourire. L'observateur doit rester impassible, et ainsi se rendre invisible, inaudible, se fondre dans le mur. Son champ d'étude est strictement délimité : la cuisine, toute la cuisine, mais rien que la cuisine. Bien entendu, le projet tourne court. La présence constante de ce scribe muet calé dans l'angle le plus sombre est on ne peut plus pesante. Plutôt que de le faire oublier, cette posture stratégique en fait un élément perturbateur de premier ordre dans la vie routinière de l'observé. Ce dernier, qui avait pourtant accepté de participer au projet, organise sa résistance : désertant sa cuisine il se replie à l'étage, où il s'installe un réchaud et une table de fortune. Par ailleurs, l'interdiction de toute forme d'interaction rend le comportement du chercheur totalement inhumain, donc intenable, et il finit bien sûr par descendre de son échelle et se lier d'amitié avec son "sujet", autour d'un gâteau d'anniversaire et de quelques bons verres d'alcool. À la fin du film Folke, le

chercheur, démissionne et part commencer une autre vie. Isak reste chez lui et reprend ses habitudes.

Je raconte souvent ce film à mes étudiants à propos des méthodes d'enquête, des limites de l'observation "objective" et de la stratégie d'extraction du chercheur dans le processus de connaissance. Je n'en retiens pas la fin (la démission) mais le climax : la descente de l'échelle et la mise en place d'une nouvelle méthode de recherche, où le chercheur comme le cherché partage un morceau de lui-même, dans une interaction débarrassée du rapport de pouvoir. Cette image de la descente de l'échelle devrait parler à tout chercheur en sciences sociales : Quelle est mon échelle ? Faut-il en descendre ? Pour quoi faire ?

Si, en géographie comme dans toute science, une attention particulière est accordée aux choix méthodologiques, on note qu'en géographie humaine et en France pour le moins, ces choix suscitent peu de débat. Depuis les années soixante-dix, on a entériné l'existence de deux "écoles" en matière de méthode : la géographie quantitative et la géographie qualitative. Faute d'échanges entre les protagonistes, la différence s'est cristallisée en opposition¹. D'autant que si les premiers ont eu depuis toujours à cœur d'expliciter leurs méthodes, dans un effort constant de diffusion mais aussi d'amélioration, les seconds sont restés beaucoup plus silencieux, au moins jusqu'à une date récente. En effet, les années 2000 ont vu la parution d'un certain nombre d'articles à forte orientation méthodologique à propos d'enquêtes de type qualitatif, pour l'essentiel à l'initiative de jeunes docteurs et doctorants. On peut y voir l'effet de la pression exercée sur cette génération pour qu'elle publie le plus tôt possible. Quand on a encore peu ou pas de résultat en effet, discuter de la méthode est souvent l'unique solution. On peut y voir aussi, plus positivement, une sensibilisation accrue à ces questions, résultat de l'évolution des maquettes de nos formations, en Licence mais surtout en Master et en Ecole doctorale. Reste que si plusieurs manuels relatifs aux méthodes quantitatives en géographie sont disponibles, on reste tributaire des publications de nos collègues ethnologues et sociologues en ce qui concerne les méthodes qualitatives. Mon propos n'est pas ici d'approfondir cet état des lieux, mais de présenter mes propres choix en la matière.

Reconnaître la valeur de la démarche inductive

L'une des grandes lignes de fracture au sein de la géographie humaine française repose sur l'opposition entre démarche inductive et démarche hypothético-déductive. On reproche souvent à la première de manquer de rigueur et, surtout, de projet théorique. C'est-à-dire de ne pas être scientifique, ou du moins de l'être insuffisamment. On reproche à la seconde, née de cette critique, de tant mettre en avant les enjeux théoriques et d'être si soucieuse de scientificité qu'elle en oublie la dimension humaine des sociétés et du monde qu'elle cherche à mieux connaître. Comme souvent, il y a quelques fondements dans les critiques formulées des deux côtés, et aussi beaucoup d'exagération et d'ignorance réciproque.

Cela tient pour une part à la façon dont les positions entre groupes de recherche se sont raidies, alors même que les pratiques évoluaient de part et d'autre. Qui prend la peine d'écouter ses collègues s'aperçoit que les démarches sont, aujourd'hui, le plus souvent mixtes. Bien entendu,

¹ Ma première publication à teneur épistémologique était d'ailleurs consacrée à cette question (1998 [1]).

chacun penche toujours plus d'un côté que de l'autre, mais c'est finalement autant sous l'effet d'une formation et d'un choix raisonné que d'une inclination personnelle. Et cela n'a pas nécessairement à voir avec le type de géographie que l'on produira ensuite. Si la démarche principalement hypothético-déductive tend par définition à la production d'un savoir nomothétique l'inverse n'est pas vrai, en ce sens qu'une démarche plutôt inductive ne tend pas nécessairement vers la production d'un savoir idiographique. Elle n'exclut en rien les développements théoriques et peut être aussi scientifique que la première.

La démarche inductive souffre de ne pas pouvoir être formalisée comme la démarche hypothético-déductive ce qui, compte tenu des normes propres au savoir scientifique, la dessert. Ainsi, alors que la plupart des chercheurs reconnaissent que dans la pratique ces deux démarches sont bien plus complémentaires qu'antagonistes, lorsqu'il s'agit de présenter une recherche, en amont ou en aval de sa conduite, chacun a tendance à gommer la dimension inductive, le défaut de formalisation risquant d'affaiblir la pertinence perçue du projet. Dans la nécessaire reconstruction au moment de sa soumission ou de la diffusion de ses résultats, la part inductive, et la part intuitive, disparaissent derrière les hypothèses solidement ancrées dans des cadres théoriques clairs et justifiant la méthodologie mise en place.

Toute forme de discours est régie par des règles rhétoriques propres et cette tendance ne serait en rien un problème, si l'on n'oubliait pas trop vite qu'il ne s'agit que de suivre une règle du jeu et que ce que l'on lit est une reconstitution *a posteriori* et non pas ce qui s'est produit effectivement², reconstitution qui participe de la construction du sens et est donc absolument nécessaire. Mais dans la culture scientifique, qui valorise la formalisation, on oublie vite ce qui n'a pas été formalisé, et tout se passe comme si cela n'avait jamais existé. De sorte qu'en termes de construction de la recherche, la transmission valorise une forme qui tend à s'imposer comme la norme, et que les autres modalités en deviennent presque tabou.

Ma propre pratique de la recherche accorde une large place à la démarche inductive, qu'il s'agisse de formuler de nouvelles questions ou d'identifier de nouveaux thèmes de recherche. J'ai ainsi travaillé sur le savoir géographique des Inuinnait parce que j'avais été frappée moins par leur capacité à se déplacer sur de vastes étendues dépourvues de toute trace matérielle d'anthropisation (ni chemins ni sentiers, ni cairns ni constructions pérennes) que par leur capacité à habiter, au sens fort du terme et en toute tranquillité, ces mêmes étendues³. Il me semblait qu'il fallait bien plus que la célèbre ingéniosité pratique des Inuit pour parvenir à y vivre pleinement, et non pas seulement à y survivre. Et que la capacité d'adaptation des Inuit, la perméabilité de leur culture aux nouveautés de tous types, n'était pas le fait d'une réaction

² Pensons à l'étude de Bruno Latour et Steve Woolgar, à propos de la vie de laboratoire (1979), qui va bien sûr bien au-delà de ce dont il est question ici.

³ Au printemps 2011 Jamie Kimiksana, un Inuinnaq d'une quarantaine d'années, s'est amusé à mettre presque chaque jour sur sa page Facebook, pendant 2-3 semaines, une photographie d'un lieu situé sur la côte nord-ouest de l'île Victoria (dans un rayon d'environ 150 km autour du village d'Ulukhaktok). Chaque photo était accompagnée de la simple question : "Où suis-je ?" (*Where am I ?*). Plus que la justesse des réponses proposées en majorité par des adolescents, réputés ne rien connaître du territoire alentour, ce sont leurs courts commentaires qui étaient particulièrement intéressants : "Oui, je me souviens bien, on avait mis la tente au pied du versant gauche" ou "C'est là que j'ai pêché un très gros poisson" ou encore "Je suis passé devant en allant à XXX (nom d'un campement) avec XX", soit une lecture complètement humanisée de cet espace si souvent décrit comme une "immensité vide" par les étrangers, et en parfaite continuité avec celle de leurs aînés.

instinctive mais l'effet d'une certaine vision du monde, et de soi dans ce monde, et d'une compréhension particulière – un savoir - de sa dynamique. Je ne savais pas bien sûr ce que j'allais trouver, ne sachant alors pas bien encore ce que pouvait être, vraiment, un "savoir vernaculaire". J'avais certes une hypothèse, qu'il s'agissait bien d'un savoir, mais la démarche était beaucoup plus intuitive que déductive.

Mes recherches sur l'espace domestique relèvent plus encore d'une démarche très inductive. Comme je l'ai relaté dans mon premier article consacré à cette question (Collignon 2001, p. 388-389 [26, p. 407-408]) l'idée de travailler sur ce type d'espace est directement issue d'expériences réitérées à l'intérieur des maisons où vivent aujourd'hui les Inuit canadiens et de ce qui s'apparentait à une visite guidée de la fouille archéologique à laquelle je participais pendant l'été 1986 par Franck Kuptana, alors âgé de 68 ans. C'est à force de partager l'espace domestique des Inuit, et le matelas de Beverly Memogana le plus souvent, de Wilma Memogana parfois, de Martha Atigyoak – qui, contrairement aux deux sœurs qui avaient à peu près mon âge, avait plutôt celui de ma mère – que j'ai peu à peu compris qu'il y avait quelque chose d'important à dire sur ces intérieurs, un quelque chose que ma qualité de géographe me permettrait d'appréhender mieux que mes collègues ethnologues, sociologues, ou même architectes.

On verra au chapitre 5 de ce volume que mon nouveau projet de recherche s'est élaboré dans des conditions similaires. Dans le cadre de mes travaux plus épistémologiques, la question de la démarche se pose beaucoup moins. On retrouve en revanche la part de la démarche inductive dans mon rapport à la ville de Bologne et les sujets de recherche que j'ai pu formuler, à l'attention de mes étudiants, à son propos. En particulier, les questions relatives à l'imbrication des terrains militaires dans la ville, la part des lieux dans la mise en réseau des multiples groupes alternatifs de la ville, et la question de l'habiter dans une ville dont l'architecture "intteriorise" les extérieurs et transforme la définition même de l'espace public, fortement valorisé par les habitants comme par les édiles locaux et régionaux.



Tout le centre-ville de Bologne, qui s'étend sur 140 km², est marqué par la présence d'arcades qui couvrent les trottoirs de la plupart des rues et dessinent un continuum couvert de près de 38 km. Cette forme architecturale fut imposée par la Commune au XIII^e siècle, afin de réservier aux piétons un espace de circulation séparé de la chaussée. Ainsi, chaque propriétaire devait céder une part de son bien foncier au profit de la collectivité. Les Bolognais font volontiers remonter à cette intervention publique leur sens civique, célèbre dans toute l'Italie.

On doit, à mon sens, à Franco Farinelli (1999) les plus belles pages de géographe sur la forme de la ville et la façon dont elle entre en dialogue avec ses habitants.

L'approche inductive est une approche construite, tout autant que l'approche hypothético-déductive, même si elle l'est différemment. Il est impossible de la formaliser, elle échappe à toute tentative de description minutieuse, pour une bonne part parce qu'elle n'est pas linéaire, ou si peu. Son efficacité est proportionnelle à la culture scientifique de chacun. Si je n'ai pas de clé pour lire, et entendre, l'espace, les lieux et les sociétés, il y a peu de chances que le fait de me trouver quelque part me permette de formuler quelque question pertinente que ce soit. C'est pourquoi la démarche hypothético-déductive est, du point de vue de la formation à la recherche, un bon apprentissage. Mais lorsque l'on possède ces clés de lecture et d'écoute, cette capacité de mise en relation et de mise en question, en géographe, de toute situation, alors s'autoriser la démarche inductive est d'une richesse infinie car, mêlant observation et imagination, elle nous met en position de déceler d'autres enjeux et de découvrir de nouvelles pistes ... à condition que l'on ne soit pas pressé. La démarche inductive exige que l'on prenne son temps.

S'installer dans la durée, dans l'attente et l'ennui

On insiste souvent auprès des étudiants de Master qui vont pour la première fois conduire une recherche qu'il est nécessaire de "s'ennuyer sur le terrain". On peut, je crois, étendre ce conseil et recommander de "s'ennuyer dans la recherche". Pour avancer, il faut avoir su rester arrêté. Il faut savoir être là, dans un entre-deux réflexif où l'esprit est à la fois en alerte et au repos et qui a quelque chose à voir avec l'état de contemplation. Les initiatives actuelles en faveur de la "slow science" sont à comprendre aussi comme ce besoin d'établir l'ennui – associé à l'attente de quelque chose d'indéterminé – comme une vertu.

Dans nos cultures européennes, la contemplation renvoie d'abord à la vie religieuse et aux grands mystiques de l'histoire de l'Eglise. Les philosophes aussi s'y sont intéressés, en lien d'ailleurs avec cette question de l'ennui. Cependant, en ce qui me concerne, c'est surtout par l'expérience inuit de l'ennui, et de l'attente, partagée au quotidien lors de mes séjours en arctique, que j'ai peu à peu compris sa valeur productive.

Les Inuit, en effet, connaissent bien l'état que j'évoque⁴. La façon dont les Inuinnait parlent en anglais de cet état particulier est intéressante, en raison de l'inadéquation du terme avec ce qu'il est censé décrire. L'une des questions les plus fréquemment posées quand on se croise dans le village, quand on s'appelle (au téléphone ou par radio CB) ou que l'on se rend visite est : "Que fais-tu ?" au sens de "Qu'es-tu en train de faire ?" ou plutôt même "Qu'es-tu en train de combiner ?" "Qu'es-tu sur le point de te mettre à faire ?" (*What are you up to ?* – formulation dont j'ai appris d'amis canadiens anglophones qu'elle est inhabituelle, voir étrange, ce qui, en soi, en dit long sur l'écart culturel concernant la façon de se penser et de se projeter dans le futur immédiat). Et la réponse la plus fréquente est : "Rien, je m'ennuie, c'est tout." (*Nothing, just being bored*). Réponse inquiétante pour nous autres occidentaux, qui considérons que

⁴ On chercherait je crois en vain dans la littérature anthropologique des travaux sur la dimension contemplative de la vie inuit. Pourtant, lors d'une discussion récente avec ma collègue ethno-linguiste Michèle Therrien, à propos de ce chapitre, le terme est très vite venu dans notre conversation (échange informel, Paris, mai 2012). Si l'on a peu, ou pas, écrit à ce sujet, c'est à mon sens surtout un effet de la façon dont les Inuit ont été construits dans nos discours occidentaux comme de hardis chasseurs en constant mouvement (voir Colligon 2009).

s'ennuyer est un état ni normal, ni enviable. Il n'y a pourtant pas lieu de s'inquiéter, car ce n'est pas d'ennui qu'il s'agit mais bien de cet état entre-deux, ni actif ni totalement inactif, un état de veille où l'esprit "travaille" mais où le corps est au repos. On pourrait suggérer comme réponse plus adéquate "*Nothing, just thinking*"⁵. Ce qui éviterait de confondre cet état avec l'ennui dont se plaignent aujourd'hui les adolescents inuit comme tous leurs comparses, dans le monde occidental pour le moins, je ne saurais dire ce qu'il en est ailleurs. Mais les formulations sont alors différentes, les jeunes disant plutôt : "Qu'est-ce qu'on s'ennuie ici !", "Quel village ennuyeux !" "Il n'y a rien à faire !" (*It's so boring here ! Nothing to do ! I'm so bored !*), à longueur de conversations et de pages Facebook. Compte tenu du contexte, il me semble assez certain qu'ils ne parlent alors effectivement pas du même état.

L'ennui que l'on pourrait qualifier de contemplatif n'a rien de léthargique : on est prêt à en sortir dès que quelque chose se présente, et c'est aussi une attente – c'est pourquoi j'ai parlé d'entre-deux. Or, l'attente est sans doute l'un des états les plus fréquents en Arctique inuit. On attend que les conditions météorologiques soient correctes pour partir, et pour revenir. On attend le retour des voyageurs, on le guette, comme on a attendu leur départ pour les aider à charger, à lancer le bateau ou le traîneau. On attend que le gibier se présente, que le caribou s'avance, se rapproche, on se rapproche lentement aussi. On le poursuit qui fuit, on attend qu'il ralentisse ou s'arrête. On attend le vol des canards, et sa descente vers le chenal d'eau libre au bord duquel on s'est posté. Sur la banquise en hiver, en bateau sur la mer en été, on attend, bien sûr, que le phoque sorte sa tête de l'eau pour respirer pour immédiatement viser et tirer. Au printemps, on attend qu'il se hisse sur la banquise et s'endorme au soleil, on s'avance, on attend, on avance encore, on attend encore. Si l'une des expressions anglaises favorite des Inuinnait est "Je ne peux attendre de⁶... [partir, aller, faire]" (*I can't wait to...*), me fondant sur une longue observation je suis tentée de détourner l'expression en "Je ne peux attendre d'aller attendre... [ailleurs, autre chose]" (*I can't wait to be waiting some more...*) tant la vie des Inuit peut être vue comme une longue attente.

Attendre et s'ennuyer : cela exige du temps. C'est pourquoi mes recherches en Arctique inuit privilégient une inscription dans le temps long qui recouvre deux temporalités : celle de chaque mission, et celle de ma vie de chercheure. Pour chaque mission je tente ainsi, autant que faire se peut, d'être sur le terrain dans une présence installée dans le quotidien et vécue comme un séjour et non pas une visite. Ce choix méthodologique résulte d'une double conviction : d'abord, que comprendre exige du temps ; ensuite, que seule la présence dégagée de la pression associée à la nécessité de "faire du terrain", soit recueillir dans un temps limité le plus grand

⁵ On peut s'interroger sur les raisons du choix du verbe « s'ennuyer » plutôt que « réfléchir ». Je suis tentée d'y voir la marque d'une culture dominante qui a longtemps refusé aux Inuit toute capacité d'abstraction, confinant leur intelligence à un génie pratique, génial certes, mais pratique. Il faudrait pouvoir reconstruire l'histoire de la diffusion de cette expression dans les villages inuit afin de savoir si elle n'a pas été d'abord proposée / imposée, par les *Qallunaat* de culture chrétienne résidant dans les villages et qui, jugeant les attitudes et comportements des Inuit en fonction de leurs propres valeurs, ne pouvaient comprendre cette inactivité apparente autrement que comme une forme d'ennui. Ils projetaient d'ailleurs peut-être aussi leur propre ennui sur les Inuit, eux qui souffraient de l'éloignement de leur monde familier et se trouvaient, plus que les Inuit, confinés dans les villages, notamment les femmes.

⁶ Du strict point de vue de la langue française, il faudrait en fait traduire "J'ai tellement hâte de...", mais la thématique de l'attente ne serait pas aussi évidente, or c'est elle qui m'intéresse ici.

nombre de données possibles, permet d'identifier les véritables enjeux dont doivent se saisir les chercheurs. Il en va, à mon sens, de l'éthique de la recherche⁷. Par ailleurs, ce temps long s'inscrit aussi dans une autre durée, celle des années et de la répétition des séjours (voir volume 2, p. 37).

Pour une ethnographie géographique

Le terme « ethnographie », après avoir disparu un temps du vocabulaire des chercheurs en sciences sociales, y fait un retour en force depuis une bonne quinzaine d'années. Mais ce n'est pas exactement de la même ethnographie dont il est question aujourd'hui.

L'ethnographie a d'abord été cette récolte minutieuse d'objets, d'artefacts produits par des peuples que l'on cherchait à comprendre à travers leur culture matérielle, et à classer suivant des typologies fondées sur l'idée de hiérarchie et de progrès historique. Inutile de s'entretenir avec les personnes, leurs objets parlaient pour eux – et l'on pouvait en outre les exposer dans des musées, ce qui était bien pratique. Les corps, squelettes ou momies, donnés à voir dans les vitrines étaient dans cette perspective particulière considérés comme des objets comme les autres, et si l'on montrait des êtres vivants, dans des foires, des zoos humains ou des villages-modèles tel celui de l'exposition coloniale de Paris en 1936, c'est qu'ils étaient appréhendés comme des sortes d'objets animés, et non pas comme des personnes. L'affirmation de l'ethnologie et le développement de l'anthropologie comme champ théorique de réflexion sur les cultures humaines ont peu à peu relégué l'ethnographie à une sorte de préhistoire – dont on n'était pas toujours très fier – des sciences de l'homme. Elle fut un temps un peu infréquentable, indéfendable.

L'ethnographie telle qu'on l'entend aujourd'hui est assez différente. Le terme renvoie à une certaine pratique du terrain, marquée par une méthode accordant beaucoup de place à l'observation des faits matériels de la vie quotidienne. Il ne s'agit plus de collecte d'objets, mais plutôt de collection de situations relevées autant suivant un protocole rigoureux d'observation systématique que de façon très informelle, au hasard des moments, dans leur ordinarité comme dans leur exceptionnalité. Il est intéressant de constater que certains des géographes francophones parmi les plus théoriques défendent une géographie ethnographique : ainsi Christine Chivallon, Michel Lussault ou Ola Söderström⁸. Dans la page qui précède, le relevé des formulations inuinnait relatives à l'ennui contemplatif, à l'ennui adolescent et à l'attente participe de cette ethnographie géographique dont l'enjeu est double et concerne, d'une part la place de l'observation, d'autre part la place de l'informel dans les enquêtes de terrain.

Il s'agit d'abord de redonner toute sa place à l'observation, je dirais presque “de s'y autoriser” de nouveau, après la crise de la représentation et les remises en question bienvenues qu'elle a suscitées⁹. Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, la primauté qui a longtemps été accordée à l'observation en géographie n'est pas sans poser quelques problèmes, en particulier

⁷ Voir Collignon 2010 [9].

⁸ Voir par exemple *Espace et anthropologie* (2012) pour la première, *De la lutte des classes à la lutte des places* (2009) pour le deuxième et *Des images pour agir. Le visuel en urbanisme* (2000) pour le dernier.

⁹ À propos de cette crise de la représentation, la première partie de l'ouvrage de Lorenza Mondada, *Décrire la ville* (2000) reste la meilleure introduction que j'en ai trouvée.

du fait de la position dominante que le/la chercheur(e) s'accorde ainsi, de l'inquisition du regard insistant (le fameux *gaze* dénoncé notamment par la géographie féministe) porté sur les êtres et les choses et de l'extériorité dans laquelle il/elle se tient par rapport à l'objet d'étude. De leur côté, les ethnologues ont beaucoup critiqué l'observation participante comme double illusion, celle d'être intégré au groupe et à ses actions (ordinaires et extra-ordinaires) au point de pouvoir les comprendre de l'intérieur, et celle de pouvoir participer sans avoir le moindre effet sur l'action, quelle qu'elle soit, à laquelle on participe¹⁰.

Il convient aujourd'hui d'intégrer ces critiques, mais pour les dépasser, car l'observation reste une source indispensable pour les géographes, et je crois pour toutes les sciences sociales. La célèbre *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien* (Perec, 1975) est une démonstration magistrale de la richesse du regard attentif¹¹. Le/la géographe observant(e) doit s'efforcer, dans cette pratique, de mobiliser tous ses sens et non pas seulement le regard. Les travaux sur les paysages sonores montrent tout l'intérêt d'une approche auditive des lieux¹², et si la géographie des odeurs est restée pour l'heure anecdotique elle n'en ouvre pas moins à une dimension de l'expérience des lieux et des territoires trop souvent occultée par notre discipline¹³. Mais surtout, un constant recul critique est nécessaire, afin de se rappeler sans cesse que toute observation – même scientifique – est située, dans l'espace, dans le temps, et dans un contexte culturel et intellectuel. Elle est donc limitée, y compris lorsqu'elle suit un rigoureux protocole longuement réfléchi au préalable et constamment infléchi en situation. Elle n'est donc, aussi, qu'un point de vue parmi d'autres à propos de l'objet d'étude, qui n'est pas plus vrai que les autres.

Ainsi en avril 2000, au cours du vol qui relie Yellowknife à Ulukhaktok, j'observai interloquée les adolescents du village, à peine montés dans l'avion à Kugluktuk, où ils venaient de passer plusieurs mois en internat, le complexe scolaire d'Ulukhaktok n'offrant pas encore, à l'époque, de formation au-delà de l'équivalent de notre niveau 3^e, se mettre à chanter des chants anciens en inuinnaqtun et à danser, dans le couloir central, des danses que l'on qualifierait de « folkloriques », et s'exclamer “Je ne peux plus attendre de participer à la danse au tambour” (*I can't wait to go drum dance !*). Ma surprise était grande car si j'avais déjà assisté à plusieurs reprises à ces danses depuis mon premier séjour à Ulukhaktok en 1980, c'était toujours dans de grandes occasions – à Noël, à Pâques, à la fête du village en juin – et les jeunes n'avaient jamais semblé particulièrement intéressés par cet aspect de leur patrimoine culturel¹⁴. Je me souvenais cependant que lors de la fête du village de juin 1996 la danse au tambour avait soulevé, y

¹⁰ Notons que ces critiques ont été formulées bien avant la crise de la représentation par quelques chercheurs attentifs et, pourrait-on dire, réflexifs avant la lettre. Voir notamment Jean Briggs (1970), référence majeure de l'anthropologie arctique.

¹¹ Ce texte est d'ailleurs très souvent cité en géographie française, par des chercheurs éprouvés comme par des néophytes qui, en Master, y comprennent enfin ce qu'observer veut dire.

¹² D'abord centrées sur la question des nuisances, les recherches sur les espaces sonores se sont élargies pour explorer la question dans toutes ses dimensions, les bruits qualifiant autant les lieux que leurs qualités visuelles ou olfactives (voir notamment les travaux de Claire Guiu en la matière, par exemple Guiu 2009).

¹³ Le colloque organisé en 1996 par le laboratoire Espaces et Cultures et la publication des Actes (Duleau et Pitte dir., 1998) n'a malheureusement pas donné d'impulsion notable à la recherche sur un champ qui reste en friche.

¹⁴ Il me faut préciser qu'en outre, la danse au tambour fut longtemps proscrite dans tout l'Arctique inuit par les églises (que ce soit l'Eglise anglicane, catholique ou d'autres églises), qui l'associaient au chamanisme qu'elles tentaient d'éradiquer. La transmission des chants et danses se faisait donc dans le strict cadre familial, et pas dans toutes les familles loin s'en faut, beaucoup adhérant avec ferveur au nouveau dogme en la matière.

compris chez les plus jeunes, un enthousiasme inhabituel. Arrivée au village, je constatai qu'effectivement, l'enthousiasme n'était pas retombé. Aînés et jeunes, et quelques adultes accompagnés de leurs enfants, se retrouvaient dans la salle des fêtes trois fois par semaine en soirée pour chanter et danser au son des tambours. Mais lorsqu'au cours des jours suivants je demandais autour de moi depuis quand se tenaient ces soirées on me répondit systématiquement, et un peu surpris que je ne m'en souvienne pas : "Depuis toujours". Pourtant, je **savais** que ça ne remontait pas au-delà de 1996, je l'avais moi-même **observé**. Les premiers concernés ne savaient donc pas ? Ou moins bien que moi ? Je ne pouvais avoir tort, il fallait donc que ce soit eux qui se trompent. Et il était facile d'expliquer leur erreur : les Inuit n'ont pas le même rapport au temps que nous, et un bien moindre souci de la chronologie. Ils avaient donc mauvaise mémoire, tout simplement. Était-ce pourtant si simple ?

Il me semble que le problème venait, justement, de cette idée qu'il devait y avoir une vérité, qu'il convenait donc d'établir. Mais en fait, nous avions tous raison, parce que nous ne considérions pas la question du même point de vue. Pour moi, il y avait un "avant", où la danse au tambour n'était qu'exceptionnellement pratiquée en public et peu populaire auprès des jeunes générations, les plus séduits par la culture euro-américaine. Et un "après", où ladite danse suscitait l'enthousiasme et était régulièrement pratiquée collectivement et en public. Mais pour les Ulukhaktuurmiut, il y avait au contraire une continuité, et c'est elle qui importait, que l'on voulait souligner. On avait "toujours" pratiqué la danse au tambour, et les conditions de cette pratique, plus ou moins ordinaires, plus ou moins collectives et publiques, étaient très secondaires. Ils savaient donc aussi bien que moi, mais nous n'appréhendions pas la question dans la même perspective, de sorte qu'il y avait deux régimes de vérité, et non pas un seul¹⁵.

On aura compris par cet exemple, je l'espère, que l'observation permet non seulement au chercheur de conserver son propre point de vue, dont la valeur intrinsèque demeure, mais aussi de s'interroger plus avant sur la signification de certaines situations, lorsque les interprétations proposées par les chercheurs diffèrent de ce qu'il/elle a rigoureusement noté.

Le second enjeu de cette nouvelle ethnographie géographique concerne la place de l'informel en situation de recherche. Le souci, louable, de faire de la géographie académique un savoir véritablement scientifique a eu, entre autres, pour effet d'accroître le degré de formalisation des procédures, à toutes les étapes d'un projet de recherche. J'ai évoqué plus haut une certaine faveur dont bénéficie pour cette raison la démarche hypothético-déductive. En matière de recueil de données, on retrouve une situation semblable, où la tendance est à privilégier les protocoles d'enquêtes très formalisés, qu'il s'agisse d'observation, d'administration de questionnaires plus ou moins fermés, ou de conduite d'entretiens ouverts ou semi-ouverts. Cela permet, en aval, de démontrer la qualité scientifique des données sur lesquelles repose l'analyse, mais aussi, en amont, de convaincre du sérieux d'un projet de recherche et de sa faisabilité, et donc d'obtenir les financements nécessaires à sa conduite. En outre, en Amérique du Nord mais aussi au niveau européen aujourd'hui, cela facilite l'obtention de l'indispensable

¹⁵ Depuis 2000, le mouvement n'est pas retombé. Les protagonistes ont créé une page Facebook sur laquelle on peut vérifier s'il y a ou non danse au tambour tel ou tel soir, ou se lamenter qu'il n'y en ait pas eu depuis si longtemps et s'exclamer, comme il se doit : "Je ne peux plus attendre la danse au tambour !" (*I can't wait for drum dance !*)

approbation éthique et, au Nunavut comme dans les Territoires du Nord-Ouest, du permis de recherche sans lequel rien ne peut se faire.

On ne peut que se féliciter de l'attention accrue portée à la rigueur scientifique dans la recherche géographique. En revanche, je déplore que cela ait pour effet de marginaliser, voire de refuser, la part informelle pourtant si importante, à mon sens, dans toute recherche. Dans mes propres enquêtes de terrain, l'informel se taille bien souvent la part du lion, même si je conduis parallèlement des entretiens plus ou moins directifs. C'est que je n'oublie pas la leçon apprise de Simon Kataoyak alors que je faisais ma thèse. Je considérais Simon un peu comme un oncle préféré car il fut le premier adulte à lire ma détresse dans ma colère et à y répondre alors que, adolescente de 15 ans je me retrouvai suite à un contretemps seule au village, tandis que le groupe d'archéologues avec lesquels je séjournais était sur le site à 30 km à vol d'oiseau de là et que je disposais certes d'un bateau pour les rejoindre mais étais bien incapable de le manoeuvrer (ni même de tirer assez fort sur la cordelette pour démarrer le moteur, sans parler de mes forces insuffisantes pour mettre l'embarcation à flot). Quelques années plus tard, lors de mon séjour à Ulukhaktok pour mon mémoire de maîtrise (en 1986-87), il prit toujours soin de s'assurer, directement ou par l'intermédiaire de ses enfants, que je ne manquais ni de viande ni d'eau potable. Simon, donc, sans jamais m'accorder un entretien (il ne le refusa pas, il se débrouilla simplement pour toujours éviter que je le lui demande), fut l'un de ceux qui me donna les indices les plus importants pour comprendre le savoir géographique des Inuinnait, et cela, toujours, dans les situations les plus informelles qu'il soit : partageant un thé lors d'une visite chez lui et alors qu'il jouait avec son neveu, regardant l'un à côté de l'autre un match de hockey dans la patinoire locale dont il assurait la maintenance, ou nous croisant tout bonnement dans le village.

Les exemples en la matière sont légion, je n'en donnerai que deux autres. C'est dans le RER qui nous ramenait de Roissy, où j'étais allée le chercher, à Paris pour le 15^e Congrès des Études inuit, en octobre 2006, que Jerry Arqviq, chasseur de Gjoa Haven (Nunavut), contemplant le paysage de la banlieue nord me raconta tout à trac comment, devant aller pour la première fois, en moto-neige et traîneau, de son village à celui de Qamanittuaq, à quelques 400 km plus au Sud, des habitués de ce voyage lui expliquèrent l'itinéraire à suivre, et comment il ne le comprit qu'une fois en situation, "en route" (si l'on peut dire, puisque la difficulté est qu'il n'y a justement pas de route, pas même un vague tracé). Et c'est en retrouvant David Serkoak, fameux chanteur au tambour d'Arviat (Nunavut) et l'un de nos invités d'honneur pour la Conférence Mondes Polaires / Polar Worlds de janvier 2011, à l'aéroport de Roissy puis dans le taxi pris dans les embouteillages pour nous ramener Porte Maillot, que j'ai saisi dans ses patients commentaires à propos de ce bouchon interminable le lien entre l'ennui et l'attente dans la culture inuit.

La promotion d'une ethnographie géographique s'inscrit ainsi dans un choix méthodologique global.

Descendre de l'échelle

Il ne nous reste plus qu'à descendre de l'échelle. J'ai dû descendre de la mienne très tôt, bien avant d'avoir rencontré les épistémologies féministes : les Inuinnait m'en ont vite délogée. Comme je l'ai longuement évoqué dans les deux versions publiées de ma thèse¹⁶ les Inuit sont rétifs aux formes rigides d'enquêtes, en particulier aux questionnaires qui les enferment dans une construction qui n'est pas la leur. Cette réticence, qui se manifeste souvent par un subtil évitement, n'est pas à comprendre comme un refus en bloc de la recherche et des chercheurs. Au contraire, les Inuit manifestent depuis longtemps un réel intérêt pour le travail des chercheurs et une forte volonté de participation à leurs travaux. Mais ils entendent que cette participation soit un échange, qui peut prendre plusieurs formes. On priviliege aujourd'hui le partenariat, où les Inuit sont eux aussi des chercheurs, aux côtés des scientifiques. Mais la modalité qui me semble encore plus riche pour les recherches en sciences sociales est celle où le partenariat s'inverse : ce ne sont plus seulement les Inuit qui deviennent chercheurs avec les chercheurs, ce sont aussi les chercheurs qui deviennent cherchés avec les cherchés, c'est-à-dire avec les Inuit. Chacun occupe les deux positions à la fois, et non pas tour à tour. Alors vraiment, nous descendons de notre échelle et nous mettons à table, comme nous demandons aux cherchés de le faire¹⁷.

On peut aller plus loin encore et accepter que l'entrée dans le monde conceptuel de l'Autre transforme le nôtre, pas seulement du point de vue de la construction du savoir, comme je l'ai proposé dans plusieurs publications et dans le chapitre 1 de ce volume, mais aussi du point de vue personnel. Accepter en somme ce que l'on appelle encore parfois en Amérique du Nord être "*bushed-in*", expression très connotée négativement qui indique que le/la chercheur(e), resté trop longtemps sur le terrain, a épousé le point de vue des cherchés au point de perdre toute capacité de distanciation critique et d'objectivation de son "terrain". Un numéro thématique récent de la revue québécoise *Anthropologie et Sociétés*, sous la direction de l'anthropologue Jean-Guy Goulet (2011) s'attaque de front à ce tabou en revendiquant la transformation de soi par l'Autre.

Accepter de descendre de l'échelle est une chose, trouver comment en descendre en est une autre. En effet, tous les interlocuteurs n'ont pas les mêmes attentes¹⁸, toutes les procédures d'enquêtes ne s'y prêtent pas de la même façon. Le cœur de la question me semble résider dans le problème de l'enfermement du cherché dans la construction discursive du / de la chercheur(e). On pense particulièrement aux enquêtes par questionnaires fermés, construits le plus souvent pour être facilement exploitables bien plus que plaisants à remplir. La contrainte

¹⁶ 1996 en français, 2006[15] en anglais (*Appendix 2*).

¹⁷ Cette façon de pratiquer l'enquête de terrain se rapproche de ce qu'on appelle aujourd'hui la "participation observante", inversion des termes visant à signaler une implication plus forte et une participation plus active avec ce qui se déroule sur le terrain que dans l'observation participante, expression qui insiste davantage sur le maintien d'une posture en retrait, y compris dans la participation (voir Soulé 2007).

¹⁸ Relisant mon article alors en cours d'écriture sur l'éthique et le terrain (Collignon 2010 [9]) ma collègue Georgette Zrinscak me fit ainsi remarquer que la question du retour aux enquêtés pour communication des résultats d'une recherche, telle que je la présentais, ne faisait aucun sens dans le contexte des campagnes d'Europe centrale dans lesquelles elle conduit l'essentiel de ses travaux de terrain (Communication personnelle, Paris, janvier 2010).

imposée au cherché est justifiée par la minimisation des contraintes imposées au / à la chercheur(e). Mais les enquêtes par entretiens, où le principal souci du / de la chercheur(e) est de contrôler l'échange afin de recadrer les choses dès que le propos du / de la cherché(e) semble s'éloigner de la thématique sur laquelle on souhaite recueillir son témoignage, son point de vue ou son savoir, ne sont guère plus vertueuses. Cependant, en cherchant à éviter cet enfermement, le risque est de ne pas parvenir à recueillir les données nécessaires à la recherche que l'on se proposait de conduire et de se retrouver en situation d'échec. Que faire ? Remonter sur l'échelle ? N'en descendre qu'à moitié, ou seulement dans certaines conditions ?

Les choix méthodologiques ne sont, on le voit, en aucun cas neutres. Ils ne déterminent pas seulement le type de données que l'on recueillera et le type d'argumentation que l'on déploiera pour convaincre de leur recevabilité dans un contexte scientifique. Ils déterminent pour une bonne part, et bien plus fondamentalement, le type de savoir que l'on produira. Choisir ses méthodes, c'est donc choisir de construire une certaine géographie.

Les travaux des géographes féministes évoqués dans le chapitre précédent sont exemplaires en la matière, en ce que la critique de la structure patriarcale dans l'organisation de la recherche et des procédures d'enquête, soit du rapport de domination instauré entre chercheur(e)s et cherché(e)s, a conduit à une remise en question radicale des façons de faire de la recherche, et du savoir produit. Renoncer à la hiérarchie implicite établie entre chercheur(e)s savants et pensants et cherché(e)s fournisseurs de données, prendre au sérieux les cherché(e)s, reconnaître qu'ils/elles sont aussi porteurs de savoirs qui valent d'être étudiés comme tels, a amené ces géographes, hommes et femmes, à descendre de l'échelle et inventer de nouvelles façons d'enquêter, où chacun contribue à la construction du savoir commun en se mettant ensemble à table¹⁹. Le savoir qui en résulte est différent. Toujours contextualisé, plus foisonnant, moins formalisé. Il n'en est pas pour autant moins théorique, ni moins utile pour la société. Mais son utilité est un peu différente, plus politique et moins aménagiste.

Pour ma part, je me retrouve bien entendu dans ces critiques et explorations féministes de la géographie, dont les propositions sont parfaitement compatibles avec mon souci de prendre les cherché(e)s au sérieux et d'écrire une géographie qui permette de mieux comprendre les différentes façons de vivre l'expérience d'être humain sur la terre et de donner sens à cette expérience et à ce monde, plutôt qu'un espace géographique abstrait dont je doute de l'existence même.



¹⁹ Les travaux en langue anglaise sont légion, il est particulièrement difficile de n'en citer que deux ou trois. Je m'y risque tout de même, en privilégiant la variété des méthodes présentées : Cahill 2007, Peake 2009 et Pratt 2004.

RECHERCHES EN ECRITURES

Explorations en films documentaires



(Ulukhaktok, août 2003 ©A. Rideau)

Ce n'est pas tout de construire son cadre théorique et de faire ses choix méthodologiques. Être chercheur, c'est aussi écrire. Dans notre discipline, la question de l'écriture occupe une place particulière car elle est pour nous identitaire. Nous revendiquons en effet une "écriture géographique" spécifique, qui nous définit plus que toute méthode ou théorie et nous vaut d'occuper une place particulière au sein des sciences sociales : la cartographie. Les géographes ne sont pas seulement des lecteurs de cartes, ce sont des producteurs de cartes. Nous avons d'abord rendu le monde intelligible en inventant une représentation en deux dimensions de celui-ci¹. Sur l'efficacité, que je suis tentée de qualifier de redoutable, de la carte en général et du planisphère en particulier, je renvoie notamment aux travaux, proposant des approches assez

¹ Sur le rôle des représentations cartographiques et des graphiques, qui pour les géographes participent de la même démarche en matière d'écriture, dans l'élaboration d'un discours géographique scientifique, voir le tour d'horizon critique proposé par Christian Grataloup dans *L'état de la géographie*, 1997.

différentes, de Christian Grataloup (2005), Franco Farinelli 2003 et 2009 et bien entendu des géographes féministes, dont le chapitre de Huffman (1997) offre une bonne synthèse.

La question de la carte est incontournable en géographie, notamment en France où l'on n'imagine pas un cursus de géographie universitaire ne prévoyant pas une formation à la cartographie thématique. Un(e) géographe doit savoir faire des cartes, le débat pouvant éventuellement porter sur l'opportunité ou non de fondre la formation à la cartographie et la formation aux Systèmes d'Information Géographique (SIG) en un seul module (doté de plusieurs niveaux bien entendu). Ayant moi-même conçu, et en bonne partie réalisé, toutes les cartes insérées dans mes travaux depuis mon mémoire de maîtrise, je me reconnais sans difficulté dans ce rapport identitaire à la carte de bien des géographes. Ayant par ailleurs joué un rôle actif dans une expérience originale de formation à la cartographie à l'Université de Bologne², j'en reconnais toute l'importance pour la formation de futurs géographes, y compris pour ceux qui ne mobiliseront pas par la suite cette compétence pratique. Ce sont pourtant d'autres types d'écriture que j'ai explorés, en chercheur-géographe soucieuse de trouver des moyens pour, dans l'écriture même, toujours suggérer que d'autres interprétations sont possibles et que le savoir que je construis par mes analyses puis transmets est toujours un savoir situé.

Dans cette entreprise d'exploration, c'est en particulier l'écriture filmique qui a retenu mon attention, à travers la production de films vidéo documentaires. En dépit d'un intérêt certain, les géographes-chercheurs cinéastes restent bien peu nombreux dans notre communauté scientifique où la reconnaissance de la légitimité scientifique des images non cartographiques reste un enjeu.

Les images non cartographiques en géographie : une place à négocier

Si la carte, et ses diverses déclinaisons notamment le croquis, est considérée en France comme un élément indiscutablement légitime du discours géographique³, il n'en va pas de même des autres images. Photographies, mais aussi tableaux, dessins, gravures et films, elles peuvent être produites par des géographes ou non, et dans ce second cas émaner de spécialistes (que l'on peut considérer dans leur grande majorité comme des artistes) ou d'amateurs (à propos de la production desquels on parle parfois aujourd'hui d'"images vernaculaires"⁴). En géographie, ces images peuvent avoir trois statuts différents⁵ :

² Voir volume 2 de ce dossier, pages 22-24, et brochure *Cartografare il presente – fare geografia a Bologna con Le monde diplomatique* jointe en Annexe du même volume.

³ Certes, les critiques de la carte ne manquent pas dans la géographie contemporaine, notamment dans toute la mouvance postmoderne et féministe. Cependant, les échos en France sont faibles, où ce sont les efforts pour adapter la représentation cartographique à la complexité de l'espace de notre ère hyper-moderne qui me semblent surtout remarquables. Ainsi de la chorématique, bien entendu, mais aussi des travaux autour des représentations en anamorphoses, et, dans une optique très différente, autour des cartes-sensibles sur des supports originaux tels que les tissus où le bois – par exemple (pour une présentation synthétique de ces cartes voir Olmedo 2011).

⁴ Voir chapitre 1 dans ce volume, page 9-10.

⁵ Cette typologie simple a été élaborée à des fins pédagogiques, dans le cadre d'abord d'un cours sur la photographie enseigné en 2006-2007 avec Jean-François Staszak en Licence de géographie de l'Université de Paris 1, puis d'un cours sur les images et la géographie enseigné de 2007 à 2012 avec Cesare Romani en Master de géographie à l'Université de Bologne.

- (a) Ce peuvent être des documents à analyser, un type de données parmi d'autres, et il s'agit alors d'images produites par des non géographes - sauf dans le cas d'une étude épistémologique s'intéressant justement aux images des géographes⁶ - le plus souvent sans lien avec la recherche qui s'en empare ; sauf dans le cadre de projets ayant recours à la photo-élicitation⁷ ;
- (b) Ce peuvent être des enregistrements effectués par le/la chercheur(e) au moment de son enquête, et l'image (photographie ou film) devient alors un outil parmi d'autres mobilisé sur le terrain, un carnet de notes un peu particulier sur lequel on revient au moment de l'analyse ;
- (c) Ce peuvent être enfin des productions réalisées afin de diffuser les résultats d'une recherche, ou de communiquer d'autres aspects à son propos. Dans ce cas, le/la chercheur(e) concerné peut occuper différentes positions, de celles de conseiller-expert à celle de réalisateur assurant toutes les phases de la production, de la recherche de financements à la diffusion du produit fini en passant bien sûr par la prise de vues et le montage.

Si la différence entre le premier statut et les deux suivants est nette, elle l'est moins entre le deuxième et le troisième dans la mesure où, pour réaliser une production en images (la série photographique, le poster ou la série de posters et le film documentaire étant les trois formes principales) les chercheurs, surtout quand ils sont réalisateurs, utiliseront le plus souvent des enregistrements effectués sur le terrain dans un esprit de prise de notes.

Il est intéressant de remarquer que si les géographes ont très tôt pratiqué la prise de vues photographiques et filmiques (dès la fin du XIX^e siècle pour les premières, dès 1912 pour les secondes, où Jean Brunhes, sans prendre la caméra, suit de très près les opérations⁸) ils ont en revanche tardé à s'intéresser aux images produites par d'autres. Il n'y a là rien d'étonnant. Dans le cadre d'une géographie classique où le paysage occupe une place centrale on a très vite vu le film et, surtout, la photographie, comme des outils efficaces pour relever sur le terrain ce que l'on y trouvait. La photographie de paysage prolonge, puis remplace, le croquis à main levée. Elle complète la carte topographique, image abstraite, en proposant une image concrète - qui fonctionne comme une vue exemplaire - du même morceau d'espace. Cette fonction d'exemplarité vaut aux photographies d'entrer très vite dans les publications des géographes, en complément des textes, pour "illustrer" ceux-ci. Pour les mêmes raisons, les photographies sont rapidement entrées aussi dans les salles de classe : imprimées dans les pages des livres scolaires et projetées sur un écran fixé au mur pendant tel ou tel cours. Parce que ce sont des images de géographes, ces photographies sont légitimes à l'intérieur des textes savants et des enseignements destinés à transmettre un savoir. En revanche, s'intéresser aux images produites par d'autres est pendant longtemps impensable pour des géographes qui considèrent le discours

⁶ Voir notamment les travaux de Didier Mendibil sur les photographies des géographes français (1997 et 1999) et la thèse en cours de Luisa Simoës sur les films de géographes produits en France depuis les années 1910.

⁷ Cette technique d'enquête d'abord développée en sociologie visuelle consiste à demander aux enquêtés de prendre des photographies, suivant un protocole plus ou moins strict, pour les analyser ensuite. Elle connaît un certain succès en géographie depuis le tournant du siècle, notamment dans le cadre de recherches doctorales. À ma connaissance, le premier article de géographe consacré à la question date de 1998 (Michelin, 1998).

⁸ Voir la première partie de l'article collectif de Chenet, Simoës, et Laurent, 2011.

savant comme l'unique discours légitime sur le monde. Ce n'est qu'une fois consommé le passage de science naturelle à science sociale que les géographes peuvent considérer pertinent pour leur discipline de travailler sur d'autres représentations du monde que celles qu'eux-mêmes proposent. Encore aujourd'hui, les recherches sur les prises de vues réalisées par d'autres, sans être rares, restent relativement peu nombreuses.

Alors que les prises de vues, notamment photographiques, étaient très présentes dans la géographie universitaire jusque dans les années 1960-1970, elles en disparaissent presque totalement ensuite, puis font un retour discret et progressif dans les années 2000⁹. La crise de la représentation, doublée de la crise de la géographie, est passée par là. Dans le cadre de la seconde, on se méfie de l'image "du réel" car on lui reproche son évidence et sa superficialité. Donnant à voir un résultat, elle masque les vrais enjeux géographiques : les processus à l'œuvre, les causalités et effets de rétroaction, ainsi que les logiques, politiques, économiques, sociales, culturelles, sous-jacentes dans l'organisation de l'espace et des sociétés. La critique émane tant de l'analyse spatiale que de la géographie sociale alors naissante en France. Dans le cadre de la crise de la représentation, par ailleurs, on remet en question l'idée de la neutralité des prises de vues proposées par les scientifiques dans le même mouvement qui remet en question l'idée de la neutralité de leurs descriptions et la possibilité d'un savoir objectif en sciences sociales. L'idée que la photographie scientifique, et bien entendu le film, montre exactement ce qui est et qu'il n'y a donc pas de différence entre la chose et son image est battue en brèche dès lors que l'on démontre que toute prise de vue est le produit d'une intention spécifique qui organise le regard. Le rapport aux images "du réel"¹⁰ proposées par les sciences sociales évolue ainsi, fort logiquement, avec l'évolution de la compréhension de ce que sont les sciences sociales : savoir objectif sur le monde ou construction discursive rigoureuse mais immanquablement inscrite dans son époque, savoir irrémédiablement situé. Le lent retour de ce type d'images depuis une bonne décennie dans les travaux des géographes est marqué par cette double crise. Les images que l'on montre ne sont plus les mêmes, même si ce sont les mêmes vues. Elles ne sont plus transparentes, et sont dès lors mobilisées dans un but démonstratif et non simplement illustratif, dans une posture plus réflexive aussi, et dans une perspective plus épistémologique. C'est alors qu'elles deviennent vraiment intéressantes, à mon sens tout du moins.

Réaliser des films documentaires

Si j'utilise beaucoup la photographie dans mes enseignements et l'insère dans la mesure du possible dans mes publications¹¹, si j'ai également accordé une attention particulière à la communication scientifique sous la forme de posters¹², c'est principalement sur la réalisation de films documentaires que portent mes explorations en écritures alternatives.

⁹ Je ne parle pas ici des publications de valorisation écrites par des universitaires mais à l'attention du public scolaire ou du grand public.

¹⁰ J'utilise l'expression en écho au mouvement du "cinéma du réel" des années 1970, qui défendait un cinéma de fiction aux limites du documentaire car véritablement en prise avec la vie des gens dont traitait le film. Je l'emploie aussi pour des raisons pratiques, car elle permet de séparer ces images-là des cartes, croquis et autres figures abstraites, qui sont aussi des images. Bien entendu, il convient de rester critique vis-à-vis de l'idée de réalité, les images dites "du réel" étant elles aussi des constructions, l'expression d'un certain regard.

¹¹ Pour une démonstration réflexive de cette utilisation, voir Collignon 2004 [21].

¹² Voir volume 2 de ce dossier, page 19.

J'ai eu la chance, en 1997, d'être entraînée par mon collègue de Paris 1 Xavier Browaeys dans l'aventure du film documentaire en géographie¹³. Il s'agissait de participer à un cours d'initiation à l'analyse et à la réalisation de documentaires géographiques s'adressant à des étudiants de 3^e année. C'est ainsi d'abord par l'enseignement que je me suis intéressée à l'audiovisuel en géographie¹⁴. Très vite cependant, j'ai mis ma pratique de la recherche à l'épreuve de cette méthode d'enquête et d'écriture particulière, et utilisé la vidéo pour enregistrer des entretiens menés en Arctique inuit en avril 1998 puis monté mon premier film documentaire, autour de ces entretiens filmés, au printemps 2000 puis 2001. J'en ai depuis réalisé quatre autres, dont trois pour lesquels j'ai comme pour le premier assuré seule toutes les étapes de la production (écriture, tournage, montage et post-production). Le coffret DVD joint à ce dossier, qui constitue la partie 8 du volume 3 proposant une sélection de mes publications, contient quatre de mes cinq films, dont trois dans deux versions différentes.

Dans sa présentation de ce qu'il appelle la "démarche géodocumentaire"¹⁵, Benoit Raoulx (2009a et 2009b) dresse le portrait de géographes-cinéastes endossant aujourd'hui tour à tour tous les habits d'une équipe de production et jouant tous les rôles : auteur du synopsis ou note d'intention en amont, auteur du scénario plus avant dans le projet, preneur des images et des sons lors du tournage, dérusheur et sélectionneur des mêmes images ensuite, monteur ou co-monteur, puis diffuseur et promoteur du film. Cette condition d'homme-orchestre¹⁶, tout à fait atypique dans le monde du cinéma professionnel, nous rangerait définitivement dans le monde des amateurs si nous ne revendiquions pas une intention particulière, valant étiquette : celle du documentaire de recherche. Nos productions ont vocation à être considérées comme des publications scientifiques, à entrer dans les calculs de bibliométrie chargés aujourd'hui de valider nos activités de recherche et de garantir le sérieux avec lequel nous faisons notre métier. Cette reconnaissance reste un combat, sur un double front : celui de la qualité scientifique de ces écritures alternatives, celui de l'investissement intellectuel et temporel qu'elles exigent. Mais que fait-on lorsque, géographe, on fait un film ?

Tout d'abord, lorsque chercheur on se fait cinéaste, on retrouve des procédures proches de ce que l'on connaît. Produire un film documentaire n'est après tout que choisir une forme particulière pour conduire une recherche¹⁷. La plupart des étapes de cette production présentent bien des ressemblances avec celles par lesquelles on avance dans un projet de recherche "classique". Le synopsis, ou note d'intention, s'organise suivant des rubriques semblables à celles attendues dans un projet de recherche : Intention thématique (sur quoi vais-je travailler ?), intention théorique (pourquoi ? quels sont les enjeux scientifiques d'une telle

¹³ Voir les publications de Xavier Browaeys à ce sujet, 1999 et 2001.

¹⁴ Pour plus de détails sur la partie enseignement de ma pratique de l'audiovisuel voir le volume 2, page 19-20.

¹⁵ Pour Benoit Raoulx, cette démarche "n'est pas la simple transposition du film en géographie, mais une méthode qui s'appuie sur l'incorporation d'un regard géographique sur la géographie vécue." (Raoulx, 2009a, point 5(3) (n'ayant pu consulter la version publiée de ce texte, je ne dispose pas de l'information précise concernant la pagination).

¹⁶ Peut-on dire "femme-orchestre" ? - le correcteur automatique de Word ne proteste pas, lui pourtant qui ne connaît pas le verbe "percoler".

¹⁷ Voir Collignon et Romani 2010, Raoulx 2009a, point 6.

recherche ?), intentions visuelles et sonores (comment ?). Selon que l'on maîtrise plus ou moins le sujet au départ, l'écriture du scénario intervient plus ou moins tôt, mais on est là aussi en terrain connu : on est proche du temps d'élaboration du plan détaillé, d'une trame que l'on se propose de suivre pour développer la thèse, de la façon dont on envisage de mobiliser tour à tour les informations et les analyses dont on dispose pour dérouler l'écheveau de la recherche et de l'argumentation pour, *in fine*, emporter l'adhésion des spectateurs du film projeté ou du lecteur du texte publié. Le montage, pour sa part, a bien des affinités avec la rédaction, au-delà des différences techniques. Il y a donc beaucoup de similitudes avec la réalisation d'une recherche "classique", de celles qui, justement, permettent d'inscrire le "géodocumentaire" dans le cadre d'un travail scientifique. Produire un film relève d'abord d'un montage intellectuel.

Le tournage en revanche est un moment beaucoup plus étranger au chercheur et qui, pour moi, le demeure. Certes, sur le terrain, nous avons été entraînés à observer, moins à écouter, à prendre des notes et faire des croquis, moins à prendre des photographies. À propos de ces dernières, il est attendu que les géographes en prennent, mais rares sont les formations qui accordent du temps à l'apprentissage de la prise de vues. Comme si photographier allait de soi. Et si photographier ne va pas de soi, filmer, c'est-à-dire organiser une prise de vue incluant le mouvement (soit dans le cadre, soit du cadre lui-même, soit des deux à la fois) et la prise de son, encore moins. De mon point de vue de chercheur-géographe cinéaste-amateur, le tournage pose deux difficultés principales.

Tourner un film documentaire ; appréhender le terrain comme un récit

Tout d'abord, par rapport à la photographie, l'unité de sens change de pas. Nous savons que pour faire sens, une vue doit avoir été prise avec une intention. Et que c'est cette intention qui organise l'image : le cadre, l'angle, la profondeur, le format (portrait ou paysage), l'échelle bien entendu (du plan "macro", ou zoom, au plan le plus large possible), l'exposition par rapport à la ou les sources de lumière, les jeux de focale et de mise au point, et le positionnement du ou des sujets, principaux et secondaires, dans le cadre.

S'agissant d'une vue filmée, à tous ces éléments s'en ajoutent d'autres : Combien de temps doit durer mon plan pour faire sens ? S'il y a mouvement de caméra (zoom, panoramique horizontal ou vertical), à quelle vitesse doit-il se faire, et dans quel sens (avant/arrière, de gauche à droite/de droite à gauche, du haut vers le bas/du bas vers le haut) ? Si c'est l'opérateur qui se déplace, et avec lui la caméra (travelling), à quelle vitesse doit-il/elle se déplacer, et dans quel sens (avant/arrière, à nouveau) ? Faut-il suivre les personnes (ou les animaux, ou les choses - un nuage ou un sachet de plastique) qui se déplacent dans le champ ? Ou simplement les laisser le traverser, en entrer puis en sortir ? Si je les suis, pendant combien de temps ? Jusqu'où ? L'intention n'est plus un instantané, elle doit tenir dans la durée, et dans le mouvement si mouvement il y a.

Cette durée n'est pas celle d'un long moment arrêté. C'est celle d'un temps qui défile, irrémédiablement, comme défileront le film sur l'écran. Il défile dans la durée du plan, mais aussi dans la succession des plans, qui est une autre dimension qu'il faut, au cinéma, avoir à l'esprit dès lors que l'on commence à filmer. Ainsi, dès le tournage, il s'agit de construire un récit, de se

projeter dans un rapport narratif à ce que l'on voit et entend. Or, la mise en récit du terrain n'est pas un mode que l'on enseigne en science sociales, où l'on apprend plutôt à décortiquer pour pouvoir analyser. La photographie accompagne bien cette façon que nous, chercheur(e)s, avons de scruter. Le film le permet aussi bien sûr, mais selon une autre modalité, où quoi que l'on montre et fasse entendre le temps s'écoule en 24 images/seconde, même lorsqu'un plan fixe propose un arrêt sur image, car l'arrêt est compté et son temps déterminé. Bien sûr, beaucoup de choses pourront être réglées au montage, mais si ces questions n'ont pas été prises en compte lors du tournage la force intentionnelle des prises de vues, et de sons, sera moindre, et c'est toute la qualité des rushes qui s'en ressentira. Et si certains enchaînements n'ont pas été anticipés au tournage (par exemple lorsqu'on filme des corps en mouvement, des gestes signifiants, ou que l'on veut décrire un paysage - c'est-à-dire, au cinéma, le raconter) ils manqueront irrémédiablement au montage et certaines choses seront impossibles à faire, à montrer, à donner à entendre. Alors que dans une recherche classique la phase principale de recueil des données est bien séparée de la phase d'analyse (ce qui n'exclut bien sûr pas d'opérer un second recueil, complémentaire, après une première analyse) et plus encore de la phase de rédaction, dans la réalisation d'un film documentaire de recherche le tournage est à la fois recueil et déjà mise en récit, ce qui exige que l'on mette en œuvre au moins un premier niveau d'analyse.

Dans la démarche classique du film documentaire cette difficulté ne se présente pas, ou très peu. En effet, l'ordre normal des choses, pour de telles productions, est de procéder en amont à une enquête de terrain, puis d'écrire le scénario, puis de procéder au tournage. Bien entendu, celui-ci n'est jamais exempt d'imprévus, mais la mise en récit étant faite il est relativement aisé de gérer ceux-ci. Rien n'empêche de procéder de la même façon lorsque l'on réalise un documentaire de recherche. C'est le choix que fait Benoît Raoulx pour *Traplines in Vancouver* (2003)¹⁸, mais aussi Marie Chenet pour *Entre chiens et loups* (2010), pour ne citer que deux exemples de films de géographes. C'est aussi la façon dont j'ai procédé pour *Mary's qulliq* (2008 [40], tourné en 1998) ainsi que pour *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* (2005-2006 [42], tourné en 2003).

Pour *Mary's qulliq* ("La lampe de Mary"), suite aux entretiens menés à Ulukhaktok avec des femmes âgées et traduits en simultané par Mary Uyarartek (née en 1934), je lui ai proposé d'aller un jour filmer une séquence au cours de laquelle elle raconterait l'histoire de sa lampe, reçue en héritage de sa mère, qui la tenait elle-même de sa mère qui l'avait héritée de sa propre mère¹⁹. Nous avons discuté ensemble des points qu'il serait intéressant d'aborder et Mary est arrivée le jour dit, très préparée, ayant bien réfléchi à ce qu'elle souhaitait dire et montrer. Le tournage s'est fait en une seule prise, en un long plan-séquence qui est un seul plan fixe sur 95 % de son déroulement. À la fin du tournage, Mary a proposé que l'on tourne une seconde scène le soir même, chez elle, où elle allumerait la petite lampe qu'elle s'était sculptée quelques années auparavant - un modèle réduit de la "vraie" lampe, en somme - afin de compléter notre documentaire.

¹⁸ Voir aussi l'article qui explicite la démarche de recherche sur le terrain puis de construction du film (Raoulx 2006)

¹⁹ On se perd ensuite un peu dans le temps mais il est certain que l'objet remonte au moins au milieu du XIX^e siècle, et sa valeur archéologique est d'autant plus grande qu'il est encore intact.

J'ai eu l'idée du film *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* très vite après avoir fait mes premières armes en vidéo, vers 2001. Raconter dans un film l'enquête toponymique menée avec les Inuinnait en 1991-1992 pour ma thèse de doctorat me semblait une très bonne façon de leur laisser une trace du travail accompli et de le replacer dans le contexte plus large du mouvement de reconnaissance des toponymes autochtones, en explicitant les enjeux politiques et géopolitiques de la nomination des lieux, à côté des enjeux culturels plus aisément perçus localement. J'y voyais aussi la possibilité, par le même film, de présenter à des collègues et étudiants une méthode pour le recueil systématique de séries toponymiques. J'avais donc écrit, à mes heures perdues, un scénario et me promettais – procédant un peu à l'envers – d'écrire une note d'intention pour présenter ce projet à l'IPEV²⁰ afin d'obtenir un financement pour sa réalisation, à l'automne 2003 ou au plus tard 2004²¹. De sorte que, lorsqu'en "simple visite" à Ulukhaktok en août 2003 les Inuinnait ont profité de ma présence pour organiser l'ultime réunion de validation des toponymes recueillis 12 ans plus tôt avant la présentation d'une demande de reconnaissance officielle de ces noms de lieux par l'Assemblée législative territoriale, qui serait entérinée ultérieurement au niveau Fédéral, à peine rentrée me coucher après plus de trois heures de réunion dont j'avais pu filmer 1h30 environ, j'ai soudainement compris que je tenais mon film. Il suffisait de modifier un peu le scénario pour donner à la réunion une place centrale, ce qui me permettait de résoudre le problème pratique sur lequel je butais avec mon scénario originel : comment parvenir à organiser une discussion entre Inuit autour de cartes et de toponymes sans que cela soit totalement artificiel ? Je devais quitter le village le surlendemain. Je disposais donc de 24 heures pour filmer tous les plans nécessaires à la réalisation d'un vrai film documentaire, et non pas seulement au montage en bout à bout d'une longue réunion. Nous étions à la mi-août, je pouvais donc encore compter sur de très longues journées. Par chance, le temps était stable et semblait vouloir le rester (le mois d'août est connu pour ses tempêtes et épisodes pluvieux). Et surtout, je savais exactement de quelles images j'avais besoin, puisque j'avais déjà écrit le scénario et que le film traiterait d'une recherche achevée, dont je maîtrisais très bien tous les aspects et savais exactement ce que je souhaitais communiquer cinématographiquement, ayant déjà publié beaucoup de textes à son propos.

Dans les cas évoqués ci-dessus, le film relève du troisième statut possible de l'image, suivant la typologie proposée au début de ce chapitre (page 51). Mais dans une démarche de documentaire de recherche on peut faire le choix de construire autrement le propos, et de faire jouer un autre rôle au projet de film. Dans ce rôle, le film ne se situe plus en aval de la recherche, dans la phase de diffusion des résultats, mais au cœur même de la recherche, dans la

²⁰ Institut Polaire Français - Paul-Emile Victor. le CNRS a délégué à cet organisme public la responsabilité du financement des recherches polaires, arctiques et antarctiques, dans toutes les disciplines. Depuis la création de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) il est aussi possible de présenter des projets polaires auprès de cette Agence, dans le cadre des programmes "blancs" et "jeunes chercheurs".

²¹ Ce long délai entre l'idée, l'écriture, et le dépôt du projet puis son éventuelle conduite est à mes yeux une bonne illustration du rythme de croisière de bien des maîtres de conférences marqué, du côté de la recherche, par les exigences d'une navigation complexe entre diffusion prolongée des résultats de recherches terminées, ce qui permet d'approfondir la réflexion, conduite des projets en cours et montage de nouveaux projets, à quoi s'ajoutent le conseil aux doctorants (dans le cadre d'un Comité de thèse ou en dehors de tout cadre) et la direction des premiers pas dans la recherche des étudiants de Master.

phase de recueil des données et de construction de l'analyse. Il relève alors d'abord du deuxième statut de l'image, avec ceci de spécifique que l'on sait à l'avance que ces enregistrements serviront de base à la réalisation d'un film permettant de diffuser les résultats, à un document relevant du troisième statut.

De sorte qu'il ne s'agit pas d'enregistrer, comme une forme particulière de prise de notes, mais bien de filmer, avec une intention qui se projette déjà dans l'argumentation narrative à venir. La dimension exploratoire est alors bien plus grande, car elle dépasse largement la seule question de l'écriture. On filme sans très bien savoir ce que l'on veut donner à voir, mais pourtant il faut déjà commencer à le construire. La distance entre les phases de collecte des données, d'analyse, et d'élaboration des conclusions se réduit, l'espace-temps de la recherche se contracte, s'il n'y avait un temps de montage à venir on serait presque dans une unité de temps, de lieu et d'action, comme dans les plus belles pièces du théâtre classique²². Dans les projets de vidéo-participative, tel celui conduit par Solène Beaucher, des femmes sans-papiers du Ministère de régularisation de Tous les Sans-Papiers occupant alors d'anciens locaux de la sécurité sociale rue Beaujolais (Paris, 18^e) et trois autres étudiantes françaises, on se met forcément dans cette situation (Beaucher 2010²³). Élément central d'un projet de recherche-action, le film *Las playitas* (Raoulx 2007) a été réalisé de façon similaire²⁴.

Il en va de même pour mon premier film, *Des igloos aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit* (2000-2001). J'avais depuis l'hiver 1996-1997 le projet d'approfondir la question des espaces domestiques inuit, tant j'avais été frappée par à la fois l'instabilité et la labilité de ces intérieurs lors de mon long séjour parmi les Inuinnait au début des années 1990 dans le cadre de mon travail de thèse. J'obtins les permis de recherche début 1998 et organisai donc une mission de terrain pour le mois d'avril de cette année-là. Ayant été initiée à la vidéo documentaire depuis la rentrée 1997 par Xavier Browaeys, je partis avec dans mon sac marin un pied de bonne taille, et dans mes bagages à main un caméscope HI8, un micro et un porte-micro, un micro-cravatte et 8 cassettes vierges. À vrai dire, je n'étais pas tout à fait convaincue de l'opportunité de faire un film documentaire sur ce sujet que je ne maîtrisais guère encore. Je le faisais surtout par souci de cohérence - si j'enseignais aux étudiants tout l'intérêt de l'approche vidéo en géographie, il fallait bien que je donne l'exemple - et un peu pour voir.

J'avais sagement acquiescé quand Xavier m'avait dit que j'allais faire un film, mais en mon for intérieur je pensais que j'allais enregistrer les entretiens comme j'aurais autrefois pris des notes, que ces prises audiovisuelles seraient ma matière brute que j'analyserais ensuite, mais que je n'irais pas jusqu'à la réalisation d'un film, me sentant peu compétente et, surtout, n'étant pas très motivée pour y consacrer un temps mieux employé à écrire des articles, me semblait-il. Filmer serait un outil de recherche, et mes images seraient des données un peu particulières à analyser. En outre, je ne pouvais pas écrire un scénario en amont du tournage car je ne savais pas au juste ce que j'allais trouver. J'avais bien quelques hypothèses à propos de ces espaces domestiques, mais, si j'avais besoin de mener des enquêtes de terrain, c'est que la thèse était

²² Le "tourné-monté" cher à l'école de Jean Rouch, qui évacue la phase de montage en aval, tend vers cette unité. Avec ma collègue Marie Chenet et nos étudiants de première année de Master de l'UFR de géographie de Paris 1 nous avons pu en mesurer tout l'intérêt à l'automne 2011.

²³ Voir aussi le complément écrit accompagnant ce film réalisé au titre du mémoire de recherche de fin de Master.

²⁴ Voir Raoulx 2012.

loin d'être formulée. J'étais bien plus dans une démarche inductive qu'hypothético-déductive où le terrain aurait servi à vérifier une hypothèse déjà solide. Dans ce cas, j'aurais pu écrire le scénario et le plan de tournage. Je n'avais, pour ma part, qu'une liste de types de prises de vues sonorisées à faire : les maisons contemporaines de l'extérieur, des détails des intérieurs, la pièce principale, l'entrée, les visiteurs, les membres de la maisonnée chez eux, et bien sûr les entretiens. En fait, à peine arrivée, j'ai compris que je ne pourrais pas filmer les intérieurs, en dehors des moments d'entretiens. Non que les Inuinnait le refusassent. C'était moi qui m'y refusais, j'y reviendrais dans quelques paragraphes. Ma liste de prises à faire en était réduite d'autant. Mais surtout, cette liste de choses ne pouvait faire un film, car bien que chaque plan ait une intention celle-ci était séparée de toutes les autres, parce qu'il manquait la fameuse trame narrative dont j'ai parlé plus haut.

C'est progressivement, au fil de l'enregistrement des entretiens, que s'est peu à peu dessinée une possible narration démonstrative, alors que dans le même temps s'élaborait ma thèse à propos de ces espaces. Mais pour l'essentiel, la construction filmique s'est faite au retour, au moment du dérushage. De sorte que je n'ai pas, pour ce film, écrit de scénario et suis passée, du point de vue de l'écriture, directement de la note d'intention en amont de l'enquête au plan de montage en aval de celle-ci. S'agissant en outre d'un premier film, ce documentaire porte la marque de cette construction pour l'essentiel postérieure au tournage. Même si quelque chose de fort se dégage de ces femmes âgées, prises en plan américain le plus souvent, qui parlent sur un ton intense des iglus et reproduisent en miniature les gestes de leur vie quotidienne d'autan, le film manque de plans de coupe, de contre-champs, d'images venant en contre-point des propos tenus. On peut parler d'une certaine pauvreté des images. Mais cette pauvreté, non construite, fait aussi la force du film, en contrignant les spectateurs à concentrer leur attention sur ces voix, ces corps et ces mots. Elle l'inscrit résolument dans la catégorie "film de recherche", où la recherche est dans le film, par rapport aux films sur une recherche, où la recherche est en amont du film, comme c'est le cas pour le film *Des noms de lieux à la carte en pays inuit*.

Tourner un film documentaire avec des personnes ; accepter une relation particulière

La seconde difficulté du tournage, en géographie culturelle et sociale, est celle du rapport que la présence de la caméra, aussi petite soit-elle, instaure avec les partenaires de la recherche, avec les enquêtés. Comme l'a également souligné Benoît Raoulx (2009a et 2012), filmer n'est pas neutre et transforme la relation entre chercheur et cherchés.

L'une des conséquences de la simplification et de l'abaissement du coût du matériel est un certain engouement pour l'enregistrement vidéo des enquêtes par entretien, en remplacement de l'enregistrement audio, très répandu en sciences sociales et véritable dogme dans certaines écoles. L'enregistrement vidéo présente le double avantage d'être plus riche - le langage corporel ne disparaît plus - et plus plaisant à dérusher. Or, quand je pose l'enregistreur audio avec micro incorporé sur la table entre moi et mon interlocuteur(-trice), la mise en place est très rapide et bien souvent l'objet est vite oublié. Surtout, mon interlocuteur(-trice) sait que je vais ainsi pouvoir ré-écouter notre conversation, et que je vais me servir de ce qui a été dit pour ma recherche, mais il/elle n'imagine pas (ou très rarement) que je puisse diffuser cet enregistrement et que des inconnus vont entendre sa voix, mise en scène à l'intérieur d'un montage audio.

Entre moi, chercheure, et une journaliste de radio il n'y a guère de confusion possible. En revanche, quand je m'apprête à filmer le même entretien, même si je suis seule et non pas accompagnée d'un(e) preneur(-euse) de son et d'un(e) opérateur(-rice) comme c'est le cas pour les équipes de tournage professionnelles les plus réduites, je mets en place un dispositif beaucoup plus complexe, qui ne peut passer inaperçu.

Même dans les conditions les plus simples, comme lors du tournage de *Mary's qulliq* et *Des iglous aux maisons contemporaines*, je ne peux éviter un minimum de mise en scène. Il faut mettre en place le caméscope, c'est-à-dire décider de sa position – qui ne changera quasiment pas pendant l'entretien, pour éviter de déranger et aussi parce que, seule, je ne peux pas à la fois m'occuper de la prise de vue sonorisée et participer pleinement à notre échange. Il faut placer le micro, et vérifier que le son passe. Régler autant que faire se peut l'éclairage, régler la balance des blancs, faire la mise au point et la bloquer, et cadrer enfin – assez large pour que si mon interlocutrice bouge elle ne sorte pas du cadre, assez serré pour donner une certaine intensité à l'image. Toutes ces manipulations, qui prennent un peu de temps, font entrer tous les présents dans la scène, et nous devonons tous des personnages du film dont on va tourner quelques plans dans quelques instants. Nous sommes tous un peu différents, nous jouons tous un rôle²⁵, et la relation que je noue avec mes interlocutrices est différente car je suis désormais non seulement chercheure, mais aussi cinéaste. J'ai deux casquettes.

La première fait qu'elles savent que je vais décortiquer ce qui sera dit et vais en tirer des conclusions dans lesquelles elles pourraient ne pas se reconnaître, que je vais insérer leurs mots dans un texte qui sera mien²⁶. La seconde casquette fait qu'elles savent que des inconnus vont les voir et les entendre, et pas seulement lire ce que je vais écrire à leur sujet, même en les citant. Plus précisément, elles savent que je vais “les montrer”, c'est-à-dire que leur image et leur voix vont être prises dans une histoire que je vais construire, moi, et qui n'est pas l'histoire que chacune d'elle va me raconter. Notre échange quitte le cercle intime qui se construit entre nous, il devient irrémédiablement public – et en partie du moins, décontextualisé. Mes interlocutrices comprennent très bien la différence entre le texte et l'image, elles savent que ce n'est pas la même chose d'être placées dans les pages d'un de mes articles ou de mes livres et d'être projetées sur un écran face à un public d'inconnus. L'écrit aménage une médiation que l'écran annule. Certes, elles vont être vues et entendues. Mais parce qu'elles vont être montrées, et il y a là quelque chose de violent, quelque chose de terrible. Ainsi, à mon sens, la caméra rapproche des enquêtés, mais elle les éloigne aussi, elle les met à distance pour les “donner à voir”, et le terme de “donner” dit toute l'ambiguïté du rôle que je m'attribue.

Il y a donc, fondamentalement, un problème, un problème éthique, et potentiellement, un malaise. Il peut être résolu, et nous l'avons résolu, par la confiance que mes interlocutrices m'accordent, et le pacte tacite que je passe avec elles : je m'efforcerai de construire une histoire

²⁵ Certes, nous passons notre vie à jouer un, et même des, rôles, si l'on en croit Erwin Goffman, que je trouve d'ailleurs assez convaincant. Mais dans le cas précis qui nous occupe, nous ne jouons plus seulement pour ceux qui sont présents et avec qui nous sommes en interaction. Nous jouons pour des spectateurs inconnus, dont nous ne savons rien si ce n'est qu'ils nous verront.

²⁶ Il faut tenir compte ici du fait que, pour éviter des propos trop généraux, je parle de la situation en pays inuit, où la figure du chercheur est familière et où l'on sait depuis longtemps que si les chercheurs ne reviennent pas toujours ils parlent toujours de vous dans leurs livres.

qui respecte leurs paroles mais aussi leurs voix et leurs corps. Et lorsque, regardant un premier montage du film *Des iglus aux maisons contemporaines*, mon collègue et ami Jean-François Staszak m'indique qu'il trouve que "toutes ces vieilles femmes avec les seins qui tombent" donnent une tonalité un peu misérabiliste à mon film²⁷, je prends note et m'efforce de trouver les moyens de corriger ce grave défaut dans le second montage. Je ne peux pas modifier les corps, il ne s'agit d'ailleurs pas de cela dans sa remarque. Il s'agit, par le montage mais sans artifices, de créer un meilleur équilibre entre les types d'images qui défilent et, ensemble, construisent la démonstration narrative.

Le film *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* ne pose pas la question de façon aussi dramatique parce qu'il ne comporte pas d'entretien, de face à face entre le cherché et moi - qui me confonds au moins pour partie avec la caméra. Avant de filmer la réunion j'ai bien sûr demandé l'autorisation de le faire. Mais une fois la caméra en place, juchée sur son pied sur une table derrière notre grande table ronde, elle tourne toute seule, plus personne ne s'en occupe, pas même moi - d'autant que je n'ai même pas un micro externe à disposition, ce qui simplifie le dispositif et m'épargne le souci de vérifier que le son "passe". Cependant, la difficulté demeure, la violence du "donner à voir et à entendre", de la projection à l'écran qui va montrer mes interlocuteurs est la même. Et justement parce qu'elle est moins évidente, il convient d'y être encore plus attentif. Aussi, lorsque mes collègues de l'équipe EHGO (Epistémologie et histoire de la géographie), mon équipe de recherche au sein de l'UMR Géographie-Cités, manifestent lors de la projection d'un premier montage une certaine incompréhension de ce qui se joue dans la réunion qui constitue l'élément central de mon film, en raison de l'atmosphère très détendue de celle-ci²⁸, je prends note et m'efforce de restaurer mes personnages dans tout le sérieux que masque le rire lors du second montage.

Une relation de confiance est donc absolument nécessaire pour pouvoir gérer cette relation particulière qu'instaure la présence de la caméra et la conscience de tous les présents qu'ils sont ainsi transformés en personnages. Il ne s'agit pas seulement de la façon dont on filme, dont on met en récit et dont on monte. Il s'agit aussi de ce que l'on accepte non seulement de ne pas montrer, mais même, de ne pas filmer. Ainsi, Benoît Raoulx commence son film *Traplines in Vancouver* (2003) par une introduction à la géographie sociale de la ville prise en charge par un marginal au visage très abîmé et aux yeux pleins de malice, filmé en plan moyen sur des rails où courent des d'herbes folles et entre deux bâtiments désaffectés. Il indique à un moment, s'accompagnant d'un geste : "j'habite derrière ce bâtiment là-bas" et ajoute aussitôt : "Mais ne filme pas, OK. Je ne veux pas que tu fasses ça"²⁹ tandis que son index souligne cette interdiction par une oscillation de gauche à droite (0'29:16-21). Et Benoît Raoulx ne filme pas ce logis. Mais il garde la phrase, qui signale d'emblée aux spectateurs qu'ils ne verront pas dans ce documentaire d'images volées, qu'il y a accord plein et entier des participants au film pour devenir des personnages, et voir montrée à d'autres la partie d'eux-mêmes et de leur quotidien qu'ils ont accepté de montrer.

²⁷ Communication personnelle, Paris, avril 2000.

²⁸ Débat lors du séminaire interne mensuel de l'équipe, Paris, 28 janvier 2005.

²⁹ "I live behind that building over there. But don't take a picture of it OK. I don't want that to happen."

Pour ma part, je n'ai pas trouvé de façon aussi élégante de traiter cette délicate question. Simplement, j'assume que l'on ne voie pas certaines choses dans mes films, et le reproche qui pourra m'en être fait. Comment puis-je prétendre faire un film sur les espaces domestiques inuit et ne pas les montrer ? Je le fais pourtant, car je ne puis me résoudre à filmer leurs intérieurs pour les donner à voir ; ce serait à mon sens violer leur intimité et l'amitié qu'ils me font en me laissant la partager. D'autant plus que le regard extérieur que pourraient porter mes collègues ou mes étudiants sur ces intérieurs risquerait de n'y voir qu'un désordre peu flatteur, et que j'aurais bien du mal à en expliquer sans lourdeur toute l'organisation sous-jacente et à en exprimer toute la chaleur. C'est pour cette raison que j'ai répugné d'emblée à réaliser des prises de vues d'intérieurs, en dehors des moments d'entretiens. Et je n'ai pas changé de position depuis.

Produire un discours audiovisuel, pour quoi faire ?

Pendant longtemps, le rôle du/de la géographe dans la production de films documentaires à caractère géographique affirmé était celui de l'expert(e) ou du co-auteur(e) du projet et du scénario. Il/elle pouvait s'exprimer sur certains choix de montage, mais en aucun cas il n'était question de prendre en charge les aspects les plus techniques du travail. Pourquoi ne pas être restés dans cette position, somme toute confortable et plutôt satisfaisante du point de vue de la reconnaissance du savoir spécifique des chercheurs ? Pourquoi encombrer nos emplois du temps déjà surchargés des semaines de tournage et de montage ? Pourquoi risquer de faire, et souvent faire effectivement, moins bien que ce que savent faire si bien des professionnels de ces manipulations ? Pourquoi alourdir nos valises déjà pleines à craquer d'un matériel certes plus léger aujourd'hui mais qui reste relativement encombrant, notamment si l'on tient à filmer avec un pied, fragile et précieux ce qui signifie qu'il faudra être constamment attentif à ce qui se passe autour de lui, en situation de tournage mais aussi, parfois, dans notre chambre même. Une de mes étudiantes de Master ayant réalisé son mémoire sur la ville de Libreville (Gabon) sous forme de film documentaire commente fort bien, dans son complément écrit, à quel point emporter systématiquement caméscope, micro et surtout, pied, dès que l'on sort de chez soi pour aller enregistrer quelques minutes de prises de vues parce que l'occasion qui se présente maintenant pourrait ne pas se représenter, peut être pénible quand il fait plus de 30°C à l'ombre et que le taux d'humidité frise les 98 %³⁰. Caler le pied sur un sol gelé, se pincer les doigts, enlever ses moufles pour placer le caméscope et faire les réglages, même par un simple - 15°C, est tout aussi pénible. Alors, pourquoi ? Je ne répondrai bien sûr ici que pour moi, on trouvera d'autres réponses de géographe dans les différents articles de Benoît Raoulx (2009a, 2009b et 2012 notamment).

Premièrement, réaliser un film de A à Z, en prenant en charge toutes les étapes de sa fabrication – ce qui n'empêche pas de se faire seconder à certains moments, notamment au tournage mais aussi, pourquoi pas, au montage – est le seul moyen à mon sens, pour nous qui ne sommes pas des professionnels du cinéma, de vraiment maîtriser cette production et de pouvoir la revendiquer comme une forme particulière d'écriture scientifique, une publication de

³⁰ Alice Miquet, 2012, *Libreville, ravalement de façade – complément écrit à un film documentaire*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Mémoire de première année de Master de géographie, manuscrit non publié.

recherche à part entière. En revanche, si nous laissons la main aux professionnels à un moment ou à un autre, le risque est très fort qu'ils imposent leurs choix au nom de leur expertise, où les codes de l'écriture filmique primeront sur ceux de l'écriture scientifique. Or, la valeur de nos productions réside aussi, pour moi, dans le fait que nous transgressons certains codes. Ainsi, lorsque mon collègue et ami Cesare Romani, cinéaste de formation initiale, me dit sur un ton péremptoire en regardant un plan panoramique où les toponymes s'inscrivent au-dessus des lieux qu'ils désignent au fur et à mesure que le mouvement de la caméra les révèle : “ça, on ne doit jamais le faire au cinéma”³¹, je l'entends, j'argumente, je l'écoute me dire qu'il faut trouver une autre solution filmique qui évite la superposition de trop d'informations sur le même plan (les images, les mots qui s'inscrivent et mon commentaire en voix off), mais finalement je garde ce plan hétérodoxe car il communique, à mon sens, quelque chose de ce regard sur les lieux, de loin et dans le mouvement, qui est une dimension forte de l'expérience inuit du territoire. Et je le garde en dépit, aussi, des imperfections techniques de mon panoramique – un peu saccadé – et du point noir qui se promène entre les nuages, et que je n'arrive pas à cacher complètement, parce que je n'ai pas pris soin de vérifier la propreté de mon objectif avant de filmer. On pourra me dire que revendiquer les maladresses et défauts de mes films est une façon un peu facile de les excuser. C'est un peu vrai. Mais il n'en reste pas moins que c'est aussi la marque d'un travail artisanal dont l'auteur géographe ne place pas les priorités au même endroit que le cinéaste³².

Ensuite, le film documentaire de recherche, comme la carte thématique conçue par le/la chercheur(e) lui-même / elle-même, permet de dire autre chose que le texte. Il n'est pas une illustration d'un article, il n'est même pas un complément. Il est un élément du discours qui, au même titre que le texte écrit, participe à la construction globale de la compréhension d'un phénomène, d'une situation, d'un des multiples aspects de l'expérience humaine du monde. Mobiliser l'écriture filmique c'est donc se donner les moyens d'enrichir le savoir que nous avons pour mission de produire. Ayant presque simultanément réalisé le montage de *Des iglus aux maisons contemporaines* et écrit l'article “Esprits des lieux et modèles culturels : la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit” [26] au cours de l'année 2000, et de la même façon réalisé le premier montage de *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* et écrit l'article “Recueillir les toponymes inuit, pour quoi faire ?” [23] au cours de l'automne 2004, j'ai pu mesurer à quel point ces deux types d'écriture ouvrent, par leur forme même, sur des réflexions différentes – qui peuvent bien entendu se croiser. L'un n'est pas le supplément de l'autre, ils sont complémentaires l'un à l'autre. C'est aussi cela qui caractérise le film de recherche, car on peut parfaitement, par ailleurs, réaliser un film qui illustre une thèse développée sous une autre

³¹ Bologne, janvier 2006, échange informel.

³² L'expérience de Madeleine Griselin confirme mes propos. Ayant réalisé seule de bout en bout un film sur ses recherches hydrologiques sur le glacier du Loven Est (Spitsberg) en 1992 (Griselin 1992), elle participa à la réalisation d'un film sur le même thème deux ans plus tard (Griselin 1994), mais cette fois-ci des “pros” tenaient la caméra et se tenaient derrière le banc de montage. Lors d'une projection devant des chercheurs de ce second film, on lui posa une question à laquelle elle répondit en évoquant son film de 1992. Le public demanda à le voir, elle prévint que c'était un film d'amateur qui ne tenait pas la comparaison face à la réalisation professionnelle que l'on venait de montrer. Il fut projeté tout de même. Et la salle estima qu'il était bien meilleur, bien plus intéressant que l'autre. L'histoire ne s'arrête pas là car, un responsable de la délégation Est du CNRS se trouvant dans la salle, il fut convaincu de la nécessité de promouvoir les films de chercheurs, et non pas les films scientifiques. Ainsi naquit le Festival du film de chercheur, qui se tient à Nancy tous les ans au printemps.

forme, tout comme on peut réaliser des cartes thématiques pour illustrer un propos, et insérer des photographies pour agrémenter un texte de quelques illustrations.

De plus le film, qui se déroule au rythme imposé de 24 images/seconde et exige une mise en récit, permet, parce qu'il est une projection en deux dimensions, d'échapper à la linéarité imposée par le texte écrit. Certes, un texte littéraire de haute qualité parvient à suggérer plusieurs dimensions dans la suite linéaire des mots. Mais l'écriture scientifique le permet d'autant moins que nous ne sommes pas des écrivains entraînés à le faire. L'image en revanche, quelle qu'elle soit (film, photographie, carte ou croquis) est non linéaire par essence, de sorte qu'il n'est nul besoin de compétences particulières pour échapper à la linéarité, puisque celle-ci est absente dans l'image en deux dimensions. Par rapport aux images fixes le film – image qui bouge – constitue un dispositif plus complexe, qui croise en permanence le temps linéaire du récit, image après image, plan après plan, et l'espace de chaque image qui propose simultanément plusieurs discours³³. On peut alors jouer de ce croisement pour proposer un document qui, sans perdre la clarté du propos, s'enrichit de propositions secondaires, comme autant de parenthèses ou notes de bas de page mais qui sont dans le film présentées simultanément au propos principal, sans extraction plus ou moins artificielle. La construction analytique, propre au texte scientifique, se double ainsi d'une vue plus globale, permet une approche plus holiste en somme. L'espace de l'image permet en particulier de communiquer sans lourdeurs toute une série de détails ethnographiques sur lesquels il est long et pesant de s'arrêter dans un texte écrit – si long et si pesant que, souvent, nous y renonçons, du moins en partie. Ainsi des corps et des gestes, des postures et des mouvements qui constituent le langage corporel, du timbre et du ton des voix, de la qualité des ambiances sonores, des personnages secondaires (les petites filles à côté de leurs grands-mères dans *Des iglus aux maisons contemporaines*, le bébé de Laverna Goose dans *Des noms de lieux à la carte*, l'arrivée de Nicholas Uluariuk dans la version longue de *Mary's qulliq* [40-bis]). De plus, le film permet que tout cela soit vu sans que l'on doive nécessairement s'arrêter dessus, le commenter et l'intégrer dans la démonstration. On peut suggérer, proposer ; au spectateur de s'en emparer, ou pas. Alors qu'écrivant je m'attache par mes formulations à obliger mes lecteurs à aller là où je veux qu'ils aillent, fermant toutes les portes par lesquelles ils pourraient tenter de s'échapper, ou de me contester, montant mon film je cherche au contraire à exploiter ces possibilités d'échappées que d'autres auteurs, pour d'autres types de films (les thrillers par exemple) s'attacheront à empêcher. Cette suggestion que permet la double dimension du film m'intéresse aussi comme moyen de rendre présent le "je" de l'auteur sans que ce "je" soit omniprésent. Lui donner toute sa place sans qu'il prenne tout la place, en somme. L'auteur est présent par le montage bien sûr, éventuellement par la voix off, par les encarts insérés entre deux séquences (comme je l'ai fait pour *Espaces domestiques, morceaux choisis*, 2002 [41]). On peut aussi faire entendre sa voix, ou même se mettre dans le cadre, pour évoquer sans s'appesantir son rôle dans les entretiens. C'est bien sûr le cas dans la seconde partie du film *Des noms de lieux à la carte*, où l'on me voit mener la réunion (ce qui renforce, aussi, la thématique de la méthode d'enquête dans le film), mais c'est aussi la fonction de ce très bref échange avec Mary qui me sollicite pour que je lui rappelle

³³ Je suis assez tentée de parler, en élève de Philippe Pinchemel, de la rencontre d'une dimension horizontale (le défilement des images) et d'une dimension verticale (le contenu de chaque image) dans chaque plan du film.

d'autres aspects dont on a convenu qu'elle devrait parler à propos de sa lampe (*Mary's qulliq*, 03'19-21"). Et quand j'insère ma voix rappelant à Mary la question qu'elle doit traduire en inuinnaqtun pour Taipana à propos de la façon dont elle construirait sa maison si elle pouvait le faire (*Des iglus aux maisons contemporaines*, 11'22-41"), il s'agit d'insister sur l'absurdité de la question, que Mary a bien du mal à traduire, et sur le fait que c'est bien moi qui la pose : elle ne serait sans doute pas évoquée dans un entretien conduit par des Inuinnait à propos de leurs espaces domestiques d'hier et d'aujourd'hui. À d'autres moments dans le même film, on m'entend acquiescer, partager un rire, ou m'excuser de poser des questions trop difficiles. Ce n'est pas le propos principal du film, son fil narratif, mais c'en est une des dimensions – sans qu'il soit besoin pour cela de procéder à un arrêt sur image. Ici, je joue aussi du champ/contre-champ, B-A BA de l'écriture filmique, qui en suggérant le contre-point rappelle au spectateur que ce qu'il/elle voit est le fruit d'un cadrage puis d'un montage, et non pas la situation telle que l'ont vécue ses différents protagonistes (dont certains peuvent ne même pas apparaître dans le film). De la même façon, j'exploite la polysémie de l'image pour inviter mes spectateurs à voir dans mon film ce que moi-même je n'y ai pas forcément vu, pour le transformer en document à analyser, en somme.

Par ailleurs, l'image est aussi chargée d'émotion. Le texte écrit peut l'être, bien entendu, mais ce n'est pas recommandé en matière d'écriture scientifique³⁴. La question des émotions a longtemps été considérée avec un certain dédain en géographie humaine comme en sociologie : on était là pour analyser des structures sociales, des logiques d'organisation, le vécu des personnes était secondaire. Or, ce qui m'intéresse, justement, c'est que l'image suscite des émotions, et que l'on peut alors mobiliser celles-ci pour faire comprendre, ou mieux comprendre, un phénomène ou une situation. Comme me le dit mon collègue Mick Mallon après avoir vu *Des iglus aux maisons contemporaines* : "c'est une chose de t'entendre parler de l'expérience de ces femmes, c'est tout autre chose de les entendre, et de les voir, elles-mêmes en parler"³⁵. Et pourtant, Mick connaît très bien les Inuit. Ainsi, par le film, je peux en douceur inviter mes collègues-spectateurs à renoncer au moins un peu, au moins quelques instants, à la séparation des émotions et de la raison et à tenter de suivre la proposition des Inuit qui de tout cela ne font qu'un, *isuma* (*isuma* en inuktitut), la pensée qu'ils logent dans le cerveau, ou de suivre les Hawaïens en matière de localisation et de placer tout cela dans leurs tripes³⁶.

Cette émotion que provoque l'image est sans doute ce qui explique pour une bonne part que la projection d'un film documentaire de recherche ouvre si bien au débat, y compris auprès d'un public de non spécialistes³⁷. On dispose ainsi d'une forme d'écriture qui parvient à rapprocher chercheur et cherchés, mais aussi chercheur et grand public. Le souci de la restitution, du retour sur le terrain d'enquête pour présenter les résultats, exposer ce que l'on a fait de ce qui

³⁴ Voir notamment Geraldine Pratt à propos des commentaires de certains collègues sur le côté trop émotionnel et mélodramatique de communications scientifiques à propos de l'expérience de travail des femmes philippines à Vancouver (Pratt, 2004, p. 1).

³⁵ "It's one thing to hear you talk about it, it's something else altogether to hear and see them talk about it". Communication personnelle, 4^e Congrès de IASSA, Québec, juin 2001.

³⁶ Voir p. 16 au premier chapitre de ce volume.

³⁷ Voir à ce sujet Raoulx 2006 et 2012 notamment, et Laurent in Chenet, Simoës et Laurent 2011.

nous a été dit est de plus en plus présent parmi les chercheur(e)s, et pas seulement en sciences sociales. En complément de l'envoi de publications rarement lues, diverses formes ont été tentées : la conférence plus ou moins formelle, la projection de diapositives (aujourd'hui de power-point) et/ou l'exposition de panneaux. Le film documentaire me semble offrir sur toutes ces modalités divers avantages. On peut à la fois organiser une ou des projections collectives et distribuer des copies auprès des personnes ayant directement participé à l'enquête. Ainsi, le document circule à des rythmes et dans des conditions différentes. Contrairement à la conférence, ou même à l'exposition, le film peut être vu plusieurs fois, à des intervalles de temps dont chacun décide selon sa convenance, et être mobilisé en fonction des besoins sans que le/la chercheur(e) doive nécessairement être présent(e). Il y a donc une possibilité beaucoup plus grande de réappropriation. Dans le même ordre d'idée, parce que l'image est polysémique, chacun est libre de voir dans le film ce qu'il veut, en plus ou même à la place de ce que le/la chercheur(e) a voulu y mettre. C'est ainsi que le succès de *Mary's qulliq* à Ulukhaktok est d'abord dû au fait qu'à la fin de la version longue on voit apparaître le frère de Mary, venu comme tous les soirs en visite chez sa sœur³⁸. Or, Uluariuk est décédé en avril 2002. Lorsque j'ai montré le film en février 2008, tous les spectateurs ont été très émus de le revoir ainsi en mouvement, et d'entendre sa voix caverneuse si typique. L'un des spectateurs, qui regardait le film chez lui, a même mis le film sur « pause » et pris une photo de l'écran de sa télévision au moment où Uluariuk lève la tête et me, nous, regarde.

À toutes ces raisons, s'il faut parler encore, s'ajoute pour moi le plaisir intellectuel du montage, en tant que bricolage où se mêlent à chaque instant, devant chaque plan, les réflexions les plus abstraites et les manipulations les plus concrètes. On se retrouve en somme en situation de faire l'expérience concrète de la relation intime qui lie le geste à la parole, si magistralement analysée par André Leroi-Gourhan il y a près de 50 ans³⁹. Ce plaisir est redoublé par celui de la découverte progressive du langage filmique, qui renvoie à mon goût pour l'apprentissage des langues étrangères – pour leurs sonorités et leur rythme mais surtout, pour le nouveau monde dans lequel chacune d'elle nous plonge. Dans le cas de l'écriture filmique, le plaisir est d'autant plus vif que j'en découvre les arcanes essentiellement en autodidacte, et que j'ai presque simultanément l'opportunité de les expliquer à d'autres plus débutants encore que moi : mes étudiants de l'Atelier GéoVidéo de l'UFR de géographie de Paris 1 et ceux du *Laboratorio Immagine e geografia* du Master de géographie de l'université de Bologne⁴⁰. Par ailleurs, alors que l'acte d'écriture de textes tels qu'articles, livres ou HDR, place l'auteur dans une certaine solitude, le montage encourage les échanges. Certes, on se fait relire, notamment pour les textes longs, et les meilleurs amis sont aussi les plus féroces lecteurs ce qui favorise la discussion. Mais rien ne s'approche des échanges que l'on peut avoir autour d'un banc de montage, où l'on discute chaque plan, où l'on cherche ensemble des solutions, où l'œuvre devient si vite collective, comme je l'éprouve chaque année avec mes étudiants de Master et comme je l'ai

³⁸ *Mary's qulliq*, 2008 [40-bis], 9'36"-10'20".

³⁹ André Leroi-Gourhan, 1964-1965, *Le geste et la parole*. Bien sûr, une bonne partie des théories avancées ont depuis été démenties par les nouvelles découvertes de la paléontologie, mais l'idée forte de l'ouvrage a gardé je crois toute sa pertinence.

⁴⁰ Voir pages 19-20 dans le volume 2 de ce dossier.

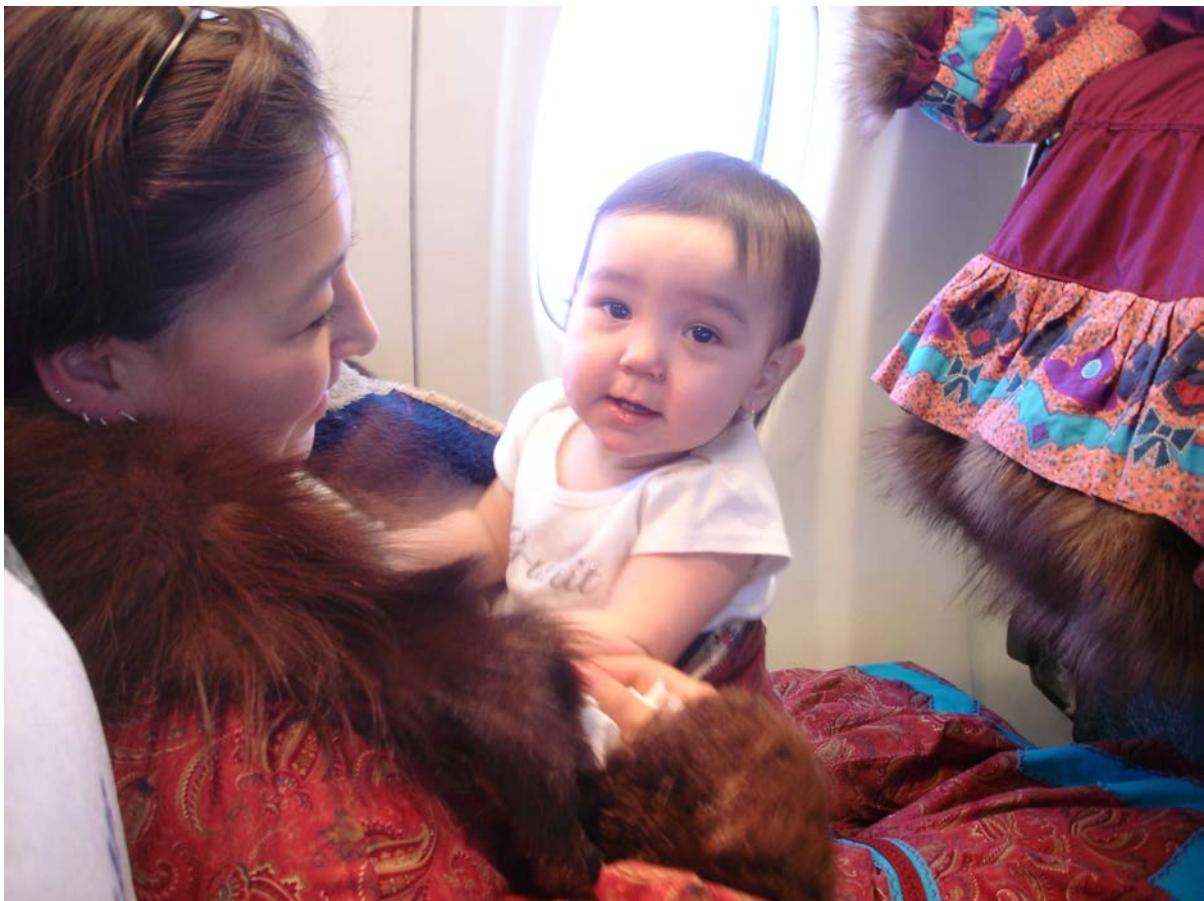
éprouvé avec mes propres films notamment avec Xavier Browaeys, Carine Gendrot, Alban Rideau et Cesare Romani.

Pour terminer sur ces recherches en écritures et ce que l'exploration des images et en particulier du film documentaire apporte à mon travail de chercheure, j'insisterai sur le fait que plus encore que dans l'écriture "classique" et dans l'enseignement, j'éprouve là ce qu'être géographe veut dire. Benoît Raoulx (2004, p. 151) pose la question : films de géographie sociale ou en géographie sociale ? Pour ma part, je ne me la pose pas en ces termes. Je suis sûre de faire des films en géographe, de sorte que je revendique que ce sont bien des films de géographie.



NOUVEAUX HORIZONS

Pour une étude des mobilités ordinaires des Inuit aujourd’hui



(Lisa Alikamek et sa fille Harley, vol First Air, Yellowknife - Ulukhaktok, janvier 2008 ©B. Collignon)

Les chapitres qui précèdent ont démontré, du moins je l'espère, comment mes recherches empiriques en arctique inuit nourrissent une réflexion géographique qui se veut de portée générale. Je compte garder le même équilibre dans l'organisation de mon travail dans les années à venir. Mes projets pour les années futures vont dans plusieurs directions, je choisis ici de n'en présenter qu'une, la plus concrète mais aussi la plus nouvelle par rapport aux thématiques que j'ai jusqu'ici travaillées.

Le renouvellement de mes questionnements en matière de recherche en Arctique inuit est étroitement lié à mon investissement continu sur le même terrain depuis mes premiers pas de chercheure, et à la régularité de mes visites¹ sur ce terrain, à titre professionnel mais aussi à titre

¹ Mon emploi du terme “visite” peut paraître un peu étonnant car il renvoie en français à une certaine formalité. C'est que je n'en ai pas trouvé de meilleur pour traduire *pulaaq* qui, dans la langue inuit, désigne une pratique sociale centrale dans la vie quotidienne (voir Collignon 2001 [25] et 2001-02 [39]).

strictement personnel². La formulation d'une nouvelle question, autour des mobilités ordinaires des Inuit à l'heure actuelle, est née de ces visites répétées.

En août 2003 Alban Rideau, mon mari, m'accompagnait pour la première fois en Arctique. Au bout d'une quinzaine de jours, il me fit remarquer comme était curieuse la façon dont les gens s'adressaient les uns aux autres quand ils semblaient ne pas s'être vus depuis quelques jours, et dont ceux qui avaient été absents du village quelque temps (une journée, une semaine, un mois, un an...) demandaient des nouvelles de tel ou tel. En effet, la première adresse n'était pas "Comment vas-tu ?" mais "Tu viens juste d'arriver ?" ou encore "D'où es-tu arrivé ?" Et les nouveaux arrivés demandaient : "Est-ce que untel est là ?" (sous entendu, dans le village), ou bien "Alors, qui est là" (sous-entendu, toujours, dans le village)³. Un ensemble d'adresses qui signifiaient que l'on ne s'attendait ni à ce que tout le monde soit là, ni à ce que ceux qui étaient là l'aient été depuis longtemps. Et la réponse la plus courante à propos des absents était "il/elle/eux voyagent" ("he's/she's/they're travelling"), et non pas "il/elle/eux sont à xx", avec mention d'un lieu précis.

Ainsi, alors que depuis l'installation des Inuit du Canada⁴ dans des villages dans les années 1940 à 1960 (selon les régions) la littérature anthropologique, y compris quand elle s'intéresse à la chasse et aux campements hors des villages, insiste sur leur sédentarité, sur cette profonde révolution culturelle et la façon dont elle a réorganisé la vie sociale, la vie active et l'économie des Inuit du Canada, les Inuinnait eux, (et sans doute bien d'autres Inuit canadiens), continuent de se penser dans la mobilité. L'état normal d'une personne est d'être en mouvement. On s'attend, *a priori*, non pas à la trouver là mais à ce qu'elle soit ailleurs.

Habituée depuis des années aux formulations typiquement inuit, j'avoue que je n'avais pas de moi-même fait grand cas de cette particularité. Mais mise en alerte par la remarque d'un néophyte que bien des choses étonnaient, je commençai à m'intéresser à la question. Comme mes collègues anthropologues travaillant en Arctique inuit, je m'étais jusqu'à présent presque exclusivement intéressée au territoire habité de longue date⁵ par chaque groupe inuit, tout en mentionnant à l'occasion l'importance de lieux situés bien en deçà du cercle polaire et en argumentant de leur intégration, au moins sur le plan conceptuel, au territoire inuit (voir Collignon, 1999 [17]). Or, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que la sédentarisation des Inuit du Canada n'a pas mis fin à une mobilité qui s'est très vite reconfigurée.

² Voir page 40 dans le volume 2 de ce dossier.

³ "You just came ?" ou "So where did you come from ?" et "So, who's all here ?" Précisons que je reproduis ici les formulations anglaises telles que les ont élaborées les Inuinnait, qui prennent quelques libertés avec la langue de Shakespeare.

⁴ Au Groenland et en Alaska, la fixation des Inuit dans des villages permanents, parfois de taille très réduite (voir par exemple *Les trente-six Eskimo de l'île aux mouettes* de Jean-François Le Mouel, 1984), est plus ancienne, remontant pour le moins à la fin du XIX^e siècle.

⁵ On notera que j'évite soigneusement l'expression consacrée "territoire traditionnel", expression fréquemment critiquée en raison de la dimension nostalgique et figée associée à la notion de "traditionnel", mais pourtant très souvent utilisée, assortie de force guillemets et justifications, car bien pratique. Et si je les critique, je ne suis pas moi-même exempte de petits arrangements similaires.

Une mobilité toujours valorisée, et reconfigurée

Les déplacements sur le territoire habité de longue date, le long d'axes bien connus qui relient des lieux qui sont autant de campements, de lacs poissonneux, de caches où déposer autrefois des réserves alimentaires et des outils pour la saison prochaine, aujourd'hui des barils d'essence et une partie du gibier quand la chasse ou la pêche a été si bonne qu'il est impossible de tout rapporter en une fois au village⁶, se poursuivent. Bien sûr, l'installation dans les villages permanents a eu pour corollaire une réorganisation des itinéraires et le passage, en matière d'organisation de l'espace, d'un territoire multi-polarisé en un territoire centralisé (voir Collignon 1994 [16]). Et bien sûr, tout le monde note la réduction de la superficie du territoire parcouru et de la durée du temps passé dans les campements, "sur le territoire" ("on the land") comme disent les Inuinnait. Et pour finir, ce ne sont plus toutes les familles ni même tous les hommes adultes qui parcourent régulièrement ce territoire, mais seulement quelques familles et rarement toute la famille. De sorte que le discours dominant, celui des observateurs extérieurs, ne cesse de souligner depuis plusieurs décennies une mobilité en régression et la rétraction du territoire familial.

Cependant, le discours des Inuit est différent. On peut bien entendu, tel Michel Onfray⁷ et quelques autres, balayer d'un revers de la main sa pertinence, en arguant qu'ils "ne se rendent pas compte", "n'ont pas le recul nécessaire pour bien apprécier leur situation" et "se bercsent d'illusions". Il me semble au contraire qu'on doit le prendre au sérieux, tout comme j'ai tenté de le faire à propos de la géographie de l'Arctique inuit⁸ ou de la pratique de la danse au tambour à Ulukhaktok⁹. Certes, on ne se déplace plus sur le territoire comme on le faisait autrefois, et les Inuit du Canada ne sont plus des nomades au sens classique du terme. Mais la mobilité reste perçue comme la norme, et chacun se pense et pense l'autre comme un être fondamentalement en mouvement. S'agit-il d'un simple retard d'adaptation du discours, de la représentation identitaire, à la situation contemporaine ? Un décalage temporel en quelque sorte, bien compréhensible de la part d'une société ayant vécu des transformations majeures au cours des cinquante dernières années et qui était bien peu équipée intellectuellement pour les comprendre, les penser. On perçoit d'emblée tout le paternalisme d'une telle interprétation.

Prenons donc les Inuinnait au sérieux. La culture valorise la mobilité comme un attribut essentiel de la vie - *uuman*, le cœur, est l'organe dont le battement génère dans les corps la chaleur qui permet le mouvement, il y a donc un lien direct entre le fait d'être en vie et le fait d'être mobile – et la vie quotidienne des Inuit est effectivement marquée, quand on y regarde de près, par une forte mobilité. Une mobilité qui n'est pas celle d'autrefois mais dont les Inuit, eux, perçoivent la continuité avec les formes anciennes. Comme pour l'organisation de l'espace sur le territoire (Collignon 1993 [16]), comme pour la lecture de l'espace géographique

⁶ Au nord d'Ulukhaktok, le toponyme "half-way lake" désigne exactement ce type de lieu : à peu près à mi-chemin entre le village et un campement très populaire pour la chasse à l'ours polaire au printemps, c'est un dépôt régulier d'essence et il arrive qu'on y laisse aussi des réserves de viande quand les traîneaux sont trop chargés.

⁷ Voir chapitre 2, page 29.

⁸ Voir ma thèse bien entendu (Collignon 1996 et 2006 [15]) mais aussi Collignon 2003 [5].

⁹ Voir chapitre 3, pages 44-45.

(Collignon 1996 et 2006 [15]), des éléments ont changé, le contexte a changé, mais le modèle conceptuel perdure.

Loin d'avoir autant décliné qu'on aime à le dire, la mobilité inuit s'est surtout reconfigurée. Les déplacements s'opèrent désormais plus souvent à l'échelle de l'individu (ou de quelques personnes) qu'à celle de la famille nucléaire ou étendue comme autrefois, et se déploient à diverses échelles de temps et de distances.

Les raisons de prendre l'avion pour aller ailleurs sont multiples : un emploi, pour une durée très variable, parfois quelques jours seulement par exemple quand il s'agit d'aller faire du baby-sitting pour des parents ou des amis devant eux-mêmes partir pour quelque temps et n'ayant trouvé aucune personne de confiance dans le lieu où ils résident ; une formation ; une réunion ; un problème médical ; une fin de grossesse, les services de santé du Nord ayant décrété depuis le début des années 1970 que les femmes inuit devaient toutes accoucher dans une maternité ; l'accompagnement d'un(e) malade âgé(e) qui ne maîtrise pas suffisamment l'anglais et a donc besoin d'un(e) interprète, ou d'un(e) malade très mal en point ; une visite à des amis ou parents financée par une rentrée subite d'argent ou une bonne fortune à la loterie ou au bingo ; l'envie de prendre des vacances dans une ville du Sud du pays (Edmonton notamment, destination très populaire parmi les Inuinnait) ; la cérémonie de remise de diplôme à un parent très proche à la fin d'une formation longue (études secondaires en général, très rarement post-secondaires) ; les funérailles de parents proches ; un tournoi sportif ; une rencontre inuit ou autochtone nationale ou internationale ; une conférence ou un colloque ; un échange scolaire ; ou simplement pour les plus aisés l'envie de faire un peu de *shopping* dans de grands magasins, notamment avant Noël.

À propos des distances, on peut distinguer quatre échelles principales :

- (a) L'échelle que l'on pourrait qualifier de locale, celle du territoire habité et parcouru de longue date, déjà évoquée ci-dessus ;
- (b) L'échelle que l'on dira régionale des entités administratives fortement marquées par les intérêts autochtones (pour le Canada, les territoires administratifs du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest) ;
- (c) L'échelle ationale où les villages inuit sont mis en relation avec les grandes villes du sud du pays ;
- (d) L'échelle circumpolaire enfin. L'importance de cette dernière ne cesse de croître car elle offre la possibilité d'une construction identitaire pan-arctique que la majorité des Inuit canadiens considère, non pas comme une alternative mais comme un complément utile, voir nécessaire, à une identité nationale qui n'est en aucun cas rejetée et qui est même souvent revendiquée.

Si les mobilités locales s'effectuent par les moyens de transports locaux, familiaux ou individuels (bateau et quad en été, traîneau tiré par une motoneige aux autres saisons), toutes les autres sont tributaires du transport aérien, assuré par des lignes régulières complétées par des vols charters (notamment pour les déplacements aux échelles régionales et circumpolaires effectués en groupe à l'occasion d'un événement particulier).

À propos de la durée des temps de déplacements, c'est-à-dire du moment où l'on est ailleurs que dans sa maison attribuée, que l'on soit vraiment en mouvement, en train de voyager, *aullaqtuuq* ("il/elle se déplace"), ou arrêté quelque part, les termes de reconfiguration, de transformation ou même d'évolution, s'avèrent moins pertinents. En effet, y compris avant la sédentarisation, la durée des déplacements était très variable. Il y avait bien sûr la mobilité quotidienne des chasseurs, dont la longueur du rayon d'action était variable et proportionnelle, principalement, à la durée du jour¹⁰ (d'autres facteurs météorologiques pouvant intervenir pour limiter les mouvements : tempêtes, blizzards, brouillards). Il y avait ensuite la mobilité des familles, se déplaçant d'un site à un autre en fonction des saisons et des mouvements du gibier qui les accompagnent. La durée du séjour dans chaque site comme la distance les séparant était très variable¹¹. À cette mobilité routinière, s'ajoutaient des déplacements sur de plus longues distances et moins fréquents, sans être rares, qui pouvaient concerner toute une famille ou seulement quelques uns de ses membres, et étaient motivés par le désir, et/ou le besoin, de rencontrer d'autres personnes, qu'il s'agisse d'Inuit, d'Indiens ou - à partir de la fin du XIX^e siècle ou du début du XX^e selon les régions - de *Qallunaat*¹². Enfin, certains individus ou certaines familles pouvaient partir seuls pour de très longues périodes, ayant décidé d'aller vivre ailleurs pour une durée indéterminée. Ceux-là pouvaient ne jamais revenir, ou réapparaître à l'improviste après des années.

Aujourd'hui, on note la même diversité des durées. On peut partir pour quelques heures, quelques jours, une semaine, un mois, un an, des années. Ainsi Mary Uyarartek (née en 1934), ma traductrice privilégiée à Ulukhaktok, ne savait pas, à la fin des années 1990, où se trouvait son plus jeune frère, Paul Iipilun. Il réapparut à l'improviste en 1999 et s'installa chez elle quelque temps. "Il avait tellement vieilli !" ¹³ fut le commentaire de mes amis lors de ma visite suivante, alors qu'il était déjà reparti. Lors du décès de son frère aîné, Nicholas Uluariuk, à Pâques 2002, on ne savait à nouveau pas où il se trouvait, donc comment le contacter. Il est lui-même décédé quelques années plus tard, "quelque part dans le Sud"¹⁴.

À propos des fréquences enfin, souvent utilisées par les géographes comme un critère permettant d'identifier différents types de mobilités, elles sont aussi très variables. On peut sans hésitation qualifier d'intense la mobilité antérieure à la sédentarisation. Aujourd'hui, les situations sont plus contrastées. Certains "voyagent"¹⁵ toutes les semaines ou presque, d'autres

¹⁰ À ce sujet, voir Le Mouel 1978a et b.

¹¹ À ce sujet, dans son très célèbre *Never in anger – Portrait of an Eskimo family* (1970) devenu un grand classique de l'anthropologie, Jean Briggs, déjà évoquée au chapitre 3, décrit au début de l'ouvrage le démontage et remontage du campement de sa famille d'adoption à quelques mètres de distance et à plusieurs reprises en quelques jours au moment de la débâcle, et la grande frustration qu'elle en éprouvait. On serait tenté de parler de cas extrême. Ce serait pourtant totalement erroné car, pour les Inuit concernés, il n'y avait rien là que de très normal, et de très plaisant qui plus est (Briggs 1970, 33).

¹² C'est à dire des êtres humains autres, ni Inuit ni Amérindiens (voir Repères terminologiques au début de ce volume).

¹³ "He looked so old !"

¹⁴ "Somewhere down South".

¹⁵ J'emploie le verbe "voyager" de préférence à "bouger" car d'une part le second est, dans notre langage quotidien, teinté de reproche ("avoir la bougeotte" n'est pas une bonne chose) d'autre part le premier se rapproche davantage de la traduction anglaise adoptée par les Inuit pour le concept *aullaq* : "travelling". Le côté un peu inadéquat, un peu étrange, de cet emploi du verbe "voyager" en français me semble lui-même intéressant en ce qu'il signale le

une ou deux fois par mois, d'autres encore quelques fois par saison, dans l'année, ou ne sont sortis de leur village qu'une fois dans les dix dernières années. Mais au-delà de cette diversité dans les fréquences, tous les Inuit se pensent comme fondamentalement mobiles, potentiellement constamment sur le départ.

Une mobilité mal connue

Cette mobilité reconfigurée reste mal connue. Elle échappe aux recensements de la population, qui sont des photographies à un instant T de la localisation de la population et qui, en matière de reconstitution des mouvements précédents, ne s'intéressent qu'au changement du lieu de résidence officiel. Or, outre que la plupart des déplacements sont ainsi écartés de l'enquête, pour bien des Inuit s'installer quelque temps quelque part ne s'accompagne pas d'une officialisation du changement de résidence ou même, n'est pas perçu comme un changement de ce type car l'idée même de résidence, et de mobilité, n'est pas conçue de la même façon. Aussi, à la question du recensement : "Où habitez-vous il y a 5 ans ?" il n'est pas du tout certain qu'ils répondent comme les concepteurs du recensement s'y attendent, et l'interpréteront ensuite. Ces problèmes d'interprétations divergentes sont courants et les spécialistes savent corriger ces marges d'erreur. Mais s'agissant d'une population restreinte comme les Inuit (à peine 40 000 dans l'ensemble du Canada, des côtes du Labrador au delta du Mackenzie), et de la connaissance très limitée, voire nulle, que les spécialistes du recensement ont de leur culture, la difficulté s'accroît très fortement. Il y a donc un double problème : de pas de temps, et d'adaptation des questions aux personnes auxquelles elles s'adressent.

Par ailleurs, de façon plus générale, le recensement reste assez peu fiable en ce qui concerne les Inuit, en raison de sa forme même : les questions fermées, qui suscitent un fort rejet dans une culture où il est impoli de poser des questions directes et où l'échange se fonde sur le récit et non pas la discussion animée¹⁶, et la longueur du formulaire à remplir, qui accroît encore l'inconfort ressenti face aux questions lapidaires.

Que le recensement ne collecte pas ce type d'information n'est pas en soi un problème. Cette enquête nationale n'est pas faite pour appréhender les mobilités, et encore moins celles d'une population particulière. Si la mobilité reconfigurée des Inuit du Canada est aujourd'hui très mal connue, la responsabilité en incombe aux chercheurs et à la spécialisation des champs disciplinaires.

L'étude de tout ce qui touche aux populations – natalité, mortalité, migrations – revient aux démographes. Or, sauf exception, ceux-ci ne font pas de terrain et travaillent sur des bases de données recueillies dans le cadre de vastes enquêtes. Les anthropologues en revanche, font du terrain mais ne s'intéressent pas directement à ce qui relève, pour eux, de la démographie. Ils ont en outre tendance, en ce qui concerne les études inuit pour le moins, à se concentrer sur l'échelle que j'appelle "locale", celle du territoire habité de longue date et, encouragés en cela par les Inuit eux-mêmes, sur les questions de transmission des savoirs inuit vernaculaires (*Inuit*

décalage entre notre façon et la façon inuit d'envisager la mobilité. Travailler au dépassement de l'incommensurabilité des savoirs ne doit pas nous conduire à oublier leurs différences, car c'est exactement ainsi que se construit l'impérialisme culturel occidental et scientifique.

¹⁶ Voir à ce sujet Collignon 1996 et 2006 [15].

*qaujimajatuqangit*¹⁷⁾, y compris lorsqu'ils s'intéressent aux plus jeunes. Sous l'effet conjugué des préoccupations mondiales et de la quatrième Année polaire internationale (2007-2009)¹⁸ ils ont aussi, plus récemment, investi la question du changement climatique : la façon dont il est perçu et compris par les Inuit eux-mêmes et ses effets sur la culture et l'économie (curieusement, le champ politique est peu considéré alors que les Inuit sont parmi les peuples qui ont le plus politisé la question climatique¹⁹). De sorte que, quand je parle à mes collègues anthropologues de la mobilité inuit, ils me parlent aussitôt des transformations des modalités, rythmes et savoirs relatifs aux déplacements sur le territoire "local". Et pour le reste, ils renvoient la balle aux démographes. Lesquels répondent que ces mobilités seraient certes intéressantes à étudier mais que, d'une part ils n'y ont pas pensé – faute de passer du temps avec les Inuit – et que, d'autre part, ils ne peuvent le faire faute de données disponibles.

On ne sait donc rien, ou presque, de ces mobilités pourtant si importantes pour les Inuit, y compris pour ceux qui ne vont jamais nulle part. Les allers et retours des uns et des autres rythment la vie sociale des villages inuit et contribuent à la construction de réseaux denses de relations dont les significations sont multiples (identitaires, familiales, hiérarchiques, politiques, économiques et territoriales). Depuis deux ou trois ans cependant, cette question semble émerger discrètement dans quelques projets de recherche. Lors du dernier Congrès de l'association IASSA (International Arctic Social Sciences Association), ICASS VII (International Congress of Arctic Social Sciences), qui s'est tenu en 2011 à Akureyri (Islande) une session en quatre volets était consacrée aux questions relatives à la population, aux mobilités, au migrations et aux frontières. Les travaux concernaient principalement l'Alaska, et la Sibérie arctique et subarctique.

En géographe éprouvée aux enquêtes de terrain, je considère cette absence de données comme une sorte de bénédiction, en ce qu'elle nous met dans une situation où tout est à recueillir, tout est à faire, de sorte que l'on pourra le faire exactement comme on le souhaite. Mais c'est aussi ce qui a retardé ma prise à bras le corps de la question depuis que j'y ai été sensibilisée en 2003, soit il y a presque 10 ans.

D'une part, j'avais alors d'autres projets en cours, d'autre part, une telle recherche nécessitait la mise en place d'un véritable programme, et d'une équipe. Il ne saurait être question de le conduire seule si l'on veut lui donner l'ampleur que la question mérite. Pour cela, être officiellement "Habillée à diriger des recherches" est utile. Par ailleurs, et contrairement aux projets concernant les savoirs inuit ou les mutations culturelles en cours, l'étude de la mobilité inuit n'est inscrite dans aucune urgence. Ce n'est en aucun cas une recherche "de sauvetage",

¹⁷ Voir note 23 du chapitre 1, page 17.

¹⁸ IPY – International Polar Year. La première s'est déroulée en 1882-83, la deuxième en 1932-33, la troisième en 1957-58. Ces années sont l'occasion d'un effort international marqué en faveur de la recherche scientifique dans les régions arctiques et antarctiques. En raison de l'afflux de crédits et d'appels à projets, elles sont l'occasion d'un renouvellement des thématiques et des méthodes, mais aussi de la communauté des chercheurs polaires. Alors que les trois premières Années polaires avaient été très largement dominées par les sciences de la terre (glaciologie, océanologie, climatologie) et dans une moindre mesure de la vie (biologie), la quatrième a vu une entrée remarquée des sciences sociales, et des peuples autochtones pour lesquels l'Arctique n'est pas un champ d'explorations de toutes sortes mais un lieu de vie.

¹⁹ Voir Collignon 2011 [34].

comme on parle d'archéologie "de sauvetage" et comme certains projets relatifs à la culture inuit (les toponymes par exemple) peuvent l'être. Je pouvais donc fort bien attendre d'avoir vraiment le temps de m'y consacrer pour le lancer, tout en récoltant entre temps des informations ici ou là à l'occasion de voyages et discussions informelles, qui ne peuvent en aucun cas être considérées comme des données, et traitées comme telles, mais qui ont nourri peu à peu ma réflexion discontinue sur la question. De la même façon, j'ai saisi quelques colloques et séminaires pour présenter les prémisses du projet, autant d'occasions d'enrichir le dossier "Mobilités ordinaires des Inuit au XXI^e siècle". Dans le même temps, les géographes français qui concentrent leurs recherches sur le monde européen ont progressivement reformulé leur appréhension des mobilités ordinaires, de sorte que des rapprochements sont aujourd'hui possibles.

Projet d'enquête : terrains et méthodes

Le projet que je compte conduire doit, pour arriver à des résultats véritablement intéressants, être d'assez grande ampleur, tant du point de vue des terrains d'enquête que des types de données recueillies.

En ce qui concerne les terrains, il conviendra de les multiplier le plus possible. L'Arctique inuit, et notamment canadien, peut sembler uniforme aux observateurs extérieurs, d'autant que les spécialistes de la langue et de la culture insistent souvent sur le continuum inuit, des rives du Détroit de Béring à la côte orientale du Groenland (tout comme d'autres soulignent les similitudes en ce qui concerne le milieu physique, climatique et biogéographique). Cependant, les spécialistes savent aussi, et les Inuit ne cessent de le leur rappeler, que les différences régionales sont importantes, tant du point de vue social et culturel qu'environnemental, et historique notamment en ce qui concerne les relations avec les *Qallunaat*.

Idéalement, il faudrait pouvoir mener des enquêtes dans les 52 villages et petites villes de l'arctique inuit canadien, ainsi qu'à Yellowknife (capitale des TNO, où vivent, séjournent et passent un grand nombre d'Inuit, pour des périodes plus ou moins longues) et, plus au sud, dans les villes où la présence inuit est marquée : Montréal et Val d'Or au Québec, Ottawa en Ontario, Churchill et Winnipeg au Manitoba, Edmonton en Alberta. Bien entendu, c'est impossible. Mais il faudrait pour le moins couvrir plusieurs régions *infra* territoriales ou provinciales qui correspondent, *grossièrement*, aux différents groupes inuit bien identifiés les uns par rapport aux autres, tant par les anthropologues que par les Inuit eux-mêmes – soit cinq à six régions sur la douzaine que compte l'Arctique inuit canadien. La taille des villages différant grandement, les plus petits comptant à peine plus de 100 habitants tandis que les plus importants atteignent le seuil des 3 000 (Iqaluit exclu), il faudra varier les types de localités retenues.

Compte tenu des distances et des conditions d'enquête auprès des Inuit, une telle extension des terrains implique que je puisse monter une véritable équipe de recherche, si possible en partenariat avec des collègues canadiens. Les premiers jalons pour la mise en place d'un projet conjoint avec Chris Southcott, professeur au Département de sociologie de l'Université de Lakehead (Nord Ontario) et intervenant au Yukon College de Whitehorse (capitale du Yukon) ont été posés au cours de l'hiver 2011-2012. Depuis, les contacts se poursuivent et devraient s'intensifier dans les prochains mois.

En ce qui concerne le type de données, il conviendra de recueillir des informations tant quantitatives que qualitatives. S'agissant d'un phénomène à propos duquel aucune statistique, aucun chiffre n'est disponible, nous partons de zéro et la constitution d'une base de données numériques est absolument nécessaire. Pour cela, il conviendra en premier lieu de négocier avec les compagnies aériennes²⁰ qui desservent les villages inuit afin d'obtenir les chiffres relatifs au trafic de passagers, au moins sur les cinq dernières années. Cela devrait permettre de récupérer des séries statistiques déjà existantes. On contactera en outre les institutions ayant le plus souvent recours à l'organisation de vols charters, notamment les diverses organisations inuit régionales et nationales. Il est peu probable qu'elles possèdent des données déjà ordonnées relatives aux vols nolisés (charters), mais on peut espérer avoir accès à des rapports d'activités et comptes financiers dont on pourrait extraire des données intéressantes. Enfin, il faudra compléter ces données par des enquêtes courtes auprès d'un large échantillon d'Inuit de toutes les régions de l'Arctique canadien.

J'ai évoqué en plusieurs occasions²¹, et dans le troisième chapitre de ce volume ainsi qu'au début de ce cinquième chapitre, l'inadéquation des enquêtes par questionnaires avec la conception inuit de l'échange. Cependant, il semble difficile de ne pas y recourir dans le cadre de ce projet. Afin de limiter l'inconfort que suscite ce type d'enquête, j'envisage de le conduire exclusivement dans les principaux aéroports qui desservent les villages arctiques, dans les zones d'embarquement où les Inuit attendent leur vol, souvent longtemps et sans avoir rien d'autre à faire que d'attendre et regarder autour de soi. Pour les aéroports tels qu'Iqaluit, Yellowknife, Inuvik et je pense Goose Bay cela ne devrait pas poser de problème car les salles d'embarquement sont des zones ouvertes, les compagnies n'opérant pas de contrôle des passagers et de leurs bagages à main en partance pour le Nord avant leur montée dans l'avion, même depuis le traumatisme du 11 septembre 2001. Dans les aéroports du Sud en revanche cela nécessitera l'obtention d'accréditations. Je compte ici sur l'expérience acquise en la matière par mes collègues de l'équipe P.A.R.I.S de l'UMR Géographie-Cités. Ces questionnaires consisteront en 10 à 12 questions maximum relatives au voyage du jour et aux voyages précédents au cours de l'année d'abord, des cinq dernières années ensuite. Il importe de s'en tenir à un nombre limité de questions si l'on veut éviter de décourager l'interlocuteur/trice et obtenir des réponses de qualité. Il est à ce titre essentiel que l'ensemble tienne sur une page.

Aussi nécessaires soient-elles, ces données statistiques ne sauraient à elles seules nous dire quoi que ce soit de réellement important à propos des mobilités ordinaires des Inuit d'aujourd'hui. Elles donnent une idée générale de l'intensité des déplacements, mais ne disent rien du sens qu'ils ont pour ceux qui les effectuent, et ceux qui les côtoient. Pour appréhender ce sens, il convient de changer d'échelle et de méthode. Passer des cohortes de voyageurs aux personnes, de la série chiffrée et du questionnaire aux entretiens approfondis, sans jamais oublier la valeur de l'observation et des discussions informelles – discutée dans le chapitre 3 de ce volume.

²⁰ Deux compagnies se partagent l'essentiel du marché, First Air (pour le Nunavut et les TNO) et Air Inuit (pour le Nunavik, nord Québec), toutes deux à capitaux inuit. En outre, des compagnies plus petites opèrent régionalement.

²¹ Voir notamment la version publiée de ma thèse, 1996 pour la version française, 2006 [15] pour la version anglaise, dans laquelle cette question est traitée dans l'Annexe 2.

Ces entretiens, peu directifs, suivront le mode de conversation normal en culture inuit : le récit. Il s'agira de susciter de la part des interlocuteurs le récit de certains de leurs voyages, en leur laissant toute liberté pour construire leur narration et décider de son contenu. Afin que l'échange ne soit pas factice, le/la chercheur(e) devra également faire le récit de certains de ses voyages, en prenant soin cependant de ne pas imposer, ce faisant, un modèle de récit-type que les Inuit se sentirait obligés de suivre. Les entretiens pourront s'appuyer sur la consultation commune de photographies relatives à tel ou tel voyage car, comme d'autres chercheurs travaillant avec les Inuit, je sais d'expérience à quel point la photographie est prisée de ces derniers et susceptible de fonctionner comme un déclencheur de récit. Pour les mêmes raisons, on n'hésitera pas à consulter ensemble cartes et atlas. A propos de photographies, le projet actuellement en cours avec Fabienne Joliet et Véronique Antomarchi, consacré à l'imagibilité inuit, entre de toute évidence dans ce projet plus vaste. Plus précisément, il sera pour moi l'occasion de poser les premiers jalons de l'enquête qualitative de terrain, puisque je vais conduire mes enquêtes relatives au volet qui me revient – l'analyse des photographies prises par les Inuinnait lorsqu'ils sont en voyage hors du territoire environnant – au début de l'année 2013.

Conduire de tels entretiens n'est pas chose facile. Cela requiert du temps, non seulement parce que chaque entretien peut se dérouler en plusieurs rencontres mais parce que, avant même de pouvoir en conduire un, il faut avoir établi une relation de confiance, un désir de partage d'expériences, entre chercheur(e) et cherché(e). De plus, il faut compter sur l'effet boule de neige, qui fait que dans les premiers jours peu de choses se passent, peu d'interlocuteurs acceptent de tenter l'expérience, et que plus le temps avance plus les échanges se multiplient, sans oublier la qualité croissante des échanges informels, en raison d'une meilleure compréhension collective du projet de recherche qui permet à chacun d'inventer diverses façons d'y contribuer, y compris indirectement – comme Simon Kataoyak sut si bien le faire autrefois. Dans le cas où le/la chercheur(e) est déjà familier du ou des villages où l'enquête est menée, le temps passé sur place avant le début des entretiens peut être assez court, mais un certain temps est cependant toujours nécessaire²². Lorsqu'en revanche il/elle découvrira le ou les villages de l'enquête, et parfois même la société inuit, un temps plus long devra bien entendu être prévu si l'on souhaite que les résultats soient de qualité. Ce sera notamment le cas pour les deux ou trois doctorants ou post-doctorants que j'espère pouvoir impliquer dans ce projet.

Accepter le principe d'entretiens très peu directifs, favorisant la narration, implique que l'on renonce à obtenir par cette voie certaines informations, notamment les informations les plus factuelles. La solution de facilité consiste à recourir pour celles-ci aux questionnaires, mais ce serait renier les principes exposés au chapitre 3 dans ce volume, et à l'exigence d'une conduite véritablement éthique de la recherche, respectueuse du principe que la fin ne saurait justifier les moyens et que l'on ne saurait donc imposer à nos interlocuteurs une forme d'enquête qui les rebute²³. Les enquêtes par questionnaires prévues dans les aéroports sont à mon sens

²² Sur la question du décalage entre le temps du chercheur et le temps des cherchés, sur le terrain, voir Collignon 2010 [9], "l'éthique et le terrain".

²³ Voir Collignon 2010 [9].

acceptables car il s'agira là de personnes pour la plupart inconnues de l'enquêteur/seuse, pour lesquelles il sera assez facile de refuser de participer à l'enquête. Par ailleurs, elles se trouveront dans un lieu particulier, différent, un entre-deux (pour ne pas dire un "non-lieu" car comme beaucoup d'autres j'ai une certaine réserve par rapport à ce concept devenu très populaire) où l'inhabituel est susceptible d'être mieux accepté, ne serait-ce que parce qu'il vient rompre la monotonie de l'attente²⁴. L'observation prolongée et les discussions informelles auront justement pour fonction, entre autres, de pallier ces défauts d'informations. Mais cela exige une bonne intégration dans la vie quotidienne des villages et au moins de quelques familles.

On notera peut-être avec surprise que je ne parle pas ici de projet de film documentaire en lien avec cette recherche. C'est qu'il est encore pour moi trop tôt et que je ne suis pas encore en mesure de penser à ce qu'il sera intéressant de faire en ce domaine. L'enquête à venir l'hiver prochain sur l'imagibilité inuit devrait être l'occasion, aussi, de commencer à penser à cet aspect du projet.

On laura compris, ce projet est aussi une expérience de réconciliation de méthodes, pour ne pas dire de paradigmes, qui ont beaucoup divisé la géographie humaine ces trente dernières années. Mais les enjeux ne sont pas seulement méthodologiques.

Comprendre ces mobilités, un enjeu pour les Inuit et un enjeu scientifique

En Arctique inuit peut-être plus qu'ailleurs, la littérature scientifique influence fortement les représentations que les Inuit ont d'eux-mêmes²⁵. Ils sont d'ailleurs très soucieux de ce qui s'écrit sur eux. D'une part parce qu'ils ont compris, notamment avec les campagnes de Greenpeace et quelques autres associations de défense de l'environnement et des espèces animales perçues comme en danger, mais aussi dans leurs rapports avec l'administration canadienne, à quel point leur bien-être dépend de l'image que les *Qallunaat* ont d'eux. Mais aussi parce qu'ils sont directement affectés par ces discours qui percolent dans leur propre compréhension d'eux-mêmes.

En matière de mobilité le discours dominant insiste je l'ai dit sur la sédentarité et ses effets néfastes sur les sociétés inuit locales. Les Inuit doivent ainsi gérer deux discours contradictoires à leur endroit : le discours externe qui ne cesse de leur répéter qu'ils sont aujourd'hui arrêtés, et leur propre discours qui, dans les adresses aux uns et aux autres mais aussi dans le rapport aux perspectives d'un voyage quel qu'il soit, continue de dire qu'ils sont un peuple mobile. On pourrait estimer que cela n'est pas un problème, que les *Qallunaat* peuvent bien penser ce qu'ils veulent, et les Inuit aussi. Ce serait ignorer la perméabilité de la culture inuit aux influences extérieures – ce qui est l'une de ses forces – et le pouvoir prescriptif du discours scientifique, discours dominant qui s'arroge le droit de définir l'Autre, tous les Autres (et même l'ensemble du monde) qui se trouvent dans l'impossibilité de sortir de cette définition, comme l'a

²⁴ Notons cependant que quiconque est déjà entré dans une salle d'embarquement occupée en majorité par des Inuit aura remarqué à quel point l'ambiance décontractée et silencieuse associée aux postures des corps sagelement assis sur les bancs-chaises transforme cet ailleurs anonyme en un lieu incontestablement inuit. On pourrait aussi bien se trouver dans la salle du Conseil municipal, ou dans la salle des fêtes, de n'importe quel village inuit avant le début de la réunion, ou des festivités.

²⁵ À ce propos, l'ouvrage déjà ancien d'Ann Fienup-Riordan, *Eskimo essays* (1990), est très éclairant.

magistralement montré Edward Said (1978). L'efficacité du discours scientifique tient pour une bonne part à sa formalisation, et à ses qualités argumentatives et démonstratives. Que valent quelques tournures de phrases et quelques attitudes à côté d'un article scientifique fondé sur une série de faits et de mesures transformés en données dûment analysées ? C'est aussi cela, parmi d'autres choses, qui est en jeu dans la recherche d'un savoir universel où dialoguent vraiment savoir scientifique et savoirs vernaculaires.

S'il importe donc de mieux connaître les mobilités ordinaires des Inuit d'aujourd'hui, et de justement montrer que les déplacements qui s'effectuent hors du territoire local, exigeant que l'on prenne l'avion, n'ont rien d'exceptionnel et sont bien, au contraire, ordinaires, c'est d'abord pour conforter le discours des Inuit sur eux-mêmes et mettre fin à une contradiction dommageable à de multiples titres, y compris psychologiques. C'est aussi afin de contribuer, par une meilleure connaissance de ces mouvements, aux réflexions en cours en matière de politique des transports au sein de l'Arctique inuit, mais aussi de politiques sociales visant à améliorer le bien-être de la population. Je pose que favoriser la mobilité des Inuit, à toutes les échelles et non pas seulement sur le territoire habité et parcouru de longue date, participe de l'amélioration de leurs conditions de vie au quotidien et de l'estime de soi, ainsi que de la construction d'un rapport apaisé à leur identité et à leur culture, et à leur place dans la géographie canadienne en minimisant leur position marginale, éloignée de tout et en particulier des hauts-lieux d'une identité nationale à laquelle ils adhèrent fortement²⁶.

L'enjeu d'une étude approfondie des mobilités inuit ordinaires est aussi scientifique, et concerne plus particulièrement la recherche en géographie humaine. Ces dernières années ont en effet vu se développer une nouvelle approche de la notion de mobilité, jusque là assez strictement circonscrite au champ des migrations internationales de travail d'une part, des migrations pendulaires d'autre part, et des déplacements touristiques enfin, et à une approche plutôt statistique. C'est d'abord dans le cadre des travaux sur les migrations internationales qu'ont émergé des approches plus qualitatives autour des notions de parcours migratoires et de la mise en évidence de territoires réticulaires complexes tissés par les multiples mouvements des migrants.

Les études de la mobilité se sont diversifiées, s'intéressant notamment à la question de ce qui se joue dans le mouvement lui-même. Jusqu'à présent, on s'était surtout intéressé aux points de départ et d'arrivée, le déplacement lui-même restant une sorte de boîte noire – une négligence qui me semble liée à la culture foncièrement sédentaire des géographes occidentaux, et plus encore européens. L'expérience ontologique du voyage suscite un intérêt nouveau, qu'accompagnent des approches renouvelées où les enquêtes qualitatives trouvent davantage leur place²⁷.

Des groupes de travail, formels et informels, mono-disciplinaires au sein de la communauté des géographes mais aussi pluri-disciplinaires à l'intérieur des sciences sociales, se mettent en place depuis peu, afin de mieux appréhender les mobilités, à toutes les échelles de temps et de

²⁶ À propos de l'intégration des hauts-lieux de la nation dans le territoire inuit voir Collignon 1999 [17].

²⁷ Voir par exemple l'étude de J.-B Frétigny sur le train en Italie (2011), et ses recherches en cours sur la recomposition du rapport à l'espace des populations sous l'effet des mobilités, à travers l'étude de grands aéroports européens.

distance, et à diverses échelles sociétales, de la personne aux diverses formes de collectivités, en passant par la famille.

Il me semble qu'une étude des mobilités ordinaires, reconfigurées, d'une population dont la culture s'inscrit dans un rapport mobile à l'espace, au territoire, et à l'altérité, a beaucoup à apporter à ces travaux foisonnats et à l'effort de réflexion théorique en cours. L'enjeu scientifique n'est donc pas de contribuer par une étude empirique de plus au socle de connaissance sur les multiples formes de mobilités mais bien de participer à une meilleure compréhension de la façon dont la mobilité façonne la géographie des sociétés humaines, c'est-à-dire la façon dont ces dernières donnent sens à l'expérience, personnelle et collective, d'être humains sur la terre.

C'est pourquoi ce projet de recherche s'inscrit dans deux programmes plus vastes. D'une part le programme quadriennal (2011-2015) "Avativot - ce qui nous environne", volet "Espaces de circulation et mobilités humaines" du GDR 3062 "Mutations polaires", pour lequel il s'agit d'étudier, en Sibérie et en Arctique inuit, les mobilités humaines à toutes les échelles de temps et de distance, en insistant moins sur les itinéraires que sur le sens que ces mouvements prennent, tant pour ceux qui les vivent que pour ceux qui n'en sont que les spectateurs, position plus souvent subie que choisie. D'autre part le programme quinquennal (2014-2018) de mon UMR, Géographie-cités : "La mobilité comme nouveau paradigme des territorialités". En dépit des caractères très différents des méthodes et des terrains nous pensons qu'il y a matière à des échanges fructueux autour des significations de circulations à géométrie variable. Par ailleurs, ce projet entre en résonnance avec les études conduites par le groupe de recherche SFB 586 Difference+Integration (Max Planck Institute for Social Anthropology et Leibniz Institute for Regional Geography, U. de Leipzig et U. de Halle-Wittemberg) avec lequel j'ai entamé une coopération scientifique à l'occasion de leur invitation à participer au symposium "Nomadic and Indigenous Spaces" qui s'est tenu en février 2011 à Leipzig.



CONCLUSION

Pour une éthique géographique



(Ulukhaktok, août 2003 ©A. Rideau)

Dans la formation à la recherche des géographes français, encore aujourd'hui, il est rare que l'on parle de l'éthique de la recherche. Et lorsque le mot est prononcé, c'est le plus souvent de déontologie qu'il est en fait question, soit des "bonnes pratiques" à respecter entre chercheurs. Une jeune chercheure suisse me faisait récemment remarquer que, lorsque l'on parle éthique aujourd'hui, la plupart des collègues répondent aussitôt "plagiat", et enchaînent sur les difficultés nouvelles qui ont émergé en ce domaine avec la montée en puissance de la toile internet et de la diffusion des informations sous forme électronique¹.

Dans la formation que j'ai reçue à la fin des années 1980 comme dans celle que l'on dispense aujourd'hui à nos étudiants de géographie de l'université de Paris 1 et à ceux de l'université de Bologne², il n'y a pratiquement pas de place réservée aux questions éthiques. J'y consacre, dans

¹ Irène Hirt, Paris, 2 juin 2011, communication informelle.

² Où j'enseigne également, voir volume 2 de ce dossier.

ces deux établissements, deux heures de cours par an (à Paris 1, pendant longtemps, le volume a même été réduit à ½ h), complétées à Paris 1 par quelques moments dans le cours consacré en première année de Master au terrain en géographie humaine. En 2011 ma collègue Marianne Blidon a organisé un Atelier “éthique” de 15 h pour l'école doctorale de géographie de Paris, qui rassemble des étudiants des universités de Paris 1, Paris 4 et Paris 7. Tout cela ne fait pas beaucoup. Tout cela frise le ridicule au regard des cours semestriels consacrés à cette question dans la plupart des cursus – de géographie comme des autres disciplines – offerts par les universités canadiennes et états-unies.

J'ai cependant été alertée très tôt dans ma carrière de chercheure sur les problèmes éthiques que pose la recherche sur le terrain. D'une part parce que mes travaux portaient sur un peuple qui dès les années 1980 s'est employé à sensibiliser les chercheurs sur cette question, en mettant en place, en collaboration avec ces derniers, une charte éthique pour la conduite de la recherche sur son territoire. D'autre part grâce aux relations tissées dès le début de mes recherches doctorales avec mes collègues universitaires canadiens, bien plus au fait que leurs comparses français des exigences en ce domaine. J'ai relaté dans l'introduction de mon article “L'éthique et le terrain” (2010 [9]) les conditions de cette rencontre de l'éthique, et mon incompréhension initiale face à une liste qui, sur un ton comminatoire, indiquait ce qu'il fallait faire et ce qu'il fallait ne pas faire sur le terrain, et en amont comme en aval de celui-ci, pour mériter le label de “chercheur éthique”.

La réticence qui se mêlait à mon incompréhension est très largement partagée parmi les chercheurs français en sciences sociales. Les tentatives nord-américaines³ de normalisation de l'éthique de la recherche sont perçues dans l'hexagone comme des injonctions moralisatrices et comme une tentative de prise de contrôle de la recherche, dont on s'attache à défendre la liberté. La publication à l'automne 2010 de l'ouvrage *Enquêter de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*⁴ a renforcé s'il était besoin cette méfiance, en insistant sur les situations très difficiles dans lesquelles se sont retrouvés certains chercheurs qui se pensaient “dans leur bon droit” et se sont retrouvés sur les bancs de tribunaux, lâchés de surcroît par leur institution, CNRS ou Université selon les cas.

Pourtant, comme je l'ai expliqué et (j'espère) bien défendu dans mon article de 2010, la question de l'éthique de la recherche, sur le terrain comme entre les murs de nos institutions, dans nos salles de cours comme dans nos bureaux ou nous élaborons, projetons, analysons et écrivons, mérite d'être prise au sérieux. De mes ancrages à mes projets, des références sur lesquelles je construis mon positionnement aux méthodes que je m'emploie à promouvoir en situation d'enquête et jusqu'à mes explorations en écriture, on l'aura senti peut-être, la question de la responsabilité du chercheur, et avec elle celle de l'éthique de la recherche, traverse tout mon travail. Et si je n'ai que très récemment publié à ce propos c'est que, comme je l'ai écrit dans ladite publication, il m'a fallu beaucoup de temps pour parvenir à maîtriser suffisamment la question pour pouvoir à la fois présenter une lecture critique des initiatives nord-américaines

³ J'exclus le Mexique de cet ensemble nord-américain dont la cohérence est ici culturelle et juridique bien plus que “géographique” – les collègues mexicains et mexicanistes approuveront je pense ce redécoupage.

⁴ Laurens S. et Neyrat F (dir.), 2010.

en la matière et inviter mes collègues à prendre en considération les questions très pertinentes qu'elles posent, à défaut d'y apporter des réponses tout à fait convaincantes.

Aussi j'envisage cet article non comme une synthèse un peu définitive mais comme un jalon à l'intérieur d'un parcours de réflexion appelé à s'approfondir. Maintenant que les bases sont à peu près claires, c'est à la dimension géographique de l'éthique que je me propose de réfléchir. Non pas pour dresser une géographie de l'éthique, où l'on proposerait une sorte de tour du monde des situations vis-à-vis de cette question, ni pour proposer une géographie (comme discours ou comme pratique) éthique, mais pour plaider pour une éthique géographique.

En effet, si les propositions nord-américaines en matière d'éthique sont peu convaincantes, c'est qu'elles sont animées par un souci normatif qui a pour corollaire la formalisation de l'éthique, qui se transforme alors en une série de règles. Cette formalisation est aussi une standardisation qui, dans une logique très judiciaire, rapporte l'infinie variété des situations possibles à quelques cas de figure. Or, cette façon de procéder est fondamentalement anti-éthique, car l'éthique, contrairement à la morale, est nécessairement inscrite dans une relation et se négocie en fonction de chaque situation. Elle ne peut être figée – elle y perdrait tout son sens. C'est dans cette perspective que j'affirme que l'éthique sera géographique, ou ne sera pas. Géographique, c'est-à-dire soucieuse de ne jamais oublier la rugosité de l'espace géographique, le fait que "ici" n'est pas "là-bas", que chaque point du globe est différent en raison du sens que lui donnent chaque personne et chaque collectif, un sens qui est toujours pris, comme le sable est pris dans le ciment, dans un contexte temporel et spatial particulier, et plus globalement dans un contexte culturel et une langue spécifiques. Cet "ici" et ce "là-bas" ne sont pas seulement des lieux topographiques. Ce sont aussi des situations, des paroles dites et/ou écrites, des modes de pensée. C'est avec tout cela que chaque chercheur doit travailler, avec les cherchés, à la construction d'une relation éthique. Dans cette délicate opération, toujours à recommencer, les règles et autres recommandations ne peuvent être que des garde-fous.

Ce plaidoyer pour une éthique géographique est un autre horizon de recherche, que je me propose d'explorer en collaboration avec une équipe constituée au printemps 2011 par l'envoi d'une invitation aux participants à l'Atelier "Ethique" de l'école d'été de géographie sociale tenue à Rennes à l'automne 2006 à reprendre ensemble la question, invitation étendue progressivement à d'autres collègues intéressés. Une première journée de travail s'est déroulée le 2 juin 2011, une autre devrait suivre dans les prochains mois. Nous avançons. Lentement. Mais nous avançons.



Conclusion

REFERENCES CITEES



(Buddy Alikamek et Beverly Memogana, Uyarartuuq, mai 1992 ©B. Collignon)

NB : Pour les ouvrages traduits de l'anglais ou de l'italien je donne en première référence le texte original, suivie de celle de la traduction française. D'une part, parce que j'ai lu la plupart de ces publications dans la langue de leur rédaction. D'autre part, parce qu'entre la date de la première parution en langue originale et celle de la première traduction en français il peut s'écouler un temps significatif. Or, pour bien comprendre un texte il convient de pouvoir le situer correctement dans le contexte historique de sa rédaction, tout comme il importe pour en comprendre la réception en France de pouvoir situer correctement le moment de sa traduction.

BEAUCHER Solene, 2010, *Regarder aux côtés - Autour d'une expérience de vidéo participative avec des femmes sans-papiers*, Université de Genève, Master de Géographie – Tapuscrit non publié.

BERGER Paul et LUCKMANN Thomas, 1966, *The social construction of reality*, New-York, Doubleday.
Traduction française : 1996, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin.

BERQUE Augustin, 1996, *Être humains sur la Terre. Principes d'éthique de l'écoumène*, Paris, Gallimard.

BESSE Jean-Marc, 2004, “Le paysage, entre le politique et le vernaculaire. Réflexions à partir de John Brinckerhoff Jackson”, ARCHES (Bucarest), 6, p. 9-27.

BONDI Liz et DOMOSH Mona, 1992, “Other figures in other places: on Feminism, Postmodernism and Geography”, *Environment and Planning D: Society and Space*, 10-2, p. 199-215. Traduction française : 2001, in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes – tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 63-79.

BRET Bernard, 2002, “Justice et territoire une réflexion à partir du cas brésilien”, *Strates*, numéro hors-série en hommage à Michel Rochefort ; <http://strates.revues.org/document531.html>

Références citées

- BRIGGS Jean, 1970, *Never in anger – portrait of an Eskimo family*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- BRINCKERHOFF JACKSON John, 1984, *Discovering the Vernacular Landscape*, New Haven, Yale University Press. Traduction française : 2003, *À la découverte du paysage vernaculaire*, Paris, Actes Sud / Ecole nationale supérieure du paysage.
- BROWAEYS Xavier, 1999, "Géographie, image et vidéo", *L'information géographique*, 63-1, p.25-32.
- BROWAEYS Xavier, 2001, "Enseigner l'image en géographie. Une expérience universitaire", *Bulletin d'Intergéo*, 1, p. 11-18.
- CAHILL Caitlin, 2007, "The Personal is Political: Developing new subjectivities through participatory action research", *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 14-3, p. 267-292.
- CHAKRABARTY Dipesh, 2000, *Provincializing Europe – Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press. Traduction française : 2009, *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Editions Amsterdam.
- CHENET Marie, SIMOES Luisa, et LAURENT Quentin, 2011, "Pratique et enseignement de l'audiovisuel en géographie, *Echogéo*, 18, 6 p. - <http://echogeo.revues.org/12734>
- CHIVALLON Christine, 2012, *Espace et anthropologie. Approches des sociétés antillaises et de leur violence fondatrice depuis les entre-deux disciplinaires*, Paris, EHESS, Dossier de HDR volume 1 – texte inédit, tapuscrit non publié.
- CHIVALLON Christine, 2001, "Les geographies féministes. Un plaidoyer convaincant pour la constitution de connaissances 'situées'", in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 57-63.
- COLLIGNON Béatrice, 2011 [34], "Les Inuit et le changement climatique", in Tabeaud M. et Kislov A. (dir.), *Le changement climatique. Europe, Asie septentrionale, Amérique du Nord. 4^e Dialogues européens d'Evian*, Allonzier (Haute Savoie), EURCASIA, p. 141-151.
- COLLIGNON Béatrice, 2010 [9], "L'éthique et le terrain", *L'information géographique*, 74-1, p. 63-83.
- COLLIGNON Béatrice, 2007 [8], "Note sur les fondements des postcolonial studies", *EchoGéo*, 1, 9 p. <http://echogeo.revues.org/2089>
- COLLIGNON Béatrice, 2006 [15], *Knowing places – The Inuinnait, Landscapes and the Environment*, Edmonton, CCI Press (University of Alberta).
- COLLIGNON Béatrice, 2005 [14], "Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ?", *BAGF - Bulletin de l'Association de géographes français*, 3, p. 321-331.
- COLLIGNON Béatrice, 2004 [13], "It's a long way to the Other. Geographers and geographic knowledge", *Geojournal*, 60-4, p. 375-379.
- COLLIGNON Béatrice, 2004 [21], "Images arctiques et savoir géographique" in Debarbieux B. et alii (dir.), *Objectiver, visualiser, jouer : comment penser et figurer l'espace géographique ?*, Genève, CUSO, Cahiers de Géographie, 5, p. 87-94.
- COLLIGNON Béatrice, 2004 [23], "Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire ?", *Etudes Inuit Studies*, 28-2, p. 89-106.
- COLLIGNON Béatrice, 2003 [5], "Quelle géographie pour le territoire inuit ?", in Huret P. (ed.), *Les Inuit de l'arctique canadien*, Québec, CIDEF-AFI (U. Laval), p. 35-48.
- COLLIGNON Béatrice, 2001 [3], "La géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle", in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 131-138 (et 138-165).
- COLLIGNON Béatrice, 2001 [26], "Esprit des lieux et modèles culturels : la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit", *Annales de géographie*, « Espaces domestiques », 110-620, p. 383-404.

- COLLIGNON Béatrice, 2000 [12], "Les savoirs géographiques vernaculaires ont-ils une valeur ?" in Michaud Y. (dir.), *Qu'est-ce que la société ? Université de tous les savoirs*, vol. 3, Paris, Odile Jacob, p. 103-112.
- COLLIGNON Béatrice, 1999 [17], "Les fondements territoriaux de l'identité inuit d'hier et d'aujourd'hui", in Bonnemaison J. et alii (dir.), *Les territoires de l'identité*, Paris, L'Harmattan, p. 93-109.
- COLLIGNON Béatrice, 1999 [2], "La geografía cultural in Francia : un estado de la cuestión", *Documents d'Analisi Geografica*, 34, p. 103-117.
- COLLIGNON Béatrice, 1998 [1], "Quelques remarques à propos de la géographie culturelle", *Cybergéo*, 55, <http://cybergeo.revues.org/5315>
- COLLIGNON Béatrice, 1996, *Les Inuit – ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan.
- COLLIGNON Béatrice et ROMANI Cesare, 2010, "Teaching video documentary making to Masters students in geography", IVSA (International Visual Sociology Association) Annual Congress, Bologne, juillet 2010. Communication orale non publiée pour l'heure.
- COLLIGNON Béatrice et STASZAK Jean-François, 2001 [6], "Que faire de la géographie postmoderniste ?", *L'espace géographique*, 1, p. 38-41.
- COLLIGNON Béatrice et STASZAK Jean-François, 1997 [31], "Evolution du discours géographique : l'Arctique canadien dans les trois premières Géographie Universelle", in Augustin J.-P. et Berdoulay V. (dir.), *Modernité et tradition au Canada*, Paris, L'Harmattan, p. 153-175
- CRIUKSHANK Julie, 1984, "Oral tradition and scientific research: approaches to knowledge in the North", ACUNS–Social Science in the North - Communicating Northern Values, Occasional Papers, 9, p. 3-23.
- CUSSET François, 2003, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*, Paris, La Découverte.
- DI MEO Guy, 2006, "Des classes aux formations socio-spatiales : éléments d'épistémologie de la géographie sociale", *Travaux de l'Institut de géographie de Reims (TIGR)*, 125-126, p. 33-39.
- DI MEO Guy, 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos.
- DIKEÇ Mustafa, 2010, "Colonial minds, postcolonial places", *Antipode*, 42-4, p. 801-805.
- DULEAU Robert et PITTE Jean-Robert (dir.), 1998, *Géographie des odeurs*, Paris, L'Harmattan.
- FARINELLI Franco, 2012 (à paraître), "Géographie et philosophie", in Lévy J. et Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, 2^{nde} édition, Paris, Belin.
- FARINELLI Franco, 2009, *La crisi della ragione cartografica*, Turin, Einaudi.
- FARINELLI Franco, 2003, *Geografia. Un'introduzione ai modelli del mondo*, Turin, Einaudi. Traduction française : 2009, *De la raison cartographique*, Paris, CTHS.
- FARINELLI Franco, 1999, "Bologne, ou de la pédagogie des choses", in Lévy B. et Raffestin C. (dir.), *Ma ville idéale*, Genève, Metropolis, p. 167-186.
- FIENUP-RIORDAN Ann, 1990, *Eskimo Essays - Yup'ik lives and how we see them*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press.
- FRETIGNY Jean-Baptiste, 2011, "Habiter la mobilité : le train comme terrain de réflexion", *L'information géographique*, 75-4, p. 110-124.
- GOFFMAN Erving, 1959, *The presentation of self in every-day life*, Anchor books. Traduction française : 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, 2 volumes, Paris, Editions de Minuit.
- GOULET Jean-Guy (dir.), 2011, *De l'observation participante à l'observation de la participation : la transformation de l'anthropologue par le terrain – Anthropologie et Sociétés*, numéro thématique, 35-3.
- GRATALOUP Christian, 2009, *L'invention des continents. Comment l'Europe a découpé le Monde*, Paris, Larousse.

Références citées

- GRATALOUP Christian, 2005, "L'identité de la carte", *Communications*, 77, p. 235-251.
- GRATALOUP Christian, 1997, "L'imagerie des géographes", in Knafo R. (dir.), 1997, *L'état de la géographie – Autoscopie d'une science*, Paris, Belin, p. 385-408.
- GUIU Claire, 2009, "Les géographies sonores : rythmes et contrepoints", in Raibeaud Y. (dir.), *Comment la musique vient-elle au territoire ?*, Bordeaux, MSHA, p. 29-58.
- HANCOCK Claire (dir.), 2013 (à paraître), *Géographies anglophones – nouvelles tendances contemporaines*, Paris, Belin.
- HANCOCK Claire, 2011a, "Le corps féminin, enjeu géopolitique dans la France post-coloniale", *L'espace politique*, 13-1 - <http://espacepolitique.revues.org/index1882.html>
- HANCOCK Claire, 2011b, *Pour une géographie de l'altérité. Corps de l'Autre et espaces de subjectivation politique*, Paris, U. Paris-Diderot, Dossier de HDR volume 1 – texte inédit, tapuscrit non publié.
- HANCOCK Claire, 2004, "L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste", in Bard C. (dir.), *Le genre des territoires. Masculin, féminin, neutre*, Angers, Presses universitaires d'Angers, p. 165-174.
- HANCOCK Claire, 2001, "La géographie postcoloniale. 'L'Empire contre-attaque'", in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 95-98.
- HARAWAY Donna, 1988, "Situated knowledges: the science question in feminism and the privilege of partial perspective", *Feminist studies*, 14-3, p. 575-599.
- HARVEY David, 2008, *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies Ordinaires. (Traduction d'extraits de *Spaces of capital : towards a critical geography*, New-York, Routledge, 2001).
- HARVEY David, 1992, "Social justice, postmodernism and the city", *International journal of urban and regional research*, 16-4, p. 588-601. Traduction française (par B. Collignon) : 2001, in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes – tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 151-165.
- HARVEY David, 1973, *Social justice and the city*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- HIRT Irène, 2012, "Mapping Dreams/Dreaming Maps: Bridging Indigenous and Western Geographical Knowledge", *Cartographica*, dossier "Indigenous cartographies and counter-mapping", 47-2, p. 105-120.
- HIRT Irène, 2008, *Redistribuer les cartes : Approche postcoloniale d'un processus de cartographie participative en territoire mapuche* (Chili), Université de Genève, Thèse de doctorat, publication à paraître (2013).
- HUFFMAN Nikolas, 1997, "Charting the other maps : cartography and visual methods in feminist research", in Jones J. P., Nast H. et Roberts S. (dir.), *Thresholds in Feminist Geography: Difference, Methodology, Representation*, Lanham (Maryland) Rowman & Littlefield Publishers, p. 255-283.
- IISD (International institute for sustainable development), 2000, *Sila alangotok – Inuit observation on climate change*, film documentaire, Winnipeg, ISSD, 42'.
- L'espace géographique*, 2004, "Le postmodernisme en géographie – débat", 1, p. 6-37.
- LATOUR Bruno et WOOLGAR Steeve, 1979, *Laboratory life: the social construction of scientific facts*, Berverley Hills, Sage Publications. Traduction française : 1988, *La vie de laboratoire : la production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte.
- LAURENS Sylvain et NEYRAT Frédéric, 2010, *Enquêter, de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Bellecombe en Bauges, éditions du croquant.
- LE MOUËL Jean-François, 1984, *Les trente-six Eskimo de l'île aux mouettes*, Paris, Berger-Levrault.
- LE MOUËL Jean-François, 1978a, "Ceux des Mouettes" - *Les Eskimo Naujâmiut*, Groenland Ouest, Paris, Museum National d'Histoire Naturelle, Mémoires de l'Institut d'Ethnologie, n°XVI.
- LE MOUËL Jean-François, 1978b, "Territoire et société : étude d'un territoire de chasse en hiver", *Actes du XLII^e Congrès International des Américanistes - septembre 1976*, 5, p. 51-57.
- LEROI-GOURHAN André, 1964-1965, *Le geste et la parole*, 2 vol., Paris, Albin-Michel.

- LUSSAULT Michel, 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset.
- LYOTARD Jean-François, 1979, *La condition postmoderne – rapport sur le savoir*, Paris, Editions de Minuit.
- MASSEY Doreen et ALLEN John (dir.), 1984, *Geography matters! a reader*, Cambridge, Cambridge University Press, The Open University series.
- MAHTANI Minelle, 2002, “Tricking the border guards: performing race”, *Environment and Planning D: Society and Space*, 20, p. 425-440. Traduction française à paraître in Hancock C. (dir.), 2013.
- MCDONALD Miriam, ARRAGUTAINAQ Lucassie et NOVALINGA Zack (eds), 1997, *Voices from the Bay. Traditional Ecological Knowledge of Inuit and Cree in the Hudson Bay Bioregion*, Ottawa, CARC / Municipality of Sanikiluaq (distribué par CCI Press, U. of Alberta, Edmonton).
- MENDIBIL Didier, 1999, “Essai d’iconologie géographique”, *L’espace géographique*, 4, p. 327-336.
- MENDIBIL Didier, 1997, *Textes et images de l’iconographie géographique de la France (1839-1990) - Essai d’iconologie géographique*, Thèse de doctorat, Université de Paris 1, tapuscrit non publié.
- MERRIFIELD Andy, 1995, “Situated knowledge through exploration: reflexions on Bunge’s ‘Geographical Expeditions’ ”, *Antipode*, 27-1, p. 49-70. Traduction française (par B. Collignon) : 2001, in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes – tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 138-150.
- MICHELIN Yves, 1998, “Des appareils photo jetables au service d’un projet de développement : représentations paysagères et stratégies des acteurs locaux de la montagne thiernoise”, *Cybergeo - European Journal of Geography*, article 65 - <http://cybergeo.revues.org/5351>
- MIQUEL André, 1973, 1975, 1980, 1988, *La géographie humaine du monde musulman – jusqu’au milieu du 11^e siècle*, 4 vol., Paris, Editions de l’EHESS (réédition des 3 premiers volumes en 2001 et 2002, la première édition du dernier volume étant toujours disponible).
- MONDADA Lorenza, 2000, *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l’interaction et dans le texte*, Paris, Anthropos.
- MORELLE Marie et RIPOLL Fabrice, 2009, “Les chercheur-es face aux injustices : l’enquête de terrain comme épreuve éthique”, *Annales de géographie*, 665-666, p. 157-168.
- OLMEDO Elise, 2011, “Cartographie sensible, émotions et imaginaire”, *Visions cartographiques – Les blogs du Diplo*. Mis en ligne le 19 sept. 2011 - <http://blog.mondediplo.net/2011-09-19-Cartographie-sensible-emotions-et-imaginaire>
- ONFRAY Michel, 2002, *Esthétique du Pôle Nord. Stèles hyperboréennes*, Paris, Grasset.
- PEAKE Linda, 2009, “Feminist and quantitative? Measuring the extent of domestic violence in Georgetown, Guyana”, *Treballs de la Societat Catalana de Geografia*, 66, p. 133-148.
- PEREC Georges, 1975, “Tentative d’épuisement d’un lieu parisien”, *Cause commune*, 1, p. 59-108 (1^{ère} édition sous forme d’ouvrage en 1982, Paris, Christian Bourgeois).
- PETIT Michèle, 1989, “On est prié de reprendre son cœur au vestiaire”, *Strates*, 4, 3 pages (accessible en ligne : <http://strates.revues.org/4702>)
- PRATT Geraldine, 2004, *Working feminism*, Edinburgh, Edinburgh University Press / Philadelphie, Temple University Press.
- RAOULX Benoît, 2012, “La démarche géodocumentaire : l’expérience du film *Las Playitas* (Vénézuela)”, in Amato F. (dir.), *Spazio e società. Geografie, pratiche, interazioni*, Naples, A. Guida.
- RAOULX Benoît, 2009a, “Le film documentaire : une méthode pour rendre audiovisible la marginalité (essai sur la “démarche géodocumentaire”)”, in Bastian S. et Burr E. (dir.) *Sociolinguistique urbaine et développement urbain (enjeux et pratiques dans les sociétés francophones et non francophones)*, Leipzig -München, Meidenbauer, p. 245-269.
- RAOULX Benoît, 2009b, “Il « procedimento geodocumentario ». Saggio sulla funzione riflessiva della geografia sociale in un mondo mediatizzato”, *Bollettino della Società Geografica Italiana*, XIII-II, p. 57-85.

Références citées

- RAOULX Benoît, 2006, "East side / West side. L'expérience d'une recherche et d'un film documentaire avec les « fouilleurs de poubelles » de Vancouver", *Etudes Canadiennes / Canadian Studies*, 60, p. 151-180.
- RAOULX Benoit, 2004, *L'effet médiatique, une perspective de géographie sociale*, université de Caen, Dossier de HDR volume 3 – texte inédit, tapuscrit non publié.
- RETAILLE Denis, 2011, "Du paradigme sahélien du lieu à l'espace (mondial) mobile", *L'information géographique*, 75-1, p. 71-85.
- REYNAUD Alain, 1981, *Société, espace et justice*, Paris, PUF.
- SAID Edward, 1978, *Orientalism*, New-York, Pantheon Books. Traduction française : 1980, *L'Orientalisme L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Le Seuil.
- SÖDERSTRÖM Ola, 2000, *Des images pour agir. Le visuel en urbanisme*, Lausanne, Payot.
- SOULE Bastien, 2007, "Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales", *Recherches qualitatives*, 27-1, p. 127-140.
- SPIVAK Gayatri, 1988, "Can the Subaltern Speak?", in Nelson C. et Grossberg L. (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, p. 271-313. Traduction française : 2009, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Editions Amsterdam.
- STASZAK Jean-François, 2008a, "Qu'est-ce que l'exotisme ?", *Le Globe*, 148, p. 7-30.
- STASZAK Jean-François, 2008b, "Danse exotique, danse érotique. Perspectives sur la mise en scène du corps de l'Autre (XVIIIe-XXIe siècles)", *Annales de géographie*, 660-661, p. 127-158.
- STASZAK Jean-François, 2001, "Les enjeux de la géographie anglo-saxonne", in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 7-21.
- STASZAK Jean-François, 1997, "Dans quel monde vivons-nous ? Réalité géographique et sociologie phénoménologique", in Staszak J.-F. (dir.), *Les discours du géographe*, Paris, L'Harmattan, p. 13-38.
- STASZAK Jean-François, 1995, *La Géographie d'avant la géographie. Le climat chez Hippocrate et Aristote*, Paris, L'Harmattan.
- STASZAK Jean-François, 1993, *Météores et climats dans la pensée grecque - les Présocratiques, Hippocrate et Aristote. Essai d'ethnogéographie historique*, Université Paris-Sorbonne (Paris IV), Thèse de doctorat, tapuscrit non publié.
- THERRIEN Michèle, 2006, "Résister à l'essentialisme. Cinq années d'exercice du pouvoir au Nunavut (Arctique canadien)", in Gros C. et Strigler M.-C. (dir.), *Être indien dans les Amériques, spoliation et résistance, mobilisations ethniques et politique du multiculturalisme*, Paris, Éditions de l'Institut des Amériques, p. 295-303.
- THERRIEN Michèle, 2005, "Corps inuit, espace géographique et cosmologique", in André M.-F. (dir.), *Le monde polaire. Mutations et transitions*, Paris, Ellipses, p. 39-52.
- THERRIEN Michèle, 2002, "Ce que précise la langue inuit au sujet de la rémémoration", *Anthropologie et Sociétés* – numéro thématique « Mémoires du Nord », 26, 2-3, p. 117-135.
- THERRIEN Michèle, 1996, "Expériences premières et dynamique généralisée dans la culture inuit", in Tersis N. et Therrien M. (dir.), *La dynamique dans la langue et la culture inuit*, Paris, Peeters, p. 22-41.
- THERRIEN Michèle, 1987, *Le corps inuit*, Paris, SELAF/Peeters.
- VAR. AUT., 1997, "La géographie et les autres sciences sociales" et "La géographie française et les géographies étrangères", in Knafo R. (dir.), 1997, *L'état de la géographie – Autoscopie d'une science*, Paris, Belin, p. 225-245 et 281-295.

Filmographie

- BEAUCHER Solène, 2010, *Regarder aux côtés*, Université de Genève, Master de géographie, 27'.
- CHENET Marie, 2010, *Entre chiens et loups*, Paris, Chenet Productions, 24'.
- COLLIGNON Béatrice, 2008 [40], *Mary's qulliq*, Paris, U. Paris 1, Atelier GéoVidéo, 7'30.
- COLLIGNON Béatrice, 2005-2006 [42], *Des noms de lieux à la carte en pays inuit*, Paris, U. Paris 1, Atelier GéoVidéo, 15'20.
- COLLIGNON Béatrice, 2002 [41], *Espaces domestiques, morceaux choisis*, Paris, U. Paris 1, Atelier GéoVidéo, 16'30.
- COLLIGNON Béatrice, 2000-2001 [39], *Des igloos aux maisons contemporaines. Paroles de femmes inuit*, Paris, U. Paris 1, Atelier GéoVidéo, 18'40.
- GRISELIN Madeleine, 1994, *Vie et science en Arctique, la base française du Spitsberg*, Paris, CNRS Audiovisuel et Fondation Franco-Norvégienne, 30'.
- GRISELIN Madeleine, 1992, *Loven story*, Paris, CNRS Audiovisuel, 25'.
- HAMER Bent, 2003, *Kitchen stories*, Stockholm: BOB films Sweden AB, 95'.
- RAOULX Benoît, 2007, *La playitas*, Tarmak Films, 56'.
- RAOULX Benoît, 2003, *Traplines in Vancouver*, Caen, Ateliers Cinéma de Normandie et Vanves, Service du Film de Recherche Scientifique / Cerimes, 37'.

Sitographie

The cultural Landscape Foundation, www.tclf.org

- Onglet "What's out there" ; rubrique "What are Cultural Landscapes?" ; article "Vernacular Landscapes"

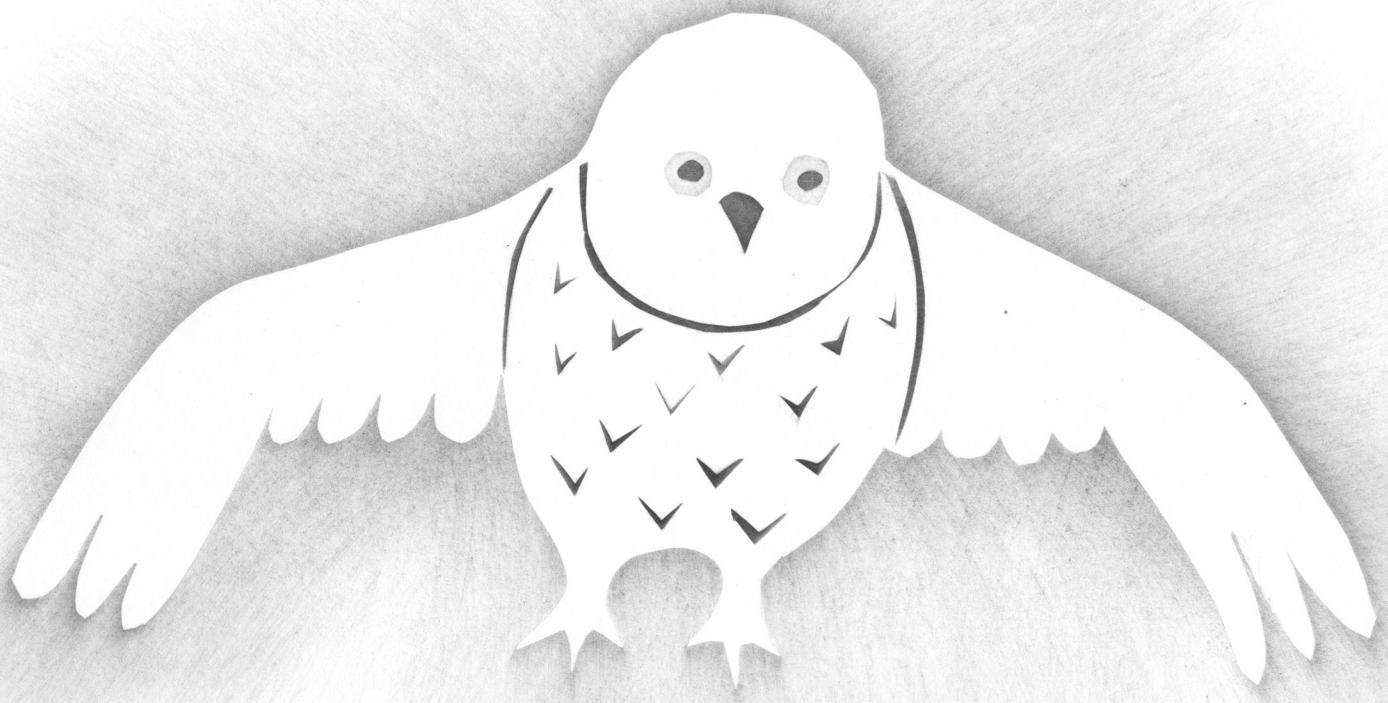
Site d'une association états-unienne à but non lucratif dont l'objectif principal est de sensibiliser le public à la diversité des paysages culturels et à la nécessité de les préserver.

Dernière consultation du site le 1er septembre 2012.

Références citées

Table des matières

ORGANISATION DU VOLUME ET PREAMBULE	1
Repères 1 - Identité scientifique	3
Repères 2 - Arctique inuit	4
ECLAIRAGE SUR LES ANCRAGES - UNE ENTREE PAR LES GEOGRAPHIES VERNACULAIRES	7
Vernaculaire – du besoin d'un concept pour mieux appréhender l'ordinaire.....	8
Savoir vernaculaire – à propos de ce qu'une telle formulation signifie.....	11
Savoir scientifique, savoir vernaculaire : un même savoir ?	12
Dépasser l'incommensurabilité des savoirs	16
CADRES DE REFERENCE - COMPOSITION EN CROISEMENTS	19
La géographie radicale, penser les rapports de pouvoir et revendiquer les postures militantes ...	21
La critique postmoderniste, déconstruire les grands récits.....	24
Les <i>postcolonial studies</i> ; sortir des oppositions binaires et construire “au-delà” d'elles.....	28
Les épistémologies féministes ; repenser la position du/de la chercheur(e)	30
QUESTIONS DE METHODES - DESCENDRE DE L'ECHELLE.....	37
Reconnaitre la valeur de la démarche inductive	38
S'installer dans la durée, dans l'attente et l'ennui	41
Pour une ethnographie géographique	43
Descendre de l'échelle.....	47
RECHERCHES EN ECRITURES - EXPLORATIONS EN FILMS DOCUMENTAIRES.....	49
Les images non cartographiques en géographie : une place à négocier.....	50
Réaliser des films documentaires.....	52
Tourner un film documentaire ; appréhender le terrain comme un récit.....	54
Tourner un film documentaire avec des personnes ; accepter une relation particulière	58
Produire un discours audiovisuel, pour quoi faire ?	61
NOUVEAUX HORIZONS - POUR UNE ETUDE DES MOBILITES ORDINAIRES DES INUIT AUJOURD'HUI ...	67
Une mobilité toujours valorisée, et reconfigurée	69
Une mobilité mal connue	72
Projet d'enquête : terrains et méthodes.....	74
Comprendre ces mobilités, un enjeu pour les Inuit et un enjeu scientifique	77
CONCLUSION - POUR UNE ETHIQUE GEOGRAPHIQUE	81
REFERENCES CITEES	85
TABLE DES MATIERES	93



OKPIK

Roberta Memogana 2010